

**EXISTER ET RÉSISTER
DANS LES
MARGES URBAINES**

Villes du Bassin méditerranéen

base; la régularisation de leur situation foncière. Les initiatives habitantes sont étudiées dans leurs rapports avec l'action des institutions, l'objectif étant de comprendre comment les acteurs populaires « pénètrent le système », non pas cette fois à des fins subversives ou de renversement, mais pour y saisir des opportunités de profit ou se protéger contre les risques que la précarité de leur habitat (et de leurs revenus) leur fait courir. On peut considérer, dans ces conditions, que s'établissent un ensemble de normes, de positions et de rôles sociaux à peu près stabilisés et acceptés – même si c'est avec résignation – par les acteurs en présence (Lagroye *et al.*, 2002), ce qui participe bien de la fabrique d'un ordre politique local.

Chapitre 1

Les marges au prisme des représentations

Mots, discours, images

Raffaele Cattedra (coord.)

Raffaele Cattedra, M'hammed Idrissi Janati et Maurizio Memoli (rédac.)

Le droit de nommer est l'un des attributs du pouvoir.
Calvet, 2005

Nous sommes partis de l'hypothèse selon laquelle les marges urbaines correspondent à une population et son espace de vie tels que désignés et représentés par les acteurs dominants; elles se situent donc là où les pratiques et les représentations de stigmatisation ont construit historiquement son enclavement symbolique. Ainsi, la « marge » n'étant selon nous ni un état de fait ni même un concept théoriquement stabilisé, elle sera ici appréhendée comme une notion opératoire. En suivant M. Foucault (1966), il s'est agi de saisir les marges étudiées à travers le cadre des conditions discursives, symboliques et sociales ainsi que des pratiques qui président à leur apparition et à leur « avènement ». Nos travaux, conduits sur des terrains partagés entre le Nord et le Sud de la Méditerranée, nous ont confortés dans l'idée que les marges urbaines étaient le plus souvent engendrées, produites et érigées par des processus ayant trait à des systèmes de représentations et à des pratiques de stigmatisation émanant des acteurs urbains dominants, mais qu'elles pouvaient résulter aussi de processus cumulatifs ou alternatifs d'endossement ou, au contraire, de résistance, voire de renversement de sens de la part de leurs populations. Or, ces représentations prennent forme et s'incorporent vigoureusement dans l'imaginaire collectif et elles ont de ce fait la vie longue. Dans ce premier chapitre, nous avons fait le choix de présenter, plutôt qu'un état achevé, des ouvertures visant à alimenter le débat sur les processus de construction

des représentations autour des marges : trois modalités ont été privilégiées, à savoir les mots, les discours, les images.

L'apport des représentations et de l'imaginaire dans la recherche en géographie est désormais un fait acquis, même s'il n'a été reconnu que tardivement en comparaison à d'autres sciences sociales. Nous efforçant de dépasser la traditionnelle posture binaire (voire antagoniste), qui identifie l'imaginaire comme un « contrepoint de la réalité » et, donc, comme un domaine non objectif (Debarbieux, 2003), nous accordons un rôle essentiel à l'idéal (Godelier, 1984) et aux images en tant qu'elles possèdent une fonction d'ordre catégorisant (y compris de stigmatisation) dans la production des rapports sociaux servant de cadre et de support à la relation à un territoire (Lussault, 1993; Calenge *et al.*, 1997; Debarbieux, 2015). Cette prise en compte confère ainsi une dimension et une pertinence supplémentaires – par rapport aux seuls examens classiques des structures matérielles – à l'analyse spatiale des villes et à la manière dont l'imaginaire urbain nourrit concrètement la production de la ville (Loupiac, 2005).

Nous partageons ainsi l'idée selon laquelle l'analyse des représentations et des qualifications sociales dont la marge est l'objet (au travers des paroles, des discours, des images et de certaines pratiques) permet de saisir les valeurs socioculturelles qui les conditionnent ainsi que les registres idéologiques particuliers dans lesquels elles s'ancrent et s'organisent. De fait, intégrant l'idée que le passé agit sur le présent (Bédard *et al.*, 2011), nous postulons que les représentations et les qualifications sociales dont les marges font l'objet racontent, en partie, l'histoire de la ville (ou d'une partie de celle-ci). Les représentations appartiennent sans discussion à la catégorie des « artefacts culturels » (Anderson, 1996) : les comprendre convenablement implique d'examiner comment elles sont entrées dans l'histoire, se sont inscrites dans les spatialités et de quelle façon elles se sont chargées de sens. « Si, sans doute, l'image vient du monde tel qu'il existe, elle contribue aussi, *via* l'action qu'elle médiatise et qu'elle permet, à le configurer, à le créer tel qu'il est » (Lussault, 1997, p. 21).

Le premier chapitre est organisé en deux grandes sections. La première met au centre de ses analyses les représentations verbales, en considérant, avec S. Ostrowsky (1996, p. 150-151), qu'« il n'y a pas de fonctionnement social sans système langagier qui le structure, ni à l'inverse d'espace sans procédure signifiante qui lui donne sens », d'où découle la nécessité de « la prise en charge de la langue comme instrument de domination et de division ». Pour ce faire, nous avons mobilisé les apports méthodologiques et certains des résultats obtenus par le programme de recherche MOST-Unesco « Les Mots de la ville » (1995-2010)¹ afin d'identifier plusieurs formes de registres, de systèmes langagiers et de langues qui participent à ériger une sémantique de la stigmatisation (ou de la contre-stigmatisation) de la marge : langages savants, administratifs, techniques, juridiques – en un mot, registres normatifs –, mais tout autant langages courants, ordinaires, dialectaux ou vernaculaires, créolisés... diffusés dans les contextes langagiers des pays et des villes étudiés. L'implicite de la démarche adoptée est d'appréhender les marges à la fois en tant qu'espaces perçus et représentés

en dehors de la norme et à la marge de l'ordre urbain dominant ; comme des espaces, désignés de *non réglementaires*, qui font l'objet de politiques urbaines et de restructuration territoriale (de remise en ordre, en quelque sorte) ; ou/et comme des espaces de subalternité dont les populations disposent de compétences sociales, culturelles, symboliques, voire politiques, susceptibles d'opérer un renversement performatif du dénigrement de leur quartier.

Une seconde section réunit trois approches différentes quant aux méthodologies qu'elles mettent en œuvre, mais celles-ci ont comme point commun de vouloir appréhender les marges « de l'intérieur », autrement dit selon le point de vue que peuvent en fournir leurs habitants, dans leur diversité relative. À vrai dire, en accordant une attention particulière aux femmes d'un côté, aux enfants et adolescents de l'autre, nous avons privilégié la parole et les représentations des oublié(e)s, ceux et celles dont les avis et les jugements comptent le moins et n'ont pas de voix². Tantôt la construction des matériaux à exploiter s'effectue de manière classique (observations directes sur la longue durée, discussions aléatoires ou entretiens semi-directifs pour « faire produire » du discours), tantôt elle procède de démarches expérimentales³, lesquelles ont privilégié les représentations visuelles (par le dessin, la photographie ou la vidéo) (Rose, 2001, 2003) et la prise en compte des émotions (Bochet et Racine, 2002), ce qui est rendu possible par les supports multimédias utilisés qui permettent de combiner sons, images et paroles.

1. La stigmatisation : dire et dédire les marges

Par R. Cattedra

Les marges seront appréhendées, dans ce qui suit, pour ce qu'elles représentent dans l'ordre symbolique de la ville, par le biais de leurs dénominations. Toutefois, la sémantique de la marge n'est stable ni dans le temps ni dans l'espace, de telle sorte qu'il nous sera nécessaire de revenir sur plusieurs points. En premier lieu, sur les glissements de signification dont elles sont l'objet ainsi que sur les cadres et les effets spatiaux – *i.e.* la localisation – qui les distinguent au sein de la ville. En second lieu, nous traiterons des marges au prisme de la norme et de la normalisation, considérant pour ce faire trois modalités de territorialisation du discours qui participent, chacune pour sa part, à en faire des espaces de diffamation : d'abord en tant que catégorisation d'espaces « hors norme », ensuite dans la relation entre stigmatisation de l'espace de déréliction et stigmatisation des populations et, enfin, au prisme des effets pervers et contradictoires de l'urbanisme qui décrète, par les dénominations officielles qu'il

² Les recherches qui ont expérimenté ces approches ont été conduites à Sant'Elia (Cagliari), mais aussi à Fès (Ateliers géophotographiques, voir ci-après) ainsi que, quelque temps auparavant, à Tunis et à Marseille. Elles ont été menées conjointement dans le cadre du programme ANR Marges et dans celui d'un projet intitulé *Giustizia spaziale e sistemi territoriali mediterranei. Politiche urbane, pratiche sociali, mobilità*, financé par la Région autonome de Sardaigne pour la période 2013-2016. Elles ont donné lieu à la production de différents documents multimédias, dont la liste figure dans la sitographie du chapitre.

³ Du moins sur les terrains que nous avons explorés.

¹ Les auteurs du présent chapitre ont collaboré, à leur échelle, à ce vaste et ambitieux programme, dirigé par C. Topalov, L. Coudroy de Lille, J.-C. Depaule et B. Marin, qui s'est déroulé sur une quinzaine d'années. Il a donné lieu à plusieurs ouvrages fondamentaux, parus dans la collection « Les Mots de la Ville » (Éd. Maison des Sciences de l'Homme et Éd. Unesco), qui figurent dans la bibliographie en fin d'ouvrage.

opère, de (nouveaux) espaces de relégation et de non-droit. En dernier lieu, nous nous attacherons – toujours au travers de la manière de nommer – à mettre en exergue les formes de résistance à la stigmatisation, voire les formes de subversion des marquages dominants basés sur la catégorisation négative ou sur le mépris. En ce domaine, nous nous situons en accord avec L. Wacquant (2006, p. 5), pour lequel « la perception contribue puissamment à fabriquer la réalité ».

De la territorialisation symbolique : nommer les marges

Les marquages qui participent à identifier, à ériger et donc à instituer la marge par son axiome (ou corollaire) de stigmatisation sont de différentes natures. Ils réfèrent à la précarité, la marginalité (qu'elle soit spatiale, sociale, économique ou symbolique), la pauvreté, la criminalité, l'illégalité, la violence, le mépris des classes dominantes, etc., selon, souvent, un processus cumulatif de ces différents attributs, sous-jacents à la mauvaise réputation d'un quartier. Mais ils sont aussi l'expression de stratégies de résistance, voire de contestation et de conflit de la part des communautés qui y habitent. En un mot, la marge est le plus souvent désignée par des termes dont le sens plus ou moins évident renvoie à une zone de non-droit et à une a-normalité présupposée par rapport à ce qui serait la norme de la ville. Ces termes imposent en quelque sorte une association et un lien de réciprocité – de contagion, pourrait-on dire – entre la désignation de l'espace et celle des populations qui y vivent. Dans certains cas, les mots employés contribuent à légitimer, aux yeux de l'opinion publique, les traitements qui sont imposés aux marges et aux zones de relégation, et les actions de reconquête urbaine qui les visent. D'un autre point de vue, il convient de signaler les transformations, les déplacements de significations, les glissements sémantiques qui font évoluer dans le temps – et cela même au-delà des divers contextes étudiés – le sens de certaines de ces dénominations, étant entendu que, simultanément, se transforment les enjeux symboliques et territoriaux qui leur sont liés (Depaule et Topalov, 1996). Rappelons aussi qu'un seul et même lieu peut être désigné par divers types de toponymes, et éventuellement les cumuler, faisant en sorte que plusieurs systèmes de valeurs peuvent lui être appliqués en fonction du positionnement des locuteurs.

Notre propos est d'interroger les tensions qui s'établissent entre trois couples de polarités opposées, en ce qu'elles permettent d'identifier et d'interpréter les rapports entre registres discursifs (la *dénomination*) et l'action (les pratiques sociales, la praxis des politiques et de l'aménagement). Ces trois couples sont les suivants :

- La performativité instituante qui caractérise les langues « administrantes », lesquelles édictent une vision normative et organisatrice de l'espace, *versus* la force sociale et territorialisante des parlars ordinaires, lesquels peuvent, selon les cas, intégrer, s'approprier, modifier, s'opposer, inverser ou délégitimer cette même dénomination. Ces tensions posent la question des liens entre savoir et pouvoir (Foucault, 1966) et, plus explicitement, du rapport entre domination et dénomination (Staszak *et al.*, 2017).

- Les locuteurs (et paroles) externes aux espaces-marges *versus* les locuteurs et les dénominations internes aux espaces désignés⁴. Ces oppositions renvoient nécessairement aux liens entre identité, altérité, appropriation, légitimité.
- Les mots ou les noms à caractère généraliste, à visée classificatrice, qu'elle soit locale, nationale ou internationale, *versus* les mots et les noms à caractère toponymique qui individualisent et désignent un seul lieu et pas un autre, contribuant donc à l'identité d'un territoire. Il est vrai toutefois que, à leur tour, ces derniers peuvent aussi devenir des mots génériques (bien que, à l'origine, ils ne possèdent pas un caractère normatif) ou assumer une signification faisant explicitement référence à une autre échelle territoriale, que celle-ci soit étatique, internationale ou globale⁵.

Bien sûr, cette triple lecture reste schématique et constitue, de ce fait, une simple ouverture à cette recherche, car ce sont les porosités, les interrelations, les « glissements » et les variations entre ces polarités qui aident à mieux comprendre les processus à l'œuvre dans les cas étudiés.

Glissements et classements dans la sémantique de la marge

Pour rendre compte de la première tension que nous avons identifiée, celle qui s'établit entre dénomination de l'administration, stigmatisation et production de la marge, nous retiendrons quelques exemples de mots de portée générale illustrant les glissements de sens des « systèmes sémantiques » qui fondent le classement des espaces et de leurs populations. Deux de ces mots sont emblématiques, car, apparus en tant que toponymes, ils sont devenus des génériques beaucoup plus connus et se sont diffusés en tant que stéréotypes majeurs de la désignation de la marge ou, pour mieux dire, d'une condition de marginalisation⁶. Il s'agit, par exemple, des mots *ghetto* et *bidonville*, le premier de portée universelle, le second plutôt répandu dans le domaine francophone, du fait de sa connotation maghrébine.

Comme on le sait, le mot *ghetto* naît à Venise, d'un lieu où se situait une fonderie. Dès le xvi^e siècle, il désigne le site de la nouvelle fonderie (*ghetto nuovo*), où le Conseil des Dix de la République décide d'assigner à résidence les juifs de la ville. Le *ghetto* devient alors le nom d'un territoire imposé par la loi à une catégorie ethno-religieuse de population, qui est employé dans d'autres langues pour d'autres quartiers où sont cantonnées les communautés juives (juiveries en France, *mellah* au Maroc, *hara* à Tunis, etc.). Ultérieurement, ce mot désignera plus généralement un

⁴ Signalons que les locuteurs de mots ne sont pas nécessairement partagés entre administrateurs officiels et administrés ordinaires. Ainsi, les premiers peuvent, à un moment donné, « incorporer » à leurs propres registres les termes utilisés par les administrés, et *vice versa*.

⁵ C'est par exemple le cas des désignations de certains quartiers qui font sens du fait de leurs références à d'autres lieux (villes ou pays), d'autres peuples ou d'autres univers sociaux et idéologiques. Ainsi en est-il de noms tels que *Chicago*, *Bronx*, *New York*, *La Petite Colombie*, *Shishane* (Tchéchénie), *Awbach* (Apaches), *Taliban*, *Da'esh*, etc.

⁶ Les termes de *ghetto* et de *bidonville* ont fait l'objet d'une littérature abondante, ce qui nous autorise à limiter ici les développements qui leur sont consacrés. On se reportera plus particulièrement, pour le premier de ces termes, à Boiteux, 2010; et pour le second, à Cattedra, 2006 et 2010.

lieu de concentration de la marginalité, de la pauvreté, de l'exclusion et se détachera progressivement de sa connotation hébraïque, pour s'appliquer ou pas (selon les cas) à des quartiers urbains très largement peuplés par des communautés ethniques ou religieuses autres. Déjà, L. Wirth, dans le dernier chapitre de *The Ghetto* (2006 [1928]), évoque la signification sociologique des «ghettos non juifs», alors que, à New York, dès les années 1960, émerge le *ghetto noir* du Bronx. Finalement, par ces opérations de transfert, le mot *ghetto* pourra égarer sa caractérisation ethnique pour devenir un marqueur qui peut concerner aussi bien un quartier populaire comme celui de Sant'Elia à Cagliari (c'est en tout cas le terme dont use la presse locale lorsqu'elle veut mettre en exergue sa marginalité) qu'un quartier pour riches, pour marquer l'isolement volontaire de ses habitants nantis (Schuman, 2006)⁷. Comme l'écrit S. Ostrowetsky (1996, p. 17), «il n'y a de "beaux" quartiers que parce qu'il y a de vilains, il n'y a de "ghettos" et de banlieues à problèmes que parce qu'il y a, en face, des "ghettos" pour riches, et bien gardés»⁸.

Quant à *bidonville*, il s'agit également, à l'origine, d'un toponyme, s'écrivant avec une majuscule, qui désigne un agglomérat de baraques surgi à Casablanca au cours des années 1920. Le terme aura rapidement du succès, au point de devenir un nom générique doté d'une forte puissance évocatrice : la clarté sémantique de la ville des bidons. Dès les années 1930, *bidonville* est utilisé pour nommer par antonomase d'autres baraquements surgis à Casablanca comme à Tunis. Au Maroc, ils seront dénommés en arabe dialectal *karyan*⁹, *derb* ou *douar* (cercle, village), en référence aux modes d'habitat et à l'origine rurale des habitants. *Bidonville* perd progressivement sa majuscule et est utilisé dans les rapports administratifs au pluriel, initialement entre guillemets, voire en italique, et voyagera entre Casablanca, Tunis (où l'on emploie souvent plutôt le terme *gourbiville*), Alger et d'autres villes du Maghreb et du «Tiers-monde», en passant par nombre de périphéries urbaines de France et d'Europe. En France, *bidonville* a une connotation liée initialement au peuplement de migrants d'Afrique du Nord, majoritairement algériens, avant de désigner des quartiers populaires dégradés. *Bidonville* devient de la sorte le paradigme d'un espace stigmatisé et stigmatisant pour ses habitants. Mais, dans tous les cas, un espace marginal, la «zone» au sens littéral et/ou figuré du terme, à la fois aux lisières de la ville et en marge de la norme sociale urbaine (Cattedra, 2006). À la veille de la Guerre d'Algérie et des indépendances du Maroc et de la Tunisie, le danger représenté par les bidonvilles – «foyers de terrorisme» (De La Varde, 1955, p. 46) – devient un thème récurrent du discours colonial, lequel a été appuyé par des propos scientifiques qui avaient légitimité, par exemple en Algérie, l'existence d'une «société bidonvillose», comme si celle-ci pouvait être autonome au

sein de la société globale dans laquelle elle s'inscrivait, et à ses logiques de fonctionnement (Sidi Boumedine, 2016, p. 19).

Il advient par ailleurs que certains termes génériques ou correspondant à des divisions administratives de la ville (Topalov, 2002), que l'on pourrait considérer comme neutres, puissent assumer, à un moment donné, accompagnés ou non par des qualificatifs, une valeur plus ou moins affichée de stigmatisation sociale. Il en est ainsi, pour le cas français, du mot *banlieue*. De territoire situé hors du ban seigneurial, elle acquiert «le statut d'une arrière-ville où seront progressivement transférées ou créées toutes les activités polluantes» ou indésirables (Faure, 2010). Dans le prolongement des faubourgs (qui, eux aussi nés hors la ville, y ont été progressivement intégrés), «elle est formée d'un ensemble de communes urbaines ou en voie d'urbanisation, juridiquement indépendantes de la ville principale» (Lacoste, 2003). Dans le cas de Paris, l'industrialisation et le peuplement ouvrier «allaient en changer l'image» (Faure, 2010). Ainsi naît le terme *banlieusard* et, dans les années 1920, se diffuse l'expression *banlieue rouge*, à la suite du succès électoral du Parti communiste. Dès cette époque, le terme *banlieue* est connoté, et pas uniquement au plan politique. C'est toutefois bien plus récemment, dans les années 1980 en France, qu'émerge dans la presse et les médias l'usage stigmatisant du mot à l'aune du «problème des banlieues». Après les premiers incidents à Vaulx-en-Velin (1971) et à Villeurbanne (1976), à propos desquels on évoque des «émeutes urbaines», surviennent de véritables affrontements avec les forces de l'ordre comme à Vénissieux (cité des Minguettes, 1981, 1982 et 1983), à l'origine de la rapide généralisation du «phénomène banlieues» dans les années 1990. Avec le temps, la formulation s'est euphémisée, de telle sorte que l'on parle désormais de «quartiers sensibles». Cela n'est pas simplement un fait anodin de langage, mais l'usage réadapté de ce mot générique peut être interprété comme l'assignation d'une valeur dépréciative et problématique à un ensemble de territoires urbains, lesquels, tout en possédant des identités sociales et culturelles spécifiques, rentrent dans un processus de généralisation stigmatisante, de relégation et de délitement social, dans l'imaginaire collectif.

En ce domaine, la France n'est pas un cas à part. La presse italienne, par exemple, fournit de multiples exemples de la manière dont les termes *ghetto* et *banlieue*, en se renforçant mutuellement, voyagent de concert pour participer au processus de territorialisation symbolique et politique, en tant qu'opérateurs de désignation dépréciative ou dénigrante¹⁰.

Ce sont également des mots ordinaires servant à désigner des parties de la ville qui, utilisés seuls ou combinés à d'autres termes, deviennent de puissants révélateurs de processus de production des marges urbaines. Ainsi en est-il, en français, du mot *quartier* (tout court), devenu l'un de ces termes qui, associé à des qualificatifs, compose

⁷ Pour les beaux quartiers parisiens, voir Pinçon et Pinçon-Charlot (2000).

⁸ L'emploi de *ghetto* fait toutefois l'objet d'une controverse dans la sociologie française (Kokoreff, 2009), à propos de la caractérisation des quartiers pauvres des banlieues françaises. Ainsi L. Wacquant (2006) récuse-t-il l'amalgame entre ces quartiers et le *ghetto* américain, alors que D. Lapeyronnie (2008) soutient l'idée qu'il est devenu une réalité sociale en France.

⁹ *Karyan* est l'adaptation en arabe dialectal du terme français «carrière», du fait qu'un premier noyau de baraques fut localisé, à Casablanca, dans une carrière : celle de la Centrale électrique des Roches noires. Déplacé par la suite *manu militari*, ce bidonville emporta avec lui le nom de son lieu d'origine et il devint le grand bidonville des Carrières centrales.

¹⁰ Ainsi, le *Corriere della Sera* du 4 mars 2017 présente sur une même page deux articles, dont le premier («Incendie et mort au *Gran Ghetto* de Foggia») traite de l'incendie d'un campement de baraques, dans la campagne de Foggia, qui a causé la mort de travailleurs subsahariens ; et dont le second («Trop d'étrangers : de nouvelles règles dans l'attribution des *Case popolari*») reprend les propos du maire centre gauche de Florence qui évoque le danger que représente pour sa ville «un effet banlieue» à la française. Cette expression rend bien compte de l'intégration du terme *banlieue* dans le vocabulaire italien, avec les connotations négatives et stigmatisantes qu'il comporte.

des expressions telles que *quartier sensible*, *quartier chaud* ou, plus neutre, *quartier populaire*; ou qui, dans d'autres circonstances, fonctionne comme des désignateurs localisés. C'est le cas du *Village nègre* (français pied-noir) en usage en Algérie, pendant l'époque coloniale, pour nommer les quartiers de la proche périphérie, plus ou moins « spontanés » (tolérés par l'Administration) et regroupant des « familles indigènes ». On se gardera d'oublier, parmi les plus emblématiques de ces désignations, les *quartiers nord* à Marseille, qui représentent le stéréotype local le plus utilisé pour désigner des espaces de la marginalité urbaine à forte connotation ethnique, liée à la présence majoritaire de familles issues de l'immigration maghrébine ou africaine :

Il fallait habiter là, ou être flic, ou éducateur, pour traîner ses pieds jusque dans ces quartiers. Pour la plupart des Marseillais, les Quartiers Nord ne sont qu'une réalité abstraite. Des lieux qui existent, mais qu'on ne connaît pas, qu'on ne connaîtra jamais. Et qu'on ne verra toujours qu'avec les « yeux » de la télé. Comme le Bronx, quoi. Avec les fantasmes qui vont avec. Et les peurs. (J.-C. Izzo, Chourmo, 1996, p. 33)

En espagnol, c'est le mot *barrio* (de l'arabe *barra*, en dehors de la ville, dont dérive le terme *barrani*, étranger, celui qui vient de l'extérieur de la ville, généralement un migrant d'origine rurale) qui remplit le même rôle que *quartier*. Si *barrio* évoque des quartiers ouvriers¹¹ et l'idée de communauté et de voisinage, *Barrio Chino*¹² à Barcelone (*barri xino* en catalan, quartier chinois) a longtemps désigné l'archétype du quartier mal famé, des « bas-fonds »¹³ (Benach et Tello, 2014).

En arabe, ce sont les mots *hay*, *hauma* et *houma* en dialectal (quartier) qui, adjectivés, s'affirment ou servent de supports à la dénomination d'espaces marginalisés. Ainsi, H. Ben Othman indique que, pour la Tunisie, les expressions *hauma shabiyya* et *hay shaabi* désignent un quartier populaire, leur usage valant « aussi bien pour les quartiers réglementaires populaires que pour les quartiers non réglementaires, sans réelle distinction ; mais ils n'en possèdent pas moins, dans tous les cas, une connotation péjorative, qui renvoie à la pauvreté de la population qui les occupe »¹⁴.

L'« aventure territoriale » des glissements sémantiques peut cependant correspondre à des évolutions se faisant dans un sens différent de celui qui caractérise les termes précédemment étudiés. Ainsi en est-il de *gecekondü* (litt. « bâti dans la nuit ») qui désignerait, à l'origine, une construction illégale (au plan foncier) et bâtie rapidement. Toutefois, dans un article extrêmement fouillé, J.-F. Pérouse (2004) montre que

le même terme s'applique à des réalités très différentes (*gecekondü* foncier ; *gecekondü* architectural ; *gecekondü* dans lequel l'illégalité caractérise la construction et non plus le foncier). De fait, les quartiers de *gecekondü* les plus anciens ont perdu depuis longtemps leurs caractéristiques, mais ils continuent à être désignés sous ce nom parce que les dénominations enregistrent un retard par rapport aux transformations du tissu urbain (statut foncier régularisé, réseaux installés, verticalisation, densification rapide du bâti) et des populations qui y résident (« moyennisation » du fait de l'augmentation des prix du foncier et des loyers). Pour autant, le *gecekondü* constitue désormais, pour le « centre » et les plus riches des habitants, « la métaphore et le symbole d'une altérité sociale quasi irréductible. [Il serait] ainsi le lieu de la concentration maximale de la "nouvelle pauvreté urbaine", que produit l'internationalisation de l'économie turque sur un mode libéral et le relâchement des solidarités familiales » (Pérouse, 2004). On se retrouve donc là aux limites de la définition, bien loin des considérations d'ordre juridique (statut foncier) et/ou architectural.

Fabriquer et dire la marge par sa localisation

Notre démarche s'est inscrite d'entrée de jeu dans une tentative ambitieuse visant à dépasser l'interprétation de la marge urbaine comme résultant inéluctablement de l'opposition duale du couple « centre vs périphérie » (Reynaud, 1981). Les représentations dominantes témoignent d'une tendance à localiser et à « caser » tout espace-marge dans les périphéries urbaines, en insistant sur leur éloignement géographique, le sous-équipement, les difficultés d'accessibilité au *centre-ville*. Refusant cette *doxa*, nous avons considéré que la marge pouvait être, aussi, au centre. Le paradoxe que la juxtaposition de ces deux termes donne à entendre n'est cependant, selon nous, qu'apparent, dès lors que ce n'est pas la localisation géographique en elle-même qui doit retenir l'attention, mais plutôt le fait qu'un autre ensemble de termes de la stigmatisation réfère et témoigne aussi de situations de marginalisation dans des contextes de centralité urbaine. Autrement dit, située là où les pratiques et les représentations de stigmatisation ont construit historiquement son enclavement symbolique, la marge urbaine peut se trouver dans les centres, les péri-centres et les périphéries.

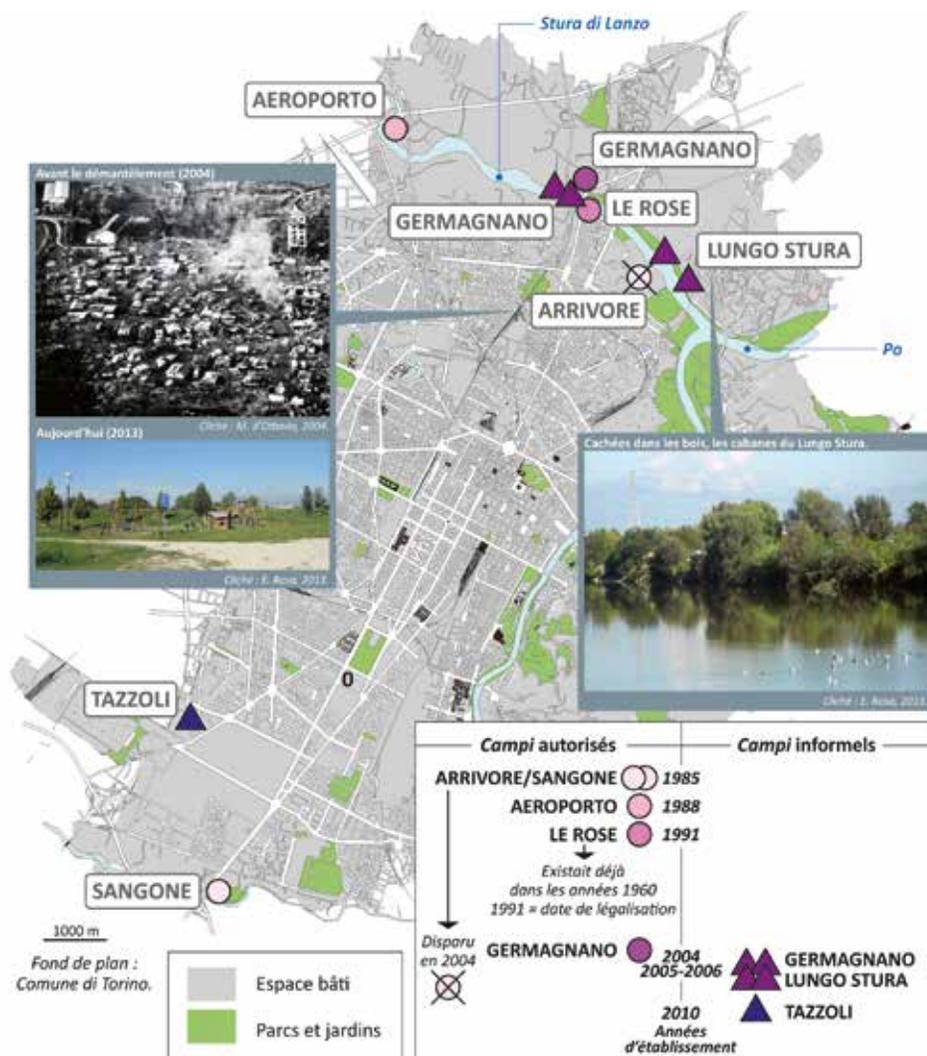
Concernant la production de la marge en périphérie, E. Rosa rappelle que les trois des quatre *campi nomadi* autorisés à Turin, « réceptacle pour toutes les activités qu'on ne voulait pas garder dans le centre (la décharge publique, la fourrière municipale, etc.) », sont localisés à la lisière de la ville, notamment au Nord et à l'Est de l'aéroport, ainsi qu'au Sud de l'agglomération. Cette disposition spatiale n'est que le produit manifeste d'un processus de ségrégation urbaine impliquant une certaine « tolérance vis-à-vis des sites informels et leur contrôle à travers la concentration spatiale » (Rosa, 2015, p. 56) [Figure 1.1]. La plupart de ces *campi* sont en outre installés dans des zones inondables, probablement parce que « l'informalité a été, d'une certaine façon, planifiée par les pouvoirs publics » (*ibid.*), en même temps qu'était mise en œuvre une politique (y compris municipale) de « non-reconnaissance des Roms en tant que véritables citoyens, libres de circuler dans la ville » (Rosa, 2015, p. 56, 58 et 66). Ainsi, d'après E. Rosa, les *campi nomadi* s'apparentent-ils à ce qu'O. Yiftachel (2009a, 2009b)

¹¹ Termes synonymes, en usage aussi en Amérique latine pour le premier, qui peut revêtir une forte dimension stigmatisante : *barriada* ou *arrabal* (L. Coudroy de Lille, 2010).

¹² Les limites de l'ancien *Barrio Chino* ne correspondent pas exactement à celles du quartier aujourd'hui dénommé le Raval, même si, pour beaucoup d'habitants, le second se confond avec le premier.

¹³ Pour l'écrivain catalan J. M. Carandell (1976), « [l]es bas-fonds : c'est le terme qui convient le mieux pour évoquer l'atmosphère du *Barrio Chino*, le *Chino* comme on dit dans la pègre ».

¹⁴ Informations transmises par H. Ben Othman, membre du programme ANR Marges, note manuscrite. Les populations ont une grande capacité pour inventer des expressions très imagées pour désigner ce type de quartiers. Par exemple à Tunis : *hay bou mié* (le quartier où le sol vaut 100 (*mié*) millimes le m², donc à peu près rien), *hay naguez* (le quartier des sauteurs, autrement dit des voleurs... ou des sauterelles) ; *hay el-III* (le quartier produit en une nuit). En Algérie, les quartiers non réglementaires sont souvent dénommés *Bni-ou-skout* (« Construis et tais-toi ») (Maachou et al., 2018).

Figure 1.1 Les *Campi nomadi* à Turin

Source : Les Cahiers d'EMAM, n° 27, p. 29. Cartographie : E. Rosa & Fl. Train • CITERES 2015.

définit comme des *Gray Spaces*, ces espaces gris, sortes d'enclaves urbaines dont l'indétermination chromatique les situe, par métaphore, entre la clarté (le blanc) – qui serait le propre des domaines du formel, du planifié, de la légalité – et le sombre (le noir) – qui relèverait des domaines du non-réglementaire, de l'illégal et, donc, de ce qui est susceptible d'être soumis à une action publique de déguerpissement. De ce fait, les *Gray Spaces* détournent la dichotomie découlant de la rationalité moderne, fondée sur l'opposition entre le légal et l'illégal, le sécurisé et le dangereux, le stabilisé

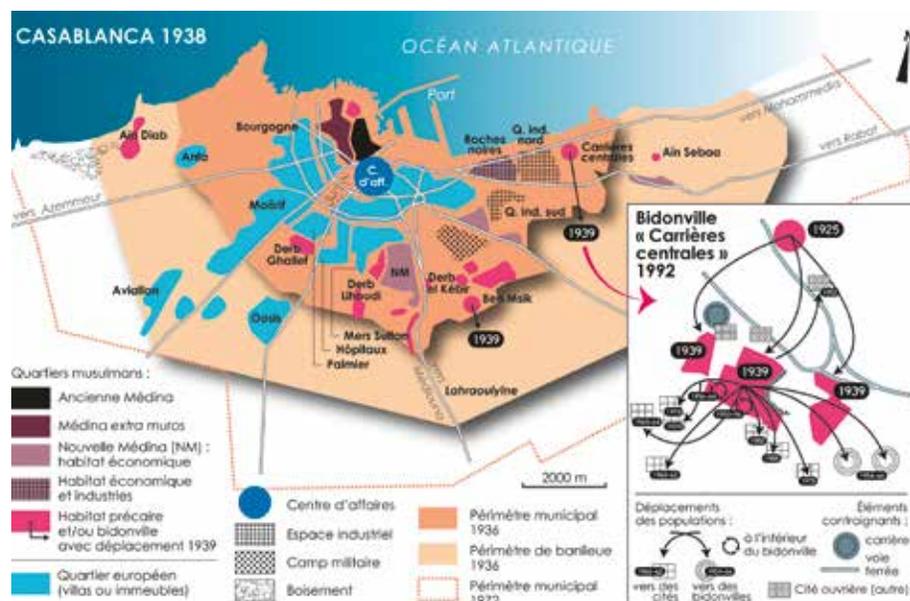
et le précaire ou le temporaire, alors que leurs populations vivent une incertitude de fond, étant prises au piège de l'ambiguïté du statut et de la fonction de leurs espaces de vie, perçus de l'extérieur entre « la non-reconnaissance et l'indifférence » (Yiftachel, 2009a). Considérant alors que « la marginalisation socio-spatiale, dont les *campi* sont une des expressions possibles, ne résulte pas seulement de politiques ou de mesures discriminatoires, mais aussi, et plus fondamentalement, des modes de distribution des droits et des ressources qui s'opèrent au travers de la planification urbaine » (Rosa, 2014b), des travaux récents¹⁵ nous invitent à la *dé-ethnisation* de la question rom, en la resituant non seulement dans le cadre discursif de la recherche académique, mais aussi dans les politiques de traitement des populations précaires.

Les marges se « déplacent » ou « sont déplacées », ce qui pose toujours la question du rapport entre leur désignation/dénomination et leur localisation, bien que celle-ci, quand elle est périphérique ou extra-urbaine, accentue généralement davantage la marginalisation. Ces déplacements résultent de deux processus principaux. Le premier est la conséquence de l'extension progressive du tissu d'une ville qui absorbe la marge urbaine, lui fait perdre sa marginalité géographique et lui assigne une autre signification et une autre fonction. Le second résulte de politiques ou actions urbanistiques comportant le démantèlement ou le transfert de ces marges, qui peuvent s'accompagner ou pas d'un déplacement de ses habitants. Le plus souvent, ces politiques sont stimulées par le fait que des marges urbaines ont acquis une position centrale dont le foncier est potentiellement valorisable. Les mots ne manquent pas pour nommer ces opérations avec toutes leurs nuances : éradication, résorption, déguerpissement, « débidonvillastion », « dégourbification », dont les unes s'accompagnent d'un relogement et les autres d'une expulsion pure et simple des occupants des lieux. Le relogement peut s'effectuer sur des « trames sanitaires », dont le modèle a été conçu au tournant des années 1950 par M. Écochard à Casablanca, ou dans des lotissements où les relogés sont autorisés à réaliser leur habitation en autoconstruction, ou encore, et de plus en plus, dans des immeubles de qualité variable. Dans la majorité des cas, ces opérations sont également des dispositifs d'accès à la propriété des ménages, lesquels peuvent en être fragilisés.

Casablanca constitue de longue date un champ d'expérimentation de ces pratiques, et son cas est d'autant plus emblématique qu'au cours de ces dernières années, ce sont les gros « restes » des bidonvilles les plus anciens qui se sont retrouvés dans les zones centrales ou péri-centrales et ont de ce fait constitué les cibles principales de ces opérations. Celles-ci toutefois peuvent remonter à la période coloniale et aux premières années après l'Indépendance, comme en témoigne la carte établie à l'occasion de l'élaboration du Schéma directeur de Casablanca (1975) pour illustrer les lieux de réinstallation, en 1938, des habitants des deux plus gros bidonvilles de cette agglomération (Carrières centrales et Ben Msik) [Figure 1.2]. Depuis lors, le processus n'a pas cessé, au point que les derniers résidents se retrouveront relogés, dans les premières années du XXI^e siècle et après un énième déplacement forcé, sur le territoire très périphérique de la commune de Lahraouiine.

¹⁵ Voir Vitale (2009), Legros (2010a), Legros et Vitale (2011), Legros et Rossetto (2011), Rosa (2014b).

Figure 1.2 Déplacements des populations des principaux bidonvilles de Casablanca



Sources : Schéma directeur de Casablanca de 1975 (ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat) & M. Nachoui, 1998. Cartographie : Fl. Troin - CITERES 2020.

Quant à la « marge au centre », elle a été appréhendée par les chercheurs de notre groupement qui ont travaillé sur Barcelone et sur Fès. Dans le premier cas, N. Benach et R. Tello (2014) ont interprété le processus de renouvellement du *Barrio de Raval*, un quartier de la *Ciutat Vella*, comme résultant de la tension structurelle et contradictoire, propre à l'actuelle période néolibérale et postfordiste, entre « espace réserve » et « espace de résistance » : le premier est placé en « attente de reconquête par les acteurs dominants » ; le second, caractérisé par des pratiques de sociabilité et l'expression de revendications sociales de la part de ses résidents, constitue ainsi un espace de résistance. Sur le plan de la communication politique, ces deux auteures montrent comment le slogan adopté par la municipalité catalane dans les années 1980 – « *Al Raval, surt el sol* » (« Le soleil se lève sur le Raval ») – rend compte de « la dé-densification du centre historique, [cette expression renvoyant] aux démolitions et à leur impact sur la création d'espaces publics [qui] permettent à la lumière d'éclairer les rues originellement sombres ». Cependant, ajoutent les auteures, « ce slogan peut faire l'objet d'une autre interprétation selon laquelle saluer le lever du soleil sur le quartier [reviendrait à signifier] poétiquement la réalité de l'amélioration de son atmosphère, de son ambiance, habituellement jugées sinistres par ceux qui n'y vivent pas et qui n'osent pas plus s'y aventurer » (*ibid.*). Quoi qu'il en soit, l'intention de ce message est d'affirmer la volonté politique de changer l'image dévalorisante du quartier aux yeux d'hypothétiques futurs habitants, à destination desquels sont venus s'ajouter d'autres slogans, tel que « *Ven a Ciutat Vella* » (« Viens à *Ciutat Vella* », « la Vieille Ville », devenu toponyme) (*ibid.*, 2014, p. 71). Une analyse confortée par les travaux de H. Ter Minassian (2013)

qui, s'interrogeant sur les transformations (gentrification et réhabilitation), à partir des années 1980, du centre ancien (*Ciutat Vella*) de Barcelone, estime que les tensions qu'elles génèrent (entre « résistances et conflits ») témoignent des limites de ce qui a été présenté comme le *Modelo Barcelona*, paradigme international du prétendu succès de la mutation urbaine et d'image de cette ville.

Compte tenu des terrains étudiés, impossible de ne pas aborder, à propos de la « marge au centre », la sémantique du mot *médina*. Sans revenir sur le débat ayant trait au sens originel de ce mot, qui désigne la ville (dans sa totalité) en arabe (*madīna*), en tant que lieu de la civilisation sédentaire au XIV^e siècle, d'après Ibn Khaldoun¹⁶, il importe toutefois de rappeler que, durant la période coloniale, sa signification procède par un balancement de sens, parfois même radical (stigmatisation vs valorisation). Ce balancement est historiquement marqué et idéologiquement connoté du fait de ceux qui en usent et selon les contextes d'usage, par exemple pour désigner la marginalité de la ville indigène de la part de l'administration coloniale, ou bien, au contraire, dans la posture du nationalisme arabe, pour en faire le symbole du lieu par excellence de la lutte pour l'Indépendance. Dans un troisième temps, le terme – par le biais d'une récupération d'un sens mythologisé repris au passé et par la réadaptation sémantique de ce dernier (Cattedra, 1998) – désigne un lieu-objet qui synthétise la fascination qu'exerce le « modèle » de l'urbanisme et de l'urbanité arabo-musulmane, l'opportunité qu'il offre à être constitué en pôle d'attraction touristique et la mobilisation qu'il suscite en faveur de sa protection architecturale et de sa valorisation patrimoniale, jusqu'à ce que s'y engage un processus de gentrification¹⁷. Réduit à une partie de la ville, le terme est fréquemment synonyme d'espace du désordre, labyrinthique, anarchique et chaotique, une conception dénoncée, entre autres, par M. Jolé *et al.* (1974). L'espace médinal a ainsi renvoyé pendant longtemps une image de crise sociale et économique, dont ruralisation, surpeuplement, paupérisation, départ des citadins de souche sont les composantes mises en exergue par le discours savant et technique ; un discours sous-jacent à l'idéologie politique moderniste des responsables des pays considérés (Signoles, 1988). « Incrustée de bidonvilles » et en voie de « prolétarisation » à Casablanca (Adam, 1972), dégradée et en cours de « gorbification » à Tunis (Eckert et El Kafi, 1974), la médina devient l'expression de la marginalité et de l'exclusion, appréhendée même comme une forme du « sous-habitat urbain » (Naciri, 1980 ; Signoles, 1994).

À Fès, l'image négative de la médina telle qu'exprimée par les habitants de la Ville nouvelle semble être dans le droit fil de la représentation du monde savant : *la-médina* (dans le parler courant) désigne, par sa position géographique, le *taht* (le bas) et incarne métaphoriquement la pauvreté, la saleté et le cloisonnement (Idrissi Janati, 2002, p. 368). Ces mots deviennent de puissants révélateurs de la division sociale et spatiale de la ville, soutenant des dynamiques de stigmatisation ou, à l'inverse, de valorisation des espaces concernés [Tableau 1.5]. Toujours à Fès, les habitants de quartiers

¹⁶ Voir, entre autres, l'ouvrage fondamental d'Ibn Khaldoun : *Discours sur l'histoire universelle. Al Muqaddima*, dans la traduction nouvelle, préface et notes de V. Monteil (collection Unesco d'œuvres représentatives, Beyrouth, 1967-1968, 3 tomes, 1434 p.) (réédité chez Sindbad, 1997, coll. « Thesaurus », 1132 p.).

¹⁷ Sur ce dernier aspect, voir Kurzac-Souali (2006), Berriane et Idrissi Janati (2016).

populaires, longtemps irréguliers et situés en périphérie de l'agglomération, tel Sahrij Gnaoua, sont l'objet de désignations dévalorisantes – et stigmatisantes – qui seront présentées plus en détail dans une section ultérieure [section 2]. Quant au quartier Aïn Nokbi, les artisans dinandiers qui y ont été transférés de la médina contre leur gré l'appellent *al-khala* (la déserte) soit, dans un mélange de *darija*¹⁸ et de français (une sorte de créole), « *Bou la fin du monde* ».

Ainsi, quelle que soit la localisation des marges, dans le centre ou la périphérie, le vocabulaire de la stigmatisation les met, pour ainsi dire, toujours à l'écart. En outre, les acteurs des politiques de transformation de la ville, à travers leurs pratiques, ont généralement tendance à déplacer ces espaces et leurs populations vers la périphérie de plus en plus lointaine, induisant ainsi leur marginalisation proprement géographique.

Les marges au prisme de la norme et de la normalisation

Si l'on poursuit sur la question de la catégorisation d'espaces urbains par le biais de leur dénomination, on constate que celle-ci peut prendre forme et opérer par le truchement de noms générés dans le cadre de systèmes normatifs (lois, règlements urbanistiques, *praxis* politique, dispositifs techniques, etc.) ou bien s'effectuer par d'autres procédés moins institués. Dans l'un et l'autre cas, cette catégorisation/dénomination participe de l'expression de paradigmes idéologiques et techniques propres à ce que l'on nomme la « Modernité ». Les dénominations ayant une portée de catégorisation et de classement procèdent d'une manière de penser l'espace – et, donc, de le structurer, de l'organiser, de le mesurer et de le diviser – qui s'appuie sur la volonté politique du contrôle de la ville. En ce sens, la ville est saisie comme un objet spatial devant être stabilisé et ordonné à travers des dispositifs qui visent à gommer et à anesthésier toutes ses complexités, accidents ou embarras d'ordre territorial (Lussault, 1998, 2000). Ces dispositifs qui correspondent à des figures spatiales relevant d'une conception mécanique et géométrique de la territorialité¹⁹ moderne s'opposent, en quelque sorte, à la fluidité, à la fragmentation, à l'anisotropie et à la dispersion qui sont des figures appartenant à la territorialité « fluide », à base topologique, réticulaire et sociale, que divers auteurs qualifient de médiévale ou prémoderne (Topalov, 2002; Pourtier, 2005). L'ordre spatial de la « Modernité » n'en demeure pas moins très prégnant dans le domaine de l'aménagement du territoire, dont les conceptions *mainstream* ont tendance à homogénéiser, séparer et classer selon leurs propres dispositifs mentaux et géométriques toutes les discontinuités, les fluidités, les porosités, les aspérités et les différenciations spatiales et sociales qui tentent d'échapper aux principes hégémoniques de normalisation du Monde (Dematteis, 1985).

L'hétérotopie²⁰ n'a pas sa place dans cet ordre idéologique propre à la rationalité des Lumières, au jacobinisme des États modernes et au colonialisme. Dans une telle

vision, toute anormalité ou hétérotopie est « mise à l'écart », c'est-à-dire à la marge, ce qui nous renvoie à la naissance et au développement des hétérotopies étudiées par M. Foucault, ces « institutions totales » de mise à l'écart (l'hôpital, l'asile psychiatrique, la caserne, la prison, le cimetière, la maison de retraite, etc.); et, au-delà, à toutes les hétérotopies où sont assignés ceux qui sont mis à la marge, en tant qu'elles constituent le réceptacle spatial de ceux réputés hors norme. M. Foucault le montre bien dans *Surveiller et punir* (1975), quand il explique qu'avec le fléau de la peste, au xvii^e siècle²¹, l'Institution va exercer son pouvoir dans (et sur) chaque point de la ville, en la découpant sans interruption du centre à la périphérie, et cela selon la figure hiérarchique de la continuité (Secchi, 2000), tout en exerçant son pouvoir de contrôle sur chaque individu qui l'habite, afin d'établir s'il est sain ou atteint par la maladie. C'est dans ce cadre que prennent naissance, du moins en Occident, les dispositifs disciplinaires modernes (Foucault, 1975), qui affichent des rationalités foncièrement différentes par rapport à ceux adoptés antérieurement, par exemple pour contrôler les gens affectés par la lèpre, ce pour quoi priment l'idée et la praxis de la mise en exil de leur communauté.

Toutefois, il convient de ne pas prendre ces paradigmes comme nécessairement opposés: les expériences coloniales, qui concernent nombre de villes étudiées dans notre programme de recherche, montrent ainsi l'existence de diverses combinaisons entre l'adoption du zonage comme dispositif d'urbanisme ségrégationniste des communautés (Somma, 1991; Abu-Lughod, 1980) et les possibilités pour certains individus ou communautés d'échapper à ce système. Dans une telle perspective, la trilogie *médinas, villeneuves et bidonvilles* qu'établit J. Berque (1958) – à une époque où on s'en tenait à la ville duale, médina/ville européenne – a constitué un apport fondamental pour saisir la genèse et l'évolution des villes maghrébines dans la période de l'entre-deux-guerres, période charnière en ce qu'elle affecte le rapport entre « domination et dénomination » (Berque, 1962).

Le « hors norme » dans la stigmatisation officielle

Considérons alors de quelle manière le vocabulaire normatif a érigé et continue d'ériger des marges par un système langagier de catégorisation de lieux considérés comme « hors norme ». Bien souvent, une telle sémantique institue des dénominations porteuses de sens négatif et pouvant assumer une stigmatisation explicite, voire du mépris et de la diffamation, qui se traduit par une sorte de « mise en exil » des populations en question et de leurs espaces. Il convient à ce propos de rappeler que les « migrations » du lexique administratif ou de celui de la presse dans les parlars communs sont constantes – et *vice versa* – car, pour certains aspects, cela vaut pour les mouvements de naturalisation du langage ordinaire dans les registres officiels ou dans le vocabulaire de la presse. Les traductions et les adaptations entre registres expressifs et langues s'imbriquent dans le processus de territorialisation symbolique, ce qui rend plus difficiles à comprendre les mécanismes de sa fabrication. On peut ainsi assister,

¹⁸ La *darija* est l'arabe dialectal dans les pays du Maghreb.

¹⁹ Soit, selon B. Secchi (2000), l'isotropie, la continuité, la concentration, la régularité, l'homogénéité, la hiérarchie, la séparation.

²⁰ Qu'on peut définir comme la différenciation du statut de certains lieux ou espaces sociaux.

²¹ Bien que cela ait trait à une période plus contemporaine de l'histoire, voir dans le chapitre 2 les analyses portant sur l'ouvrage d'Albert Camus, *La Peste*.

dans certaines situations, à l'assignation d'un « nom de la marge » qui n'émane pas du local, mais qui résulte de la déclinaison de termes dévalorisants, pouvant correspondre à des classements ou référer à des significations d'ordre plus général. Quoi qu'il en soit, cela n'empêche pas que puissent se réaliser des cumuls de sens exprimant la réprobation : les uns dérivent de l'assignation locale d'un nom référant à un classement ou à une signification d'ordre plus général; d'autres sont établis dans un contexte national et d'autres enfin dans des instances internationales, en l'occurrence par les consultants et experts d'organismes tels que la Banque mondiale, le PNUD, l'Unesco ou l'Un-Habitat, qui produisent, chacun pour sa part, des nomenclatures hégémoniques.

Au Maghreb et dans d'autres pays arabes, lorsqu'on examine le langage de l'Administration quand elle utilise l'arabe classique (*fus'ha*), se repèrent aisément des formules qui transposent de manière claire la relation entre des espaces désignés comme hors norme et leur stigmatisation renvoyant à la marginalité. Ce vocabulaire offre une large palette de termes exprimant des conditions d'habitat (des quartiers, des populations) marquées par la précarité et considérées comme illégales, illégitimes et/ou anarchiques [Tableau 1.1]. Ces mots expriment la désapprobation sociale et symbolique des espaces urbains ordinaires de la part de l'Administration et des classes aisées, notamment. L'état de précarité est traduit par l'incorporation, dans les expressions utilisées, du type de matériaux ayant servi à la construction, comme c'est le cas pour *al-sakan qasdiri* (habitat en zinc, en usage notamment en Algérie²²), correspondant en français à la signification plus générale de bidonville. En Égypte, la formule *bina' 'asha'wi* (présente également au Maroc) – que l'on pourrait traduire par « habitat non réglementaire » – est « utilisée pour signifier ce qui est fait de manière hasardeuse, non réfléchie, “au petit bonheur la chance” »; mais elle peut aussi signifier, parfois, ce sur quoi on ferme les yeux. Elle est apparue dans le dialecte égyptien tardivement, dans les années 1990, pour désigner l'ensemble des zones urbaines ayant été occupées et construites sans être planifiées par les pouvoirs publics. Elle succède ainsi aux expressions *bidûn takhtî* (sans planification), *ghayr munazzam* (sans organisation), *ghayr rasmi* (non officiel) employées dans ce pays depuis l'instauration des premiers cadres juridiques de planification territoriale, dans les années 1950. Toutefois, la notion de *'ashwa'iyya* englobe à la fois les idées d'irrégularité juridique, de dysfonctionnement structurel, de précarité résidentielle et de lieu de vie des couches populaires de la société urbaine en Égypte. Au Caire, les quartiers de ce type rassemblent 63 % de la population sur 17 % de l'espace urbanisé; une réunion d'individus forcément hétérogène, mais pas nécessairement miséreuse²³.

À travers la catégorisation administrative, le langage normatif intervient aussi pour stigmatiser l'habitat de type temporaire qui abrite des populations considérées comme en transit, nomades ou migrantes. Comme on l'a vu plus haut, l'usage italien de *campo nomade* traduit l'idée de campement (*accampamento*). Cette expression

Tableau 1.1 Hors de la norme : quelques dénominations participant de la stigmatisation officielle

Désignation	Langue	Lieu	Signification et traduction	Registre
<i>Benian fawdhaoui</i> البناء الفوضوي	Arabe classique	Villes du Maghreb	<i>fawda</i> = anarchie Habitat non réglementaire, anarchique, illégal	Officiel / Médias / Ordinaire
<i>El sakan el hach</i> الهش السكن	Arabe classique	Villes d'Algérie	Habitat précaire	Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville
<i>El sakan el qasdiri</i> السكن القضيري	Arabe classique	Villes d'Algérie	Habitat précaire = Bidonville <i>Qasdiri</i> = zinc	Officiel / Presse
<i>El bina'a el ghair ellaïq</i> البناء الغير الاثقي	Arabe classique	Villes d'Algérie et du Maroc	Construction non conforme aux normes. Habitat insalubre	Officiel
<i>'ashwa'iyya</i> <i>Bina' 'asha'wi</i> عشوائياً	Arabe classique	Égypte (Maroc)	(Habitat) non réglementaire (= l'aveuglette)	Officiel / Presse
Bidonville	Français Italien	Maghreb France Monde	Habitat précaire et non réglementaire (Maroc, pas en dur)	Officiel / Presse Langue courante
Gourbi Gourbiville Dégourbification	Français	Tunisie	Habitat précaire et non réglementaire (éradication d'un gourbi)	Officiel / Presse
<i>Campo nomadi</i>	Italien	Italie	Campement (officiel ou non) de populations roms	Officiel / Presse
Campement illicite	Français	France	Campement (non officiel) souvent réservé aux populations roms ou aux migrants	Officiel / Presse

Source : R. Cattedra, à partir d'enquêtes (2011 à 2017), dont les résultats ont été communiqués par M. Safar Zitoun, S. Ouadah, N. Semmoud, E. Rosa, O. Legros, R. Stadnicki, A. Iraki et M. Idrissi Janati.

« est généralement adoptée avec une connotation ethnique par les politiques publiques et dans les documents institutionnels pour indiquer les dispositifs d'accueil des populations roms ou tsiganes (dites nomades). Selon le cas, il s'agit d'établissements informels et précaires autorisés *a posteriori*, ou de “villages” clôturés, faits de petits logis préfabriqués, construits par les administrations publiques et soumis au contrôle des autorités » (Rosa, 2015). Accompagné du qualificatif *abusivo* (campement illicite en français), *campo* désigne les établissements précaires non autorisés des Roms/Tsiganes ou des *gens du voyage*.

²² Dans les opérations de recensement de l'habitat précaire en Algérie, effectuées en 2008 par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, sont considérées comme bidonvilles « [l]es constructions réalisées en matériaux hétéroclites provenant de la récupération ». Les enquêteurs avaient également pour mission d'inventorier les constructions réalisées en parpaings et sans ossatures ou structures assurant leur stabilité et celles en terre (*toub* ou gypse, qui sont surtout fréquentes dans le Sud du pays).

²³ Informations reçues de R. Stadnicki.

De nos jours, la dénomination de ce type de précarité, discriminatoire et propre aux exclus, est attribuée à toutes ces hétérotopies « de transit » que sont les lieux de passage et de cantonnement des migrants, des réfugiés et demandeurs d'asile, notamment en Italie, en Grèce, en France ou, plus récemment, en Libye. De la *Jungle* de Calais au *ghetto* de Foggia se développent des prototypes contemporains d'espaces-marges plus ou moins transitoires, sortes de *Gray Spaces* (Yiftachel, 2009a, 2009b, 2015), précaires et/ou institutionnels²⁴. Nous reviendrons sur cette question dans un développement ultérieur (voir *infra*, même section).

Le langage de la stigmatisation passe par d'autres canaux que ceux de l'Administration, mais qui peuvent malgré cela être considérés comme quasi officiels. À Sant'Elia (Cagliari), nous nous sommes particulièrement intéressés au vocabulaire de la presse et à celui des acteurs de l'urbanisme ainsi qu'à leurs interférences. L'analyse des discours relatifs à ce quartier fait émerger deux répertoires idéologiques de son appréhension en tant que marge urbaine [Tableaux 1.2 et 1.3]. Ils sont utilisés en étant juxtaposés l'un à l'autre, fonctionnant au gré de l'attention et de l'action publique sur le quartier ou de l'émergence médiatique de faits divers ayant trait à la criminalité. Le premier relève du « vocabulaire de la stigmatisation », par la multiplicité, voire la redondance, des marqueurs langagiers adoptés et par l'association systématique entre les dimensions spatiales et sociales : *marginalité, frontière, isolement, malaise, danger, abandon*, déclin, dégradation, désespoir, *saleté, anarchie, illégalité, criminalité, drogue, violence, risque, dangerosité*²⁵. Mais il est un second répertoire qui renvoie, pour sa part, à l'idée des transformations urbaines induites par l'aménagement des espaces de la marginalité. Ce vocabulaire de mise aux normes exprime une volonté de réhabilitation physique du quartier ainsi que de son image et accompagne, pour les justifier, la réalisation d'opérations urbanistiques. Il est structuré selon un triple registre discursif axé, en premier lieu, sur la nécessité de la normalisation à engager par le biais de programmes définis comme des actions d'*assainissement*, de *guérison*, de *revanche*, de *diversification* de l'existant, de *reconnexion* et de *raccordement* à la ville; en deuxième lieu, sur les modalités possibles de transformation positive du quartier, telle que *reconstruction, inversion, requalification, modernisation*, développement, *illumination, changement d'image*, ou celles engageant une rupture nette avec la situation existante, déclinées par des termes comme *briser, casser, sortir* de l'état actuel; enfin, en troisième lieu, sur les possibilités offertes par les qualités paysagères exceptionnelles de Sant'Elia qui mobilisent une sorte de « répertoire esthétique de la marge » (Cattedra et Memoli, 2014). C'est en effet cette situation d'exception qui fait émerger, en 2005, l'idée de réaliser à Sant'Elia un grand projet public d'envergure internationale, lequel restera cependant à l'état de *design* couché sur papier. Il s'agissait de la réalisation d'un pôle muséal dont le nom n'était pas un acronyme (comme il est de plus en plus d'usage en ce domaine), mais un mot d'origine sémite (*Bait el*) qui signifie à la lettre « la demeure de Dieu », le

Tableau 1.2 Nommer la marge : désignation et catégorisation de Sant'Elia (Cagliari)

Désignation négative et stigmatisante	Catégorisation générique et neutre	Désignation positive
<i>Borgo dimenticato e snobbato</i> / Bourg oublié et snobé <i>Borgata</i> / Bourgade	<i>Borgo</i> / Bourg	<i>Borgo di pescatori</i> / Bourg de pêcheurs
<i>Piccolo agglomerato urbano staccato dalla città e con difficoltà di comunicazione</i> / Petite agglomération urbaine détachée de la ville comportant des difficultés de communication	<i>Agglomerato</i> / Agglomération	
<i>Rione disagiato</i> / Contrée du malaise <i>Rione più degradato della città</i> / Contrée la plus dégradée de la ville <i>Rione della disperazione</i> / Contrée du désespoir	<i>Rione</i> / Contrée	
<i>Quartiere grigio, degradato, depresso, caldo, popoloso, più disagiato, periferico</i> / Quartier gris, dégradé, déprimé, chaud, peuplé, populaire, du malaise, périphérique <i>Quartiere-ghetto</i> / Quartier-ghetto <i>Quartiere a rischio</i> / Quartier à risque <i>Quartiere delicato</i> / Quartier sensible <i>Quartiere dove non si vorrebbe essere nati</i> / Quartier où l'on ne voudrait jamais être né <i>Quartiere figlio di un Dio minore</i> / Quartier fils d'un Dieu mineur	<i>Quartiere</i> / Quartier	<i>Diventare un quartiere normale</i> / Devenir un quartier normal <i>Uno dei più affascinanti quartieri</i> / Un quartier parmi les plus fascinants <i>Quartiere modello</i> / Quartier modèle <i>Quartiere bello</i> / Beau quartier <i>Quartiere bellissimo</i> / Très beau quartier <i>Quartiere simbolo</i> / Quartier symbole <i>Quartiere palcoscenico</i> / Quartier scène
<i>Area urbana più emarginata</i> / Aire urbaine la plus marginale	<i>Area</i> / Aire <i>Posto</i> / Emplacement <i>Luogo</i> / Lieu	<i>Posizione strategica</i> / Emplacement stratégique <i>Area ideale</i> / Aire idéale <i>Area naturalistica</i> / Aire de nature
<i>Centro direzionale della droga</i> / Centre directionnel de la drogue <i>Epicentro della microcriminalità</i> / Épicentre de la microcriminalité	<i>Centro</i> / Centre <i>Epicentro</i> / Épicentre <i>Periferia</i> / Périphérie	<i>Quello che va bene per il centro si fa anche in periferia</i> / Ce qui va bien pour le centre vaut aussi en périphérie <i>Periferia non inutile</i> / Périphérie non inutile
<i>Zona pericolosa</i> / Zone dangereuse <i>Zona a rischio</i> / Zone à risque <i>Zona popolare</i> / Zone populaire	<i>Zona</i> / Zone	
<i>Sub-spazio buio e malsano</i> / Sous-espace sombre et malsain	<i>Spazio</i> / Espace	<i>Città fiore all'occhiello</i> / Fleuron urbain <i>Porta di Cagliari</i> / Porte de Cagliari (<i>sede del Museo</i>) <i>Betile</i> / (siège du Musée) Bétyle

²⁴ Voir sur ce thème les travaux de M. Agier : 1999, 2002, 2013, 2014 (notamment les parties III « Camps de déplacés : urgences, marges urbaines et vies précaires » et IV : « Campements, camps de travailleurs, centres de rétention : entre prison, bidonville et ghetto »); et 2015 (chapitre VIII « Imaginaire et politique des marges »).

²⁵ Cette liste de termes est la traduction en français de ceux que nous avons identifiés dans les numéros des journaux publiés en Sardaigne que nous avons analysés.

<i>Terra di Nessuno</i> / No man's land <i>Terra di conquista per molti politici</i> / Terre de conquête pour nombre de politiques <i>Il ventre del mostro</i> / Le ventre du monstre <i>Cattiva coscienza della città</i> / Mauvaise conscience de la ville	<i>Terra</i> / Terre <i>Territoiro</i> / Territoire	
<i>Palazzoni in stile comunista dell'Est</i> / Bloc d'habitat de style communiste de l'Est	<i>Paesaggio</i> / Paysage	<i>Paesaggio mozzafiato</i> / Paysage à couper le souffle <i>Panorami da cartolina</i> / Panoramas de carte postale <i>Polmone verde</i> / Poumon vert <i>Oasi</i> / Oasis <i>Giardino</i> / Jardin
<i>Ghetto</i> / <i>Favela</i> / <i>Casbah</i> / <i>Bronx</i> <i>Scamp'Elia</i> = fusion entre Scampia (quartier de Naples) et Sant'Elia	<i>Toponimi</i> / Toponymes Sant'Elia	

Source : R. Cattedra, à partir du dépouillement de la presse effectué par A. Erbi (2015), dans le cadre de la préparation de son mémoire de master.

bétyle (*Betile* en italien)²⁶. Son nom, Musée méditerranéen d'art nouragique et contemporain, en dit beaucoup sur les ambitions culturelles de l'opération qui se voulait une adaptation locale d'un concept ayant été à l'origine du succès du Musée Guggenheim à Bilbao et devait constituer l'un des vecteurs de la transformation de l'image urbaine, non seulement du quartier, mais de Cagliari tout entière. L'« archistar » Z. Hadid, lauréate du concours international pour la réalisation du *Betile*, a participé de fait à cette volonté de changement d'image. Le projet ne fut pas engagé, pour des raisons diverses et controversées. Si l'on retient les avis selon lesquels cet échec ne serait pas dû à des raisons financières, il semble bien qu'il ne soit pas étranger à la non-réélection en 2009, à la fonction de président de la Région autonome de la Sardaigne, de l'homme politique promoteur du projet, l'entrepreneur R. Soru, patron de Tiscali, un fournisseur d'accès à Internet, dont le siège est à Cagliari²⁷.

En vérité, les articles de la presse ne traitent pas tous de Sant'Elia comme s'il s'agissait d'une seule entité, d'un quartier homogène, qui devrait être appréhendé dans sa globalité. Il est assez fréquent que ces discours émanant de l'extérieur de la marge fassent état de subdivisions internes au quartier, telles que *Borgo Vecchio* et *Borgo Nuovo* (le vieux et le nouveau bourg), ces deux termes étant entendus comme des toponymes. Ces sous-espaces peuvent faire l'objet de jugements de valeur différenciés, plus ou moins stigmatisants, plus ou moins justifiés par leur qualité paysagère ou leur beauté architecturale²⁸.

Tableau 1.3 Vocabulaire de la presse et des acteurs de l'urbanisme à Sant'Elia (Cagliari)

Vocabulaire de la stigmatisation		Vocabulaire de la réhabilitation		
Social	Spatial	Normalisation de l'existant	Transformation	Exceptionnel
<i>Emarginazione</i> / Marginalisation <i>Disagio</i> , <i>Malessere</i> / Malaise <i>Sporcizia</i> / Saleté	<i>Abusivismo</i> / Habitat illégal	<i>Farlo diventare un quartiere normale</i> / Le faire devenir un quartier normal <i>Far capire che viviamo in un quartiere normale</i> / Faire comprendre que nous vivons dans un quartier normal <i>Un quartiere bellissimo che non va criminalizzato in toto</i> / Un très beau quartier qui ne doit pas être criminalisé en totalité <i>Mantenere il senso di appartenenza</i> / Maintenir le sens d'appartenance	<i>Ricostruzione</i> / Reconstruction	<i>Sant'elia diventerà un nuovo laboratorio</i> / Sant'elia deviendra un nouveau laboratoire <i>... trasformerebbe il borgo in un quartiere modello</i> / ... transformerait le bourg en un quartier modèle
<i>Pericolo</i> / Danger <i>Malavita</i> / Pègre <i>Violenza</i> / Violence	<i>Zona a rischio</i> / Zone à risque <i>La zona più pericolosa (della città)</i> / La zone la plus dangereuse (de la ville) <i>Un posto dove accadono solo fatti di cronaca nera</i> / Un lieu où il n'arrive que des faits divers <i>Aspettando la Sant'Elia del futuro... i palazzi del Favero diventano una discarica</i> / En attendant le Sant'Elia du futur... les immeubles du Favero deviennent une décharge	<i>Manutenzione ordinaria</i> / Entretien ordinaire <i>Ripristino</i> / Rétablissement <i>Non va distrutto</i> / À ne pas détruire <i>Restituire</i> – <i>migliorare (la qualità al quartiere e ai suoi abitanti)</i> / Restituer – améliorer (la qualité du quartier et de ses habitants)	<i>Cambiare le scarpe</i> / Changer les chaussures <i>Cambiare l'immagine</i> / Changer l'image <i>Cambiare il volto</i> / Changer le visage <i>Invertire</i> / Inverser <i>Ridisegnare il look</i> / Redessiner le look <i>Nuovo volto</i> / Nouveau visage	<i>Rinascita di Sant'Elia</i> / Renaissance de Sant'Elia <i>Riqualificare Sant'Elia significa riqualificare Cagliari</i> / Requalifier Sant'Elia signifie requalifier Cagliari

²⁶ Le bétyle est une pierre sacrée, pouvant être une météorite ou une stèle d'aspect varié, souvent de forme phallique ou anthropomorphe, correspondant à un objet de culte, retrouvé également en Sardaigne dans plusieurs « tombes des Géants » de la période nouragique (Âge du Bronze, VIII^e siècle av. J.-C.).

²⁷ Sur ce point, voir Cattedra et Memoli (2014), Cattedra et Tanca (2015).

²⁸ Sur cette question des dénominations propres aux sous-espaces, voir *infra*.

				<p>Il Betile di Sant'Elia potrebbe diventare una ripetizione dell'esperienza di Bilbao / Le Bétyle de Sant'Elia pourrait devenir une répétition de l'expérience de Bilbao</p> <p>Restyling / Restyling</p> <p>Sant'Elia come un elemento strategico non solo per lo sviluppo di Cagliari, ma di tutta l'Isola / Sant'Elia comme un élément stratégique non seulement pour le développement de Cagliari, mais de toute l'île</p>
	<p>(Betile) progetto inutile / (Bétyle) projet inutile</p> <p>Il Betile deturpa una delle parti più belle della città / Le Bétyle défigure l'une des parties les plus belles de la ville</p>			
Spaccio / Trafic (de drogue)	<p>Market, centro direzionale della droga / Marché, centre directionnel de la drogue</p> <p>Centrale dello spaccio / Centrale du trafic (de drogue)</p> <p>Corridoio dello spaccio / Couloir du trafic</p> <p>Luogo principale smercio al minuto della droga / Lieu principal de vente de drogue au détail</p>			
Micro-criminalità / Micro-criminalité	<p>Il ventre del mostro / Le ventre du monstre</p>	<p>Bisogna portare la legalità dentro il quartiere / Il faut ramener la légalité à l'intérieur du quartier</p>		<p>Affascinante / Enchanteur</p> <p>Destinato a diventare l'orgoglio della città / Destiné à devenir l'orgueil de la ville</p> <p>Città all'occhiello / Ville fleuron</p>

Abbandono / Abandon	<p>Isolamento / Isolement</p> <p>"... vado a Cagliari" / «... je vais à Cagliari»</p>	<p>Unire / Unir</p> <p>Raccordare / Raccorder</p> <p>Riconnettere / Reconnecter</p> <p>Integrazione con la città / Intégration avec la ville</p> <p>Ravvivare / Ranimer</p>	<p>Rilanciare / Relancer</p> <p>Riqualificare / Requalifier</p> <p>Riconversione / Reconversion</p> <p>Modernizzare / Moderniser</p> <p>Sviluppo / Développement</p> <p>Illuminare / Illuminer</p> <p>Rifare / Refaire</p> <p>Diversificare / Diversifier</p>	<p>Posto con tante risorse mal sfruttate / Lieu avec des ressources considérables mal exploitées</p> <p>Potenzialità inespresso / Potentialités non exprimées</p>
Abbandono scolastico / Abandon scolaire	<p>Fuga studenti / Fuite des étudiants</p>	<p>Scuola di confine / École de frontière</p>		
Disinteresse della società / Désintérêt de la part de la société	<p>Anarchia / Anarchie</p> <p>Repubblica autonoma / République autonome</p>	<p>Guarire i mali / Guérir les maux</p> <p>Risanare / Assainir</p> <p>Réintégrer / Réintégrer</p> <p>Risollevere / Rehausser</p> <p>Recupero / Restauration</p> <p>(Quartiere) povero ma bello / (Quartier) pauvre mais beau</p>	<p>Spezzare / Briser</p> <p>Rompere / Casser</p> <p>Uscire / Sortir</p>	<p>Rivoluzionare completamente il quartiere / Révolutionner complètement le quartier</p> <p>Rinnovamento totale / Renouvellement total</p>
Ghettizzare / Ghettoïser	<p>Deportazione / Déportation</p> <p>Errore socio-urbanistico e edilizio / Échec socio-urbanistique et de l'habitat</p>	<p>Centro tumori / Centre des tumeurs</p> <p>Cenerentola della città / Cendrillon de la ville</p> <p>Simbolo di una città in declino / Symbole d'une ville en déclin</p> <p>Zona cruciale della città / Zone cruciale de la ville</p> <p>Mattiva coscienza della città / Mauvaise conscience de la ville</p>	<p>Riscatto / Revanche</p>	<p>Trasformare il Ghetto / Transformer le Ghetto</p>
				<p>L'ex-rione-ghetto diventa zona franca urbana / L'ex-quartier-ghetto devient zone franche urbaine</p>

Source: R. Cattedra, à partir du dépouillement de la presse effectué par A. Erbi (2015), dans le cadre de la préparation de son mémoire de Master.

Stigmatisation de l'espace, stigmatisation des populations

Comme l'ont confirmé les recherches que nous avons consacrées à une douzaine de villes du pourtour de la Méditerranée, le lien de réciprocité entre la désignation spatiale et la désignation sociale (Depaule et Topalov, 1996; Depaule, 2006) est particulièrement efficace pour analyser les représentations à l'œuvre dans et en dehors des espaces-marges. En effet, les systèmes sémantiques dépréciatifs référant à la précarité, à la pauvreté, à la saleté, au déshonneur, à la délinquance, à l'illégalité, à la criminalité ou à la contestation violente – en deux mots : à l'association entre marginalité et a-normalité – s'appliquent aussi bien aux espaces qu'aux populations.

Ainsi, les appellations dévalorisantes de type social ou identitaire continueront d'accompagner les populations originaires d'espaces considérés comme marginaux, même lorsqu'elles s'inscrivent dans un parcours, volontaire ou forcé, de mobilité résidentielle. C'est le cas de l'appellation *bidonvillois* qui poursuivra les relogés après l'éradication de leurs baraques et leur installation sur un autre site, comme nos enquêtes l'ont montré à Casablanca et à Alger, par exemple. L'appellation est alors reprise par les anciens habitants du quartier de relogement avec une visée de distinction sociale. D'autre part, malgré les transformations urbaines valorisantes que peut connaître un espace-marge, la puissance de la dénomination territoriale portant une image dévalorisante et mal famée peut perdurer plus ou moins longtemps.

De très nombreux exemples peuvent éclairer ces propos, dont nous ne signalerons que quelques-uns des plus extrêmes [Tableau 1.4]. Dans certains cas, en effet, la désignation est neutre : à Casablanca, les habitants du quartier non réglementaire de Lahraouiyyine nomment ceux de la Zone d'urbanisation nouvelle (ZUN) voisine *Nass dial Al-Omrane* (les gens d'Al-Omrane), en référence à l'opérateur public d'aménagement (le holding Al-Omrane) qui a construit ce quartier. Dans d'autres cas, les dénominations peuvent être extrêmement infamantes : ainsi, *Nass el périmé* (les gens périmés) est utilisée à Alger dans un « créole » *darija*-français pour désigner les laissés pour compte de la politique de relogement. Entre ces deux extrêmes, la gamme est d'une grande variété, allant à Casablanca du générique *Nass barra* (les gens du dehors ou de l'extérieur) au plus explicite *douar lahouna* (douar « ils nous ont jetés »). À Fès, *oulead al-hafra* (les fils du trou) renvoie aux résidents de la médina, des gens considérés comme au bas de l'échelle sociale et non civilisés (Idrissi Janati, 2002).

La puissance stigmatisante des toponymes administratifs

L'institution de toponymes par l'Administration reste porteuse d'un sens stigmatisant, même lorsque ceux-ci s'appliquent au traitement de territoires considérés comme pauvres. Le fait est que les politiques publiques ayant pour but d'améliorer (rénovation, réhabilitation, restructuration, etc.) les espaces et les habitats considérés comme non réglementaires, hors norme, insalubres ou précaires ont fréquemment pour effet de générer un processus de « reproduction » de la stigmatisation territoriale en n'empêchant pas la formation sociospatiale d'une nouvelle marge urbaine.

Cette affirmation peut être étayée par l'exemple d'un grand nombre de villes italiennes. Pour comprendre les effets pervers des processus qui les affectent, il faut

Tableau 1.4 Stigmatisation de l'espace, stigmatisation des populations

Désignation	Langue	Lieu	Traduction et sémantique
<i>Nass dial Al Omrane</i>	Arabe dialectal	Maroc: Casablanca	Les gens d'Al-Omrane (nom du promoteur)
<i>Nass el périmé</i>	« Créole » arabe <i>darija</i> et français	Algérie: Alger	Les gens « périmés »: les laissés pour compte de la politique de relogement
<i>Nass barra</i> ناس برة	Arabe dialectal	Algérie: Alger et autres villes « citadines » de l'intérieur	Les gens de l'extérieur
<i>La'roubiya</i> (pluriel de <i>La'roubi</i>)	Arabe dialectal	Maroc: Fès	Les paysans
<i>Douar lahouna</i>	Arabe dialectal	Maroc: Casablanca	Douar « ils nous ont jetés »
<i>Ouled al hafra</i>	Arabe dialectal	Maroc: Fès	Les fils du trou (ceux qui habitent la médina)
<i>Anza Lkhanza</i>	Arabe dialectal	Maroc: Agadir	Anza, la pourrie
<i>Anza Laklochar</i>	Arabe dialectal	Maroc: Agadir	Anza, la clocharde
<i>Chebarek</i>	Arabe dialectal	Algérie: Alger (quartiers récents à Draria)	« Ploucs » (paysans, ruraux). Familles provenant des bidonvilles et considérées comme d'origine rurale

Source : R. Cattedra, à partir des informations recueillies par enquêtes (entre 2011 et 2016) et communiquées par M. Safar Zitoun, S. Ouadah, N. Semmoud, A. Iraki, M. Idrissi Janati.

remonter à la loi n° 167 de 1962 (*Disposizioni per l'acquisizione di aree fabbricabili per l'edilizia economica e popolare*²⁹). Cette loi prévoyait que les communes de plus de 50 000 habitants et celles des chefs-lieux de province devaient établir des plans de zonage (PZ) indiquant les espaces destinés à l'édification publique de logements économiques et populaires ainsi que des services et infrastructures devant les accompagner. S'inspirant du numéro de la loi, l'Administration nomma ces espaces « Zones 167 ». Le plus souvent, et contrairement à l'esprit de la loi, ces zones d'habitat furent réalisées à l'écart des agglomérations urbaines³⁰. Cet immense programme a ainsi généré des quartiers d'habitat, en situation périphérique pour la plupart d'entre eux,

²⁹ Disposizioni pour l'acquisition de zones d'édification pour l'habitat économique et populaire.

³⁰ Le Premier ministre de l'époque, Amintore Fanfani, initiateur de cette loi, avait en effet donné des instructions afin que ces projets ne soient pas réalisés à trop grande distance de la ville-centre. Il s'agissait de veiller à l'articulation entre ces deux composantes, à la prise en compte de la trame urbaine préexistante et à l'adaptation de l'habitat à la géographie des lieux.

qui sont devenus avec le temps tristement célèbres. Avatars des principes fonctionnalistes de l'architecture et de l'urbanisme dits modernes, ils sont caractérisés par l'absence d'équipements publics et de transport en commun et sont donc marqués, dès l'origine, par la marginalité sociale, spatiale et symbolique. Certains de ces quartiers sont encore aujourd'hui appelés couramment « 167 », bien qu'ils aient endossé un autre toponyme officiel.

Nombre de ces opérations fondatrices d'un nouvel urbanisme et habitat ont porté un toponyme ou un sigle signifiant d'une caractérisation négative et discriminatoire – de contre-urbanité (Cattedra et Memoli, 2014) – en raison de leur précarité sociale, des manifestations de délinquance et de criminalité qui s'y produisent et de la réputation d'insécurité qui leur est faite. On peut citer l'exemple du *Corviale* de Rome, dit le Grand Serpent, construit entre 1972 et 1975, avec ses deux longues barres de près d'un kilomètre qui marquent de manière indélébile le paysage urbain de la périphérie de la capitale; ou encore les cas du *Centro Edilizia Popolare* (CEP) du quartier San Paolo à Bari, du *Zona di Espansione Nord* (ZEN) à Palerme, de *Rozzano à Milan*, du *Biscione* à Gênes, des *Piagge* à Florence, de *Sant'Elia* à Cagliari, etc. Ces quartiers sont d'ailleurs devenus la scène de films sur la criminalité, comme le *Rione 167*³¹ de Naples comprenant les tours dénommées *Le Vele* qui ont joué un rôle de véritable protagoniste dans l'ouvrage *Gomorra* (2006) de R. Saviano (Maccaglia, 2012), puis dans le film réalisé par M. Garrone et enfin, à partir de 2014, dans la série télévisée *Gomorra*.

On peut faire la même démonstration pour les *Zones à urbaniser en priorité* (ZUP) françaises. Or, « l'initiale Z [de Zone], lettre rare de la langue française, qui en rappelle à tout locuteur le véritable sens » (Bourillon et Coudroy de Lille, 2010, p. 1357), a contribué à former d'autres acronymes opérant dans la territorialisation symbolique de la marge, notamment en France. C'est le cas des *Zones d'éducation prioritaire* (ZEP) devenues *Réseaux Ambition Réussite* (RAR), nées pour faire face aux difficultés scolaires et sociales des élèves vivant dans des quartiers populaires « à problèmes »; ou encore des *Zones urbaines sensibles* (ZUS) dont le marquage discriminant et ségrégatif apparaît dans la localisation des 750 zones de ce type dans l'*Atlas des ZUS*, réalisé en 1997³². Signalons aussi que ces sigles, utilisés comme de véritables mots, tels ZUP, HLM³³, etc., gardent souvent leur usage et leur signification au-delà de leur validité juridique. Comme le souligne O. Ratouis (2010, p. 1362), si les quartiers d'habitat individuel portent généralement un nom propre, les quartiers de logement social ont tendance à garder leur sigle.

De tels néologismes d'origine technocratique sont aussi fréquents en Algérie ou au Maroc qu'en Tunisie. En Algérie, dans les grandes villes, les *Zones d'habitat urbain nouvelles* (ZHUN), depuis leur réalisation dans les années 1970, ont connu des mutations sociologiques de leurs populations (départ des couches sociales aisées vers

l'habitat pavillonnaire et arrivée de catégories populaires) qui ont connoté négativement leur signification première. Ces changements ont été accentués par des politiques de relogement des bidonvillois dans le foncier disponible des ZHUN. Renvoyant au début à des opérations planifiées valorisantes, destinées à promouvoir la modernité postindépendance, elles sont devenues « un symbole de nuisance et de délabrement: leurs occupants viv[ant] des contraintes quotidiennes et des malaises permanents » (Naceur et Farhi, 2003).

Dans le cas du Maroc, les *Zones urbaines nouvelles* (ZUN) concernent, depuis les années 1990, de grandes et moyennes opérations de relogement: Sidi Abdellah à Salé (Yahyaoui, 2009), Hay Mouhammedy à Agadir, Lahraouiyyine à Casablanca, etc., qui peuvent être aussi de « nouveaux pôles urbains » ou des « villes nouvelles », comme Tamansourt à Marrakech ou Tamesna, à proximité de Sidi Yahia des Zaërs, dans la grande périphérie de Rabat. De la même façon à Grenade en Espagne, sous la désignation administrative et topographique de *District Nord* (15 000 habitants), nous retrouvons « un exemple pertinent du processus de construction d'une marge par des politiques de peuplement (relogement de Gitans, de sinistrés, d'immigrés et autres populations fragiles), auxquelles se superposent les effets des actions de requalification qui ont introduit de l'hétérogénéité sociale et ceux de la crise de 2008, responsable en particulier du chômage de masse » (Capote, s.d. [2015], 2016).

Le paradoxe de ces désignations, issues du vocabulaire technocratique de la puissance publique, censées porter une volonté politique de modernisation et de mise aux normes de la ville, est que, bien souvent, elles reflètent finalement le déplacement et/ou la reproduction des espaces-marges, alors que, à l'origine, elles devaient s'appliquer à des opérations « inclusives ». Néanmoins, après le temps des 167, des ZUP, des ZUN, des ZUS, des ZHUN, etc., la catégorisation spatiale administrative à effet stigmatisant, diffamatoire et ségrégatif, exprimée par le biais d'acronymes officiels, n'a pas connu de coup d'arrêt. Elle marque toujours aujourd'hui des lieux qui représentent des hétérotopies contemporaines et opératoires de mise en exil et de mise à la marge, où sont assignés migrants, réfugiés et demandeurs d'asile. Ces désignations peuvent être aussi évocatrices de restriction des libertés, lorsqu'elles concernent les lieux de rétention administrative des immigrés comme il en existe dans toute l'Europe, communautaire ou pas, l'Italie constituant cependant un cas emblématique. On peut signaler, à titre d'exemple, les *Centri di Accoglienza per Richiedenti Asilo* (CARA) (Centres d'accueil pour les demandeurs d'asile) ou les tristement célèbres *Centri di Identificazione e di Espulsione* (CIE) (Centres d'identification et d'expulsion). Dans un passé récent, il y avait également les *Centri di Prima Accoglienza* (CPA) (Centres de premier accueil), les *CPSA Centri di Primo Soccorso e Accoglienza* (CPSA) (Centres de premiers secours et d'accueil) et les *Centri di Permanenza Temporanea* (CPT) (Centres de permanence temporaire), où, rien qu'entre 2005 et 2006, environ 22 000 migrants sans papiers furent détenus (Cattedra et Memoli, 2013), pour en arriver aux plus récents CPR (*Centri di Permanenza per il Rimpatrio*) (Centres de permanence pour le rapatriement), institués en 2017, et présents dans une dizaine de villes italiennes. Les dernières nées de ces désignations de la marginalité contemporaine que sont les *hubs* ou les *hotspots* (établis en Italie et en Grèce en 2015 sur injonction de l'Union européenne), à savoir ces « points chauds » ou dangereux de rétention administrative pour l'identification des migrants,

³¹ Pour ajouter un autre élément symbolique, 167 était la ligne de bus public qui reliait, dans les années 1980 à 1990, ce quartier au centre-ville de Naples. Déplacée depuis lors, la ligne 167 emprunte désormais un trajet suburbain reliant le quartier de la *Scampia*, surnommé « le marché européen de la drogue » au Nord-Est de Naples, à l'hinterland extracommunal.

³² Atlas consultable sur le site du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), devenu Agence nationale de la cohésion des territoires depuis janvier 2020.

³³ En Algérie, ce sigle est approprié et naturalisé sous le terme de *chalâm*, devenu synonyme d'habitat marginal.

soulèvent de sérieuses questions. À ce propos, C. Rodier (2018) souligne que « l'approche *hotspots* » s'est rapidement traduite, dans les deux pays où elle a été déployée, l'Italie et la Grèce, par la création de centres de confinement – lorsqu'il ne s'est pas agi de centres de détention –, générateurs de violences, surpeuplés et sous-équipés, où le tri des arrivants s'effectue au mépris des règles européennes et internationales en matière d'accueil des demandeurs d'asile et de traitement de leurs demandes [...]. Ce dispositif [...] participe d'une stratégie ancienne des pays européens de tenir à distance les exilés qui cherchent à rejoindre l'Europe, fût-ce au prix du contournement des principes qui les engagent, au plan régional (avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Convention européenne des droits de l'homme) et au plan international, avec la Convention de Genève sur les réfugiés ».

La marge entre résistances, subversions, radicalisations : comment dire la territorialité politique ?

Comme nous en avons fait déjà le constat, les tensions entre les différents marquages peuvent aussi témoigner d'un sentiment d'indignation contre la stigmatisation ou de revendications exprimant des formes de résistance à celle-ci et à ses effets ; mais aussi à l'indifférence. Lorsque l'emportent les idées de contestation (de l'Institution) et d'opposition politique et sociale à l'autorité et à l'État, elles peuvent déboucher sur des formes de désobéissance et de rébellion, lesquelles peuvent aller jusqu'à des explosions de violence. En fin de compte, ces représentations et ces pratiques convergent pour faire le constat de la marginalisation d'un lieu donné, ou bien elles expriment des stratégies ou des « arts de faire » (De Certeau, 2003 ; Berry-Chikhaoui et Deboulet, 2000) capables de s'opposer et de contrecarrer une telle situation, mettant ainsi en lumière le statut fortement politique de la territorialité d'un lieu. Dès lors, nous pouvons interpréter les dénominations comme de remarquables révélateurs de conflits pour le contrôle symbolique de l'espace, que ces conflits soient explicites ou latents, conformément à la position de Turco (2010, p. 55) pour lequel « la symbolique des mots » demeure une instance décisive dans la « configuration spatiale du territoire ».

Toutefois – nous l'avons déjà dit –, il n'est jamais aisé d'identifier précisément le contexte de production de ces dénominations ni de différencier les modalités de provenance ou l'origine des locuteurs, de telle sorte que l'on puisse assurer avec certitude que tel nom a émergé dans un contexte externe ou interne à la marge elle-même, tant les glissements, les appropriations ou les retournements entre positions et appartenances des locuteurs et entre registres de communication sont imbriqués. Insistons encore pour rappeler que, parmi les vecteurs externes de désignation, de « territorialisation de l'image » (Lussault, 1993) de la marge et de sa diffusion, la presse joue un rôle privilégié, car elle participe à l'incorporation sociale et à la naturalisation du discours dominant sur celle-ci.

Comme le souligne A. Moussaoui (2004, p. 77), « en opposition au discours savant, à la langue administrative, les populations réagissent par leurs propres mots ». Ce constat renvoie à cette « lutte des classements » – dont P. Bourdieu (1979) a montré l'extrême importance – qui structure les conflits, alors que, par un mouvement sémantique de

renversement, le « stigmatisant devient légitimant » (*ibid.*). Les effets d'intériorisation des appellations négatives et diffamantes de la part des populations ou des communautés visées peuvent ainsi parfois relever de véritables stratégies. M. Safar Zitoun montre par exemple que, à Alger comme dans d'autres villes du pays, il est indispensable, si l'on veut avoir une chance de bénéficier (dans un délai raisonnable) d'un relogement, de mettre en œuvre des tactiques pour que l'on soit considéré comme étant dans un état de pauvreté maximale, ce qui permet de « monter » dans la liste des ayants droit à un nouveau logement. Et cet endossement peut jouer aussi comme un fait de résistance. Ainsi, par le biais d'un « détournement de la stigmatisation », celle-ci assume une dimension de victimisation, ce qui lui donne un caractère de légitimation des « privilèges » demandés pour bénéficier d'un relogement, tout en conservant son caractère d'expression de désaveu du système officiel (Safar Zitoun, 2014). La volonté de résistance prend aussi possiblement la forme d'une « propension à la subversion des nomenclatures » : *al bina' fawdaoui* (l'habitat anarchique) est typiquement une expression susceptible d'être appropriée et détournée pour affirmer avec force – et éventuellement menacer – « Attention ! Nous sommes des anarchistes » (Moussaoui, 2004).

Il est des cas où le recours, avec adaptation locale, à des désignations que nous avons qualifiées comme venues « d'ailleurs » concerne des noms d'un autre pays ou d'une autre nation. S'il s'agit ici d'une opération de transfert qui relève d'un jeu d'échelles (ville ou quartier/pays), la métaphore n'en sert pas moins à sanctionner, valider ou retourner la condition de (ou l'allusion à) la marginalité. C'est le cas de deux toponymes qui réfèrent à des pays asiatiques pour désigner la dangerosité et la dégradation de l'habitat : *Vietnam*, d'un côté, adopté pour une petite ville du Sud de l'Italie (Terlizzi, près de Bari, où l'appellation semblerait remonter aux années 1970) ; et *Corea* (Corée), d'un autre côté, qui est utilisé pour désigner le quartier populaire de San Michele à Cagliari. Dans le même ordre d'idées, des emprunts peuvent se faire à l'Amérique du Sud : par exemple, *Colombie* – qui existe aussi dans la version *Petite Colombie* – est une dénomination attribuée à et/ou adoptée par les habitants de certains grands ensembles de la couronne urbaine d'Alger. Il s'agit d'un choronyme évoquant dans l'imaginaire collectif l'idée de criminalité violente, de présence de groupes armés illégaux, de trafics de drogue, etc., et qui transfère à Alger le sentiment de la dangerosité d'un pays.

Certes, ces modes de désignation qui concourent à configurer la territorialité (Turco, 2010) sont fréquents dans nombre de grandes villes de pays du Sud, entre autres en Afrique subsaharienne et en Amérique latine. Néanmoins, pour saisir le sens profond de l'attribution de noms référant à l'ailleurs, il faut prendre en considération le contexte événementiel (international, national...) et le moment historique où une telle désignation est apparue et est devenue opératoire sur le territoire donné. Il convient toutefois de ne pas oublier que l'assignation de dénominations projetant des valeurs stigmatisantes – ou, à l'opposé, l'appropriation de noms dans une visée autovalorisante – peut également s'effectuer par référence à des noms de peuples ou de communautés étrangères : on peut citer à ce propos le nom *Talibans*, que les habitants de Fès utilisent depuis quelques années pour désigner ceux (ou une partie de ceux) qui vivent à Sahrij Gnaoua, du fait que ce quartier aux marges de la ville est représenté comme un lieu de radicalisation de type islamiste [Encadré 3.5].

Si l'on considère des appellations et des toponymes plus ou moins « subversifs » jaillis au cours de la décennie 1990 dans des villes algériennes, nombre d'entre eux renvoient – et pas seulement sur le plan métaphorique – aux tensions et affrontements armés pour le contrôle politique et militaire des territoires qui ont caractérisé la guerre civile. En cela, ils font émerger des aspects dramatiques du vécu, de la mémoire collective, de la propagation de la violence, de la radicalisation islamiste ainsi que du terrorisme. Des quartiers ou des mosquées rebaptisés *Kaboul*, tant en Algérie qu'au Maroc, suggèrent et incorporent l'image des dévastations et des violences de la guerre dans la capitale afghane au cours des années 1980-1990 et les modes sanglants privilégiés par les *moudjahidines* ou les *talibans* en Afghanistan. Cela vaut également pour les noms attribués à d'autres lieux, tel qu'un marché de la ville de Bechar, rebaptisé *Qandahar* (Moussaoui, 2004). Il convient cependant de noter que, pour le cas de l'Algérie, les affres de la « décennie noire » ont conduit la grande majorité de la population à se démarquer du terrorisme et à s'efforcer d'en effacer les traces, notamment dans les appellations de lieux, même si les Algériens restent en partie acquis à l'islam politique. Quant au Maroc, quand bien même il a été épargné par la guerre civile, la référence aux mouvements djihadistes dans les désignations des lieux y est également fréquente. Dans le quartier rebelle et violent de Lahraouiyine, dans la banlieue sud de Casablanca, a été inventé un toponyme au nom très évocateur : *Chichane* (Tchéchénie), une référence explicite à la résistance des indépendantistes tchéchènes et aux mouvements djihadistes³⁴. Demeure cependant la question de savoir si, effectivement, l'islamisme radical a pénétré le quartier et jusqu'à quel point il a imprégné la population. Il n'en reste pas moins que cette désignation s'est, en quelque sorte, officialisée et qu'elle est entrée dans l'usage commun et dans celui de la presse, comme l'extrait ci-dessous le confirme :

Dans le génie populaire local, la Tchéchénie est synonyme d'éloignement et d'oubli. Quelque part aux abords de Casablanca, tout un quartier, presque une ville de 80 000 âmes est désormais connue sous le nom de Chichane. Douar Lahraouiyine était une commune rurale, située au-delà du marché de gros à la limite d'Essalmia; l'existence même de ce douar était ignorée par la majorité des Casablancais. C'est en 1996 qu'il fera la Une des journaux après les affrontements entre les autorités et les habitants. (D. Benhima, « Chichane: le quartier oublié », Aujourd'hui le Maroc, 12 février 2012)

Chichane renvoie donc de manière explicite au monde globalisé. Sur le plan local, l'émergence de ce toponyme connoté négativement réfère aux conditions de vie des populations qui proviennent pour la plupart d'un des plus grands et anciens

³⁴ « Considérée comme rurale en 1992, cette commune a été "scindée" en deux en 2009 par la rocade de contournement de Casablanca [...], entre une partie nord directement liée au tissu urbain casablancais et une partie sud plus composite (rurale-urbaine). La commune a connu une forte urbanisation non réglementaire entre 1992 et 2004, date à laquelle a été délimitée une Zone d'urbanisation nouvelle destinée à accueillir les habitants déplacés des Carrières centrales, recasés sur des lots réservés à l'autoconstruction. Ainsi, 70 000 habitants environ se sont installés en moins de quatre ans, dans un climat de tension tel qu'ils ont été appelés les "Tchéchènes". L'habitat non réglementaire est actuellement en cours de régularisation » (note manuscrite d'A. Iraki). Voir aussi Belarbi (2011), sur les mobilisations des habitants de ce quartier. Par ailleurs, Lahraouiyine est l'objet d'un Encadré (4.7) qui figure dans le chapitre 4.

bidonvilles de Casablanca, les *Carrières centrales*. Les stigmates les avaient, pour ainsi dire, accompagnés dans leur nouveau lieu. Sur un plan plus politique, le nom *Chichane* évoque une forte capacité de contestation, éventuellement violente, et donc la « dangerosité » des habitants. Cela confirme le fait que « la gestion des périphéries » dans une grande ville comme Casablanca demeure, au Maroc, toujours « une affaire d'État » (Iraki, 2014 ; Iraki et Piermay, 2014). Or, si l'on tente d'interpréter, à la lumière de B. Debarbieux (2015), les référents imaginaires à l'œuvre dans ce récit territorial, l'on se trouve face à un remarquable « jeu d'échelle » de la marge. La performativité de la dénomination en question est en mesure – elle constitue presque un cas d'école – de rendre compte d'au moins trois échelles de territorialité : le contexte local (ici le bidonville d'origine, le nouveau quartier Lahraouiyine et la ville de Casablanca), le contexte global (la Tchéchénie, les mouvements islamistes mondialisés) et, entre les deux, l'État, pivot de la gouvernance territoriale.

Dans le même ordre d'idées, au lendemain des attentats suicides ayant eu lieu dans la métropole du Maroc en mai 2003, la presse nationale et internationale a en effet beaucoup écrit sur Sidi Moumen, cette préfecture-banlieue de Casablanca occupée par de nombreux bidonvilles. Citons, à titre d'exemple, un article intitulé « À Sidi Moumen, d'où viennent les kamikazes ? », rédigé par le reporter F. Iraqui à la suite d'investigations sur le terrain et publié dans *Le Journal hebdomadaire*. L'auteur y écrit par exemple :

Les auteurs des attentats suicides qui ont fait 43 morts ont grandi dans le bidonville de Casablanca, au milieu d'une pauvreté extrême, loin du Maroc fréquenté par les touristes.

Le Monde diplomatique de novembre 2004, avec un article de S. Belaala intitulé « Misère et djihad au Maroc », insiste sur l'abandon de ces territoires par l'État :

Au Maroc, où s'implantent des organisations djihadistes d'une violence extrême, c'est dans les espaces délaissés par l'État, dans la misère des bidonvilles que, chaque jour, se fabriquent les conditions d'une révolte désespérée.

À lire ces lignes, on dirait que, en 2004, l'analyse participe des mêmes stéréotypes que 50 ans auparavant. La « révolte désespérée des bidonvilles » relève en effet d'un registre que l'on peut situer, au moins, au moment de l'indépendance du Maroc quand, « mourir pour mourir », les habitants des Carrières centrales « préféreront mourir sous le plomb de la force publique que mourir de misère et de mépris » (Clément, 1982-1983, p. 27). Néanmoins, si, dès ces années 1950-1960, le bidonville avait pu, aux yeux des populations maghrébines, qu'elles vivent dans leurs pays respectifs ou soient immigrées en France, renverser à leurs yeux son stigmate pour devenir le lieu de la révolte et être considéré comme le « berceau du nationalisme »³⁵, qu'en reste-t-il à présent ? Aujourd'hui, les dénominations à l'œuvre dans le langage médiatique ne font qu'assimiler le bidonville à une « nouvelle banlieue chaude » (Iraqui, 2003), dont

³⁵ Pour l'Algérie, « [L]e 5 juillet 1962, à l'indépendance enfin obtenue, une explosion de joie secoue le bidonville [de Nanterre] » (*Libération*, 29 octobre 2004).

la sémantique marque à la fois la dangerosité autoproclamée des populations en même temps qu'elle expose leur soutien à la résistance islamique en Asie centrale, en Syrie ou en Irak, et qu'elle affiche, avec force, son plus grand mépris des États-Unis.

Pour notre part, l'association fréquente et systématique qui est faite dans les médias et les discours officiels, à travers notamment la sémantique utilisée, entre les quartiers marginalisés et le terrorisme requiert au minimum une distance critique. De nombreux cas montrent que les terroristes islamistes ne sont pas exclusivement issus des bidonvilles et autres marges urbaines. En Algérie, beaucoup d'attentats, dont celui de l'aéroport d'Alger en 1992, ont été commis par des cadres; de même, plusieurs émirs de groupes terroristes étaient issus de quartiers aisés qu'ils utilisaient comme base de repli.

L'analyse diachronique des dénominations qui symbolisent la résistance et la subversion aurait mérité de plus grands développements, en s'élargissant à des périodes antérieures et en s'affranchissant du prisme exclusif du terrorisme. L'on aurait pu, par exemple, rappeler les dénominations nées dans les quartiers populaires au cours de la période des luttes anticoloniales, dans les années 1970-1980, la sémantique des luttes syndicales et politiques ayant fortement marqué ces territoires. À El Harrach, dans la banlieue populaire à l'Est d'Alger, les ouvriers de la briqueterie d'Oued Smar débaptisent leur quartier pour l'appeler « Rouges comme la brique » (*h'moura kil brik*), par solidarité avec un syndicaliste emprisonné accusé d'être communiste. Toujours à El Harrach, dans la cité Dessolier qui abritait les ouvriers de l'usine de fabrication du papier (devenue la Société nationale des industries de cellulose/SONIC), ces derniers ont appelé le lieu de résidence des briseurs de grève « La rue des traîtres » (*zenkat el khadaine*). Ceci n'est pas sans rappeler des appellations similaires dans d'autres contextes, telle celle de la « banlieue rouge » au Nord-Est de Paris qui renvoie à une territorialisation des luttes sociales, syndicales et politiques. Le chapitre 4, intitulé « Marges: espaces contestés et contestations dans l'espace », sera l'occasion de mettre en évidence les formes de résistances et de mobilisations dans les quartiers populaires, en particulier celles qui sont « non visibles ». Même si la question des mots qui accompagnent symboliquement leur territorialisation y sera évoquée, un traitement plus systématique de celle-ci serait certainement nécessaire pour le futur. Ce pourrait être une forme d'ouverture à donner à notre travail.

2. Paroles et images d'habitants: la marge vue de l'intérieur

Dès lors que les paroles des puissants qui se considèrent, politiquement, institutionnellement, économiquement, socialement ou culturellement, comme les plus légitimes conditionnent les représentations dominantes des marges et de ceux qui y vivent, et que ces paroles ont la plus grande performativité, car elles bénéficient des véhicules de diffusion les plus efficaces – en particulier les médias – et sont ainsi en phase avec les idéologies dominantes, alors il n'est pas étonnant que les termes servant à désigner ces marges et leurs habitants relèvent de la stigmatisation, de la discrimination, du mépris, etc., tout en pouvant parfois être alliés à un humour douteux ou faire preuve d'un racisme insupportable. Se distancier de ces modes de dire, de désigner, de qualifier nécessite donc, tant de la part de ceux qui observent et analysent ces espaces que de ceux qui y vivent et y travaillent, un réel effort pour s'émanciper des idées toutes faites. La difficulté est accrue par le fait que les populations des marges utilisent des modes d'expression et des langages qui leur sont propres et qu'elles ne disposent pas de canaux de large diffusion pour faire connaître ce qu'elles vivent et ce qu'elles en pensent. Leur parole est relativement rare – même si, grâce aux réseaux sociaux, elle est plus abondante et plus accessible aujourd'hui que par le passé. Elle nécessite d'être décodée et remise en perspective, autrement dit, elle ne doit pas être toujours prise au premier degré, car très grandes sont les compétences d'énonciation de ces « citoyens » trop souvent considérés de seconde zone, qui n'en manient pas moins avec dextérité l'humour (souvent à leur encontre) et savent pratiquer la provocation.

Établissant le cadre général, la première section de ce chapitre a permis d'éclairer théoriquement autant les représentations et les discours formés depuis l'extérieur que ceux des habitants eux-mêmes. La seconde section, quant à elle, a pour objectif d'illustrer le propos général par les cas que nous avons étudiés, qui rendent compte de la manière dont les habitants, acteurs principaux de ces quartiers, élaborent leurs représentations et les valeurs et significations qu'ils leur accordent. Elle doit permettre de restituer la diversité des représentations, notamment les paroles de ceux ou celles qui sont plus particulièrement marginalisé(e)s, nous entendons par là les femmes et les enfants. Cet objectif impose de changer d'échelle et d'utiliser une plus grande focale. Il nécessite par ailleurs la mise en œuvre de méthodologies spécifiques: un travail de terrain entrepris depuis plusieurs années à *Sahrij Gnaoua* (Fès) et ayant requis une véritable immersion dans ce quartier pour parvenir à y « libérer la parole »; mais aussi l'expérimentation de deux démarches inédites, l'une ayant privilégié la production d'images et de récits libres par un groupe de femmes de *Sant'Elia* (Cagliari), l'autre ayant pris la forme d'ateliers géophotographiques avec des écoliers des quartiers de *Blida* (médiina) et d'*Ain Nokbi*, à Fès.

Ce sont les résultats de ces trois démarches qui sont exposés dans la présente section, résultats que l'on peut considérer comme préliminaires, le changement de focale limitant par définition la taille des échantillons. La généralisation à partir de ces premiers matériaux ne peut donc être effectuée sans précaution.

Sahrij Gnaoua à Fès : du quartier que l'on cache/qui se cache au territoire qui se revendique

Par M. Idrissi Janati

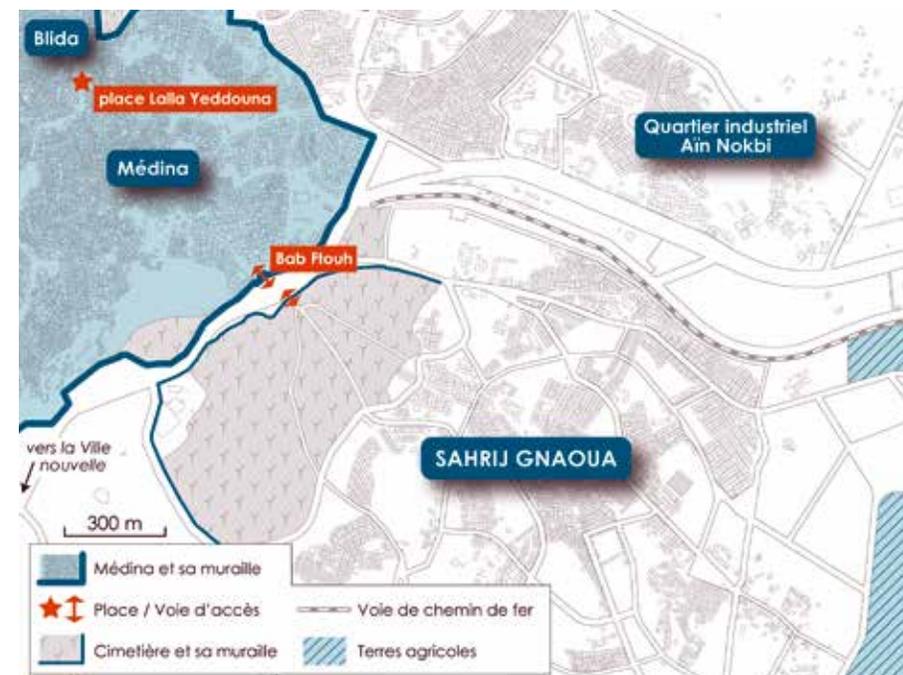
Nous proposons ici une analyse de la construction discursive d'un quartier de marge qui privilégie les paroles de ses habitants, systématiquement confrontées aux désignations émanant des « citadins de souche » (ceux qui se revendiquent Fassis d'origine, fixés dans la ville depuis plusieurs générations) et de ceux qui disposent du pouvoir politique et technique, par exemple dans le domaine de l'aménagement urbain. Pour ce faire, nous concentrerons notre attention sur les parlers de la marge dans les pratiques langagières de ceux qui la vivent du dedans, dans l'idée de mettre en lumière le rapport entre les regards sur la marge portés de « l'intérieur » et la construction symbolique de la marge elle-même (Godelier, 2015). Ceci nous conduit à nous intéresser aux différents registres mobilisés par ces discours ainsi qu'aux réappropriations subversives et aux changements de sens que subissent certains mots servant à la stigmatisation. Notre lecture se concentrera sur le quartier de *Sahrij Gnaoua*, qui constitue une frange urbaine située hors des remparts de Fès et l'un des fragments les plus aisément identifiables – et identifiés – comme marge de cette agglomération urbaine³⁶.

Sahrij Gnaoua, une marge avérée par les expressions qui la désignent

Topographiquement cloisonné aux portes de la ville, au-delà du grand cimetière remontant au XI^e siècle, à environ 2 km de la médina et à 8 km du centre de la ville moderne, Sahrij Gnaoua est l'un des quartiers les plus emblématiques de Fès, en raison de la spécificité de son site, de son histoire et de sa dimension symbolique. Localisé sur un site accidenté, difficilement urbanisable et classé zone *non ædificandi* dans le premier Plan d'aménagement de la ville réalisé en 1916, ce quartier a longtemps constitué un belvédère naturel, occupé par l'agriculture périurbaine et qui servait aussi d'espace de *nzaha* (détente), typique des pratiques citadines des Fassis.

À partir des années 1940, Sahrij Gnaoua a constitué un point d'ancrage pour des populations en provenance de la campagne qui ont donné naissance à un petit douar d'habitat précaire, de type semi-rural, en rapport notamment avec les activités agricoles qui se pratiquaient encore sur le secteur. Deux décennies plus tard, face à la surdensification de la médina, ce fut l'un des sites les plus recherchés pour l'installation de bidonvilles et de constructions non réglementaires (en dur) destinées à loger les populations des couches sociales défavorisées. En 2010, selon un document d'aménagement préparé par la *wilaya* de Fès pour le développement du quartier, près de 80 000 habitants y étaient rassemblés (sur 550 ha, soit près du double de la superficie de la médina) qui se caractérisent par des taux de vulnérabilité parmi les plus élevés de Fès.

Figure 1.3 Sahrij Gnaoua, une marge de Fès



Source : Plan d'aménagement de Fès, 2012. Cartographie : FI. Troin - CITERES 2020.

Le quartier doit son nom à un *ṣahrīj* (bassin) établi à la lisière du cimetière³⁷, autour duquel se regroupaient une fois par an les *Gnaoua*, à savoir les membres d'une confrérie religieuse considérés, en raison de leurs origines (descendants d'esclaves noirs originaires d'Afrique subsaharienne), comme marginaux et extérieurs à la culture fassie dominante. Au fil du temps, le lieu a pris le nom de Sahrij Gnaoua et fut, jusqu'au début du XX^e siècle, un lieu de pèlerinage pour les exclus de la cité, lesquels n'étaient au demeurant pas tous d'origine subsaharienne ni descendants d'esclaves. Aujourd'hui encore, à Fès, où un certain nombre d'individus grimés en *Gnaoua* mendient à ce titre, le mot *Gnawi* (singulier de *Gnaoua*) sert dans l'usage ordinaire à identifier socialement une personne en la situant à la marge de la société³⁸.

Le quartier est séparé de la médina de Fès par des quasi-frontières, matérielles [Figure 1.3] et symboliques, puisque l'entre-deux est occupé par un très vaste cimetière. La seule ligne de bus qui le relie au centre-ville emprunte le grand axe passant au pied de la pente; son arrêt est situé à l'entrée du cimetière, laquelle est marquée par une

³⁷ Destiné à fournir l'eau nécessaire à la construction des tombes et à l'accomplissement des rituels des enterrements.

³⁸ Il est pour le moins paradoxal de constater que, en même temps que le terme *Gnawi* conserve toute sa valeur dépréciative, le Maroc a fait de la musique *gnaoua*, désormais répertoriée comme l'une des « Musiques du monde » et inscrite au patrimoine immatériel de l'Unesco, le produit d'appel d'un Festival international qui se tient chaque année à Essaouira et qui attire depuis 1997, outre la fine fleur des élites marocaines, une très nombreuse clientèle étrangère.

³⁶ Nos analyses s'appuient sur des enquêtes de terrain entreprises depuis plusieurs années par M. Idrissi Janati, avec la collaboration de R. Cattedra.

porte monumentale ouverte par les autorités municipales dans le mur de béton qui enserme le cimetière [Figure 1.3]. L'ensemble, mur plus porte, a pour effet de dissimuler le quartier et d'en faciliter le contrôle.

La porte passée, il faut emprunter une voie piétonne, en forte montée et enserrée elle aussi entre des murets, pour accéder aux constructions et aux différents sous-ensembles qui composent Sahrij Gnaoua [Figure 1.4].

Aussi multiples et divers que soient les termes et expressions les plus utilisés pour désigner et qualifier le quartier et ses habitants, tous appartiennent au même registre (ou à des registres voisins) : le dénigrement, voire l'insulte et le racisme ; la peur ; l'étrangeté irréductible et le mépris, etc. Notre longue pratique de la ville et du quartier nous a permis d'en fournir un florilège assez représentatif [Tableau 1.5].

Le lexique que mobilisent les locuteurs extérieurs au quartier peut s'appliquer principalement à l'espace occupé ou bien viser les caractéristiques sociales et culturelles (religieuses entre autres) de ceux qui y vivent. Le plus souvent, ces deux dimensions sont combinées. Mais, aux côtés de ce dire de l'extérieur, il y a le dire de l'intérieur qui mobilise, pour sa part, des registres descriptifs pluriels pour exprimer le sentiment du « vécu » et essayer de traduire en mots le « ressenti » de chacun.

Dans cet ensemble composite, nous avons identifié deux registres qui, même s'ils sont susceptibles de se croiser ou de se recouvrir, n'en demeurent pas moins assez sensiblement distincts. Le premier établit le constat, pas si paradoxal qu'il y paraît au premier abord, de l'acceptation, par les habitants, de leur situation « en marge »,

Figure 1.4 L'une des voies d'accès à Sahrij Gnaoua (Fès) à travers le cimetière



Cliché : M. Idrissi Janati, novembre 2015.

Tableau 1.5 Désignations stigmatisantes du quartier de Sahrij Gnaoua (Fès)

Expression	Connotation
Sahrij gnāwa Sahrij Gnaoua	Expression générique utilisée (de l'extérieur) pour désigner une « zone dangereuse ».
Duwār l-qṛūd Le village des singes	Zone surdensifiée, en marge de l'urbanité et de la civilité.
Man s-sūr l-hih Hors le mur	Étranger à la ville et à l'urbanité.
Warā š-šams De l'autre côté du soleil	Zone obscure, zone de l'ignorance, des ignorants.
Ḥallūf Porc	Sa consommation est sévèrement prohibée en islam. Personne sale, dépourvue de goût, de culture, de conscience civique et indifférente à la modernité.
Kānībāl Cannibales	Personnes sauvages, primitives, sans culture.
Aṣ-ṣufar Jaunâtres	Personnes dénutries, cadavres.
Awbāš Déchets de la société, « Apaches »	Pluriel de wabaš (arabe classique). Littéralement « bas du peuple » ou « poubelle, ordure, résidu ».
L-'arūbiya Campagnards	Bouseux, personnes sales, dépourvues de goût, de culture et indifférentes à la modernité.
Awlād hbāš = awlād ḥbiš Enfants du chaos	Personnes sales et dépourvues de goût.
Maqbarat l-ahyā Cimetière des vivants	Zone de la « mort symbolique ».
Ḥaffārīn la-mqābar Fossoyeurs	Personnes sales.
Duwār Douar, village	Zone en marge de l'urbanité et de la civilité, le terme « douar » caractérisant en principe un mode d'habitat rural.
L-kḥwanjīya Frères musulmans	Personnes archaïques et indifférentes à la modernité, se référant exclusivement à la tradition.
Sidi mūman dyaḷ fās Sidi Moumen de Fès	Quartier dangereux, par référence à Sidi Moumen, un bidonville particulièrement pauvre de la périphérie orientale de Casablanca d'où partirent les auteurs des attentats de 2003.
Dā'eš Daech	Quartier dangereux, par référence à l'État islamique. Personne « archaïque » et dangereuse, capable de tout.

Source : M. Idrissi Janati, à partir d'enquêtes de terrain.

de leur appartenance à un espace « de marge », en même temps qu'ils la contestent et refusent l'opprobre qui y est attachée. Le second se situe en contrepoint, puisqu'il expose les différentes façons dont les habitants du quartier retournent les mots de la stigmatisation et les mobilisent dans un but d'autovalorisation.

Vivre dans un quartier (de) en marge : entre acceptation (forcée) et contestation

Le premier registre d'énonciation des habitants renvoie à une « situation de mise à l'écart » (Sierra et Tadié, 2008) qui s'impose à eux, mais qu'ils subissent avec difficultés et qui génère une grande frustration. Deux extraits d'entretiens en rendent compte.

Mohamed (29 ans), diplômé-chômeur, est né de parents originaires de la campagne. Pour parler de son quartier, le jeune homme joue de deux registres, l'un évoque le *réel emblématique* et l'autre un *imaginaire métaphorique*, générant une tension allégorique entre la vie et la mort qui fait penser, d'une certaine manière, à celle de la « ville des morts et des vivants » décrite par I. Calvino dans *Le città invisibili* (1972). Mohammed s'est exprimé comme suit :

Ici [à Sahrij Gnaoua] les gens disent : « Nous allons en ville ». Cela veut dire qu'ils ne sont pas en ville. Ce qui est vrai. Sahrij Gnaoua est une zone en suspens qui n'est ni la ville ni la campagne. Il n'y a ni les aspects de l'urbanité et de la beauté de la ville ni les aspects de la ruralité et de la beauté de la campagne. Nous sommes m'allaquīn [suspendus]. Ici, avoir un espace vert est le rêve de tout le monde. [...] Dans la médina, lorsqu'on parle de Sahrij Gnaoua, on dit : man s-sūr l-hīh [hors le mur] ou warā š-šams [de l'autre côté du soleil]. Et, pour eux, cela veut dire en dehors de la ville ou en dehors de la civilisation; car pour les gens de Fès, al-ḥaḍāra [la civilisation; entendre ici l'urbanité], [...] c'est tout ce qui est à l'intérieur de la médina et de ses murailles. [...] Ici les gens disent : « Nous allons en ville ». Cela veut dire aussi : « Nous allons là où il y a de la vie; là où il y a une vie décente ». Car, ici, nous n'avons pas de vie. Nous sommes des morts vivants. [...] En entrant [à Sahrij Gnaoua] par la porte d'en bas, juste avant le mur, tu as [...] le vrai cimetière. Et ici aussi, c'est un cimetière; le cimetière des vivants. C'est pour cela qu'on nous appelle aš-šufar [les jaunâtres]. Ici, les gens se nourrissent mal. Ils sont toujours pâles. Leur visage a une teinte jaunâtre; le teint d'une personne malade, ou morte. [...] Ici, nous tenons compagnie aux morts. Et les morts nous tiennent compagnie. [...]. Car nous sommes des oubliés [...], emmurés dans le cimetière, bien que recensés comme habitants de Fès, ce dont témoigne notre carte d'identité nationale avec une adresse à Fès [...]. (Entretien, 8 septembre 2015, traduit de l'arabe dialectal)

Ce sentiment de relégation, qui s'inscrit en partie aussi dans un registre de contestation, si ce n'est de rébellion, est exprimé de manière encore plus exacerbée par les jeunes filles et/ou leurs mères, du fait des contraintes rigoureuses que la société fait peser sur les femmes. C'est ce qui ressort des propos de Faïza, une lycéenne de 16 ans née à Sahrij Gnaoua d'un père venu d'une petite ville du Haut Atlas marocain

(Demnate) et d'une mère originaire de l'arrière-pays de Fès. Mis à part ses déplacements vers son lycée de la médina, Faïza ne sort pas de Sahrij Gnaoua. Son vécu semble osciller entre l'immobilité et le voyage virtuel :

Mon premier jour au lycée, lorsque j'ai dit à mes camarades de classe que j'habitais à Sahrij Gnaoua, elles ont été étonnées [et] [...] m'ont dit [...] : « Haaaa! Tu habites warā š-šams [de l'autre côté du soleil]; tu habites avec les morts ». Cela m'a beaucoup humiliée. En fait, je suis la seule de ma classe qui n'habite pas dans la médina. [...] Mon père nous disait toujours qu'à Fès, tout ce qui est barra [« en dehors » des murailles de la médina] [...] n'est pas le vrai Fès. Le vrai Fès, nous disait-il, c'est ce qui est à l'intérieur des murailles : la médina. [...] Lorsque j'étais petite, [ma mère] ne voulait pas, pour me protéger, ouvrir les fenêtres de la maison, car elles donnent directement sur le cimetière. [...] Moi aussi, j'avais peur de sortir toute seule. [...] Je n'aime pas Sahrij Gnaoua. En face, c'est le cimetière des morts. Ici, c'est le cimetière des vivants. [...] Pourtant, cela ne pose pas de problème à mon frère et Sahrij Gnaoua lui plaît bien. [...] Mais, aujourd'hui, même si Sahrij Gnaoua ne me plaît pas, je n'ai plus cette honte que j'avais auparavant. [...] Dernièrement, un garçon de mon lycée m'a posé la question : « Tu habites où ? » Je lui ai répondu : « Facebook » [rires]. Je fais partie de ce petit village. [...] Je n'ai pas beaucoup d'ami(e)s à Sahrij Gnaoua ou à Fès. [...] Mes amis garçons sont en France, aux États-Unis et en Espagne [...]. Un jour, j'ai tardé au cyber[-café] et, lorsque je suis rentrée à la maison, ma mère m'a dit : « Où étais-tu en voyage ? » Elle voulait me reprocher mon retard. Mais, en fait, parfois, en sortant du cyber, j'ai l'impression d'avoir fait un voyage. [...] D'ailleurs, nous ne voyageons pas beaucoup. Nous sommes vraiment collés à Sahrij Gnaoua [rires] [...]. (Entretien, 15 décembre 2013, traduit de l'arabe dialectal)

Bien qu'ils s'orientent dans des directions différentes en fonction du genre, ces deux récits émouvants se font en quelque sorte écho. Ils témoignent d'un même sentiment de relégation³⁹, celui d'être des « citadins sans ville » (Agier, 2015, p. 210). Tous deux énoncent, en outre, les facteurs qui agissent le plus fortement tant sur les représentations et sentiments des habitants du quartier que sur ceux des autres habitants de la ville, à savoir la distinction et la distance sociales, conjuguées à cet éloignement qui les sépare de la ville et à la présence du cimetière, qui transfère sur ceux qui vivent à proximité tout ce que charrie la mort comme valeurs négatives.

Quand les habitants de Sahrij Gnaoua doivent effectuer un déplacement en direction d'un autre quartier de Fès – mais il s'agit généralement du centre historique –, ils utilisent l'expression *namšyū la-mdīna* (Nous allons en ville) qui revêt une double signification⁴⁰ : celle du constat inéluctable que leur résidence se trouve dans une périphérie (au sens géographique du terme) et qu'elle est donc en marge du reste de la cité, et celle de l'injustice spatiale que cela représente pour eux et qui, de ce fait, contribue à

³⁹ Le même qui a pu être constaté à Tunis auprès des jeunes des quartiers de Douar Hicher et Ettadhamen, qui emploient quant à eux les termes *d'al-iksa* (exclusion) et de *tahmich* (marginalité) (Ben Amor, 2015, p. 22-23).

⁴⁰ L'expression utilisée à Sahrij Gnaoua fait écho à celle utilisée à Cagliari, par les populations du quartier de Sant'Elia qui, quand elles se rendent en ville, annoncent « *Vado a Cagliari* » (« Je vais à Cagliari »).

nourrir leur contestation. Celle-ci s'adresse principalement aux responsables publics, tant ceux de l'État et de ses représentants locaux qu'aux autorités municipales. Ils leur reprochent le total oubli dans lequel ils laissent le quartier en matière d'infrastructures, d'équipements publics, de salubrité, de sécurité. Récriminations évidemment classiques, que l'on retrouve dans la plupart des quartiers de ce type au Maroc, en Algérie ou en Tunisie, pour nous en tenir au Maghreb (Chabbi, 1986). En somme, la marginalité du quartier serait une production de l'État et de ceux qui ont la responsabilité du développement et de l'aménagement de la ville.

Toujours est-il que, à Fès, les expressions *extra-muros* et *intra-muros* sont d'un emploi courant, autant dans le langage populaire que dans les discours savants et technocratiques. Ainsi, dans plusieurs documents d'urbanisme, Sahrij Gnaoua est-il qualifié de « zone *extra-muros* » ou de « zone semi-urbaine difficile » (préfecture Fès-Médina, 2002, p. 3; Agence urbaine et de sauvegarde de Fès, 2004, p. 4). Le vocable *extra-muros* revêt cependant des significations diverses selon les origines et les caractéristiques de ceux qui en usent. Pour les Fassis de souche qui se qualifient de *ahl fās* (les gens de Fès) parce qu'ils habitent dans la médina depuis des générations, l'expression a pris une valeur péjorative et désigne des « zones » et des populations considérées comme étant « en dehors » de l'urbanité et de la civilité; elle correspond également à une représentation de l'Autre, essentiellement de dénigrement, telle celle qui oppose le *'arūbī* (campagnard, rustre) au *mdīnī* (citadin). Elle recoupe aussi chez les Fassis une position de classe chez les plus riches et une forte volonté de distinction chez les couches moyennes. Par contre, pour les habitants de Sahrij Gnaoua, qui se trouvent du « mauvais » côté du mur⁴¹, l'expression *extra-muros* évoque un double sentiment: d'une part, celui d'une « relégation sociospatiale », d'une « fermeture excluante » (*Schliessung*), qui se traduit par des stigmates territoriaux et l'accès réduit aux opportunités économiques et sociales (Wacquant, 2006, p. 6); et d'autre part, celui d'une autovalorisation, à laquelle nous consacrerons plus d'attention dans un développement ultérieur.

Sahrij Gnaoua rappelle d'une certaine manière la nécropole du Caire connue comme « la cité des morts » (El Kadi et Bonnamy, 2001), où les vivants côtoient au quotidien les défunts. Ainsi la présence du cimetière ajoute-t-elle un élément supplémentaire de stigmatisation spatiale et sociale à ceux qui existent indépendamment de lui. Pourtant, dans la société musulmane traditionnelle, le cimetière est souvent décrit comme un espace proche, toujours ouvert et laissé à sa simplicité originelle (Philifert, 2004). C'est un lieu de pratiques sociales intenses, certes codifiées (selon les jours de la semaine ou les périodes de l'année, le sexe ou l'âge des visiteurs), mais qui ne renvoient pas toutes au domaine du religieux (promenades, rencontres amicales et discussions avec les connaissances, jeux pour les enfants, repas familiaux ou en groupe)⁴². Lieu d'un fort ancrage sacré et symbolique, les cimetières n'étaient pas en général considérés

comme des lieux-repoussoirs, tout espace des morts qu'ils fussent, et n'étaient pas mis à l'écart des pratiques sociales. Un premier changement s'opère avec leur fermeture, du moins au Maroc. Comme P. Philifert l'a montré à propos de Salé, « ouverts sur la nature et l'environnement jusqu'aux années 1970, on a vu s'ériger au cours des années 1980 des clôtures, murs et portes sur le pourtour des cimetières de médina, mesure qui s'est systématisée à l'ensemble des cimetières au début des années 1990 » (*ibid.*). Le cimetière de Sahrij Gnaoua s'inscrit dans ce processus⁴³.

Deux éléments se combinent alors pour accroître la marginalité du quartier. D'une part, le cimetière constitue de fait une barrière fortement ressentie parce que l'espace qu'il occupe, à proximité immédiate de la médina, oblige ainsi les premières habitations à s'installer au-delà de ses limites. Le mur accentue la distance métrique et accroît le sentiment d'isolement et de mise à l'écart qu'éprouvent les résidents. D'autre part, de nombreux vocables utilisés pour désigner, de l'extérieur, ces derniers trouvent leur source dans la présence des morts et les métiers traditionnels liés aux rites funéraires, métiers de survie pour ceux qui les pratiquent, mais généralement considérés comme impurs. C'est ainsi que, souvent, les habitants sont interpellés comme *ħaffārīn la-mqābar* (les fossoyeurs) ou comme *ħholba* (les psalmodieurs). Dans le contexte d'une société musulmane, ces qualificatifs quasiment injurieux sont l'expression d'une « parole violente » (Bellachhab et Galatanu, 2012) qui provoque, chez celui qui la reçoit, un sentiment de « mal-être » et l'impression de « perdre la face », si l'on suit l'analyse qu'E. Goffman fait des « rites d'interaction » (1974).

Sillonné quotidiennement, ce cimetière est devenu au fil des années un ensemble de chemins piétonniers pleinement intégrés dans les parcours des habitants, et ce, indépendamment des pratiques liées aux rites funéraires. La référence au « cimetière » et à la « mort » qu'il symbolise est récurrente dans leurs expressions langagières qui sont des métaphores d'un état de survie dans une situation d'« oubli ». Dans ces représentations, le *cimetière* ne constitue plus le prolongement naturel de la ville, mais, inversion significative par rapport au passé, c'est plutôt le quartier qui tend à en former le prolongement, comme si la proximité des tombes et des maisons propageait la mort elle-même dans le quotidien des habitants. Du coup, au travers des expressions qui le visent, l'image construite de Sahrij Gnaoua est celle d'un « cimetière des vivants », un « lieu hétérotopique » (Foucault, 1994, p. 752-762) où cohabitent deux lieux et deux temps incompatibles, la vie et la mort.

Retourner les mots de la stigmatisation pour l'autovalorisation

Selon un mécanisme assez classique, nombreux sont les termes stigmatisants qui sont réutilisés par leurs « cibles » pour en inverser le sens. C'est entre autres le cas à Sahrij Gnaoua où le lexique des mots exprimant le mépris ou le dénigrement [Tableau 1.5] propose plusieurs renversements de sens qui participent d'une démarche

⁴¹ À vrai dire, ce n'est pas nécessairement le « mauvais côté » du mur pour tout le monde. En effet, cette situation peut constituer un atout, une ressource, par exemple pour les trafiquants de drogue. Elle leur permet de faire leurs affaires à l'abri des regards et des contrôles de la police. Le quartier est étroitement connecté aux réseaux du commerce de *kif* (cannabis) et de *ħachich*. L'ampleur du trafic et des revenus générés valent à Sahrij Gnaoua le qualificatif ironique, mais valorisant, d'*Imarates* (Émirats [arabes]).

⁴² Des moments de fréquentation plus intense correspondent aux fêtes de l'*Aħoura* (fête des pauvres, des enfants et des morts) et des *Aids*.

⁴³ Fermeture décidée, officiellement pour des raisons de salubrité et d'ordre public (les cimetières étant considérés comme des lieux où, la nuit, pouvaient se mener des activités illicites: trafic de stupéfiants, prostitution, etc.); en réalité c'était pour mieux assurer le contrôle de la population des quartiers voisins, puisque celle-ci est accusée d'être responsable de ces comportements illégaux.

d'autovalorisation chez leurs locuteurs. Détourner les dénominations qui stigmatisent, c'est-à-dire inverser la hiérarchie dominante des valeurs, est une démarche qui, outre les compétences et capacités de dérision des auteurs dont elle témoigne, se construit sur plusieurs plans.

Il s'agit d'abord de revendiquer ses origines rurales (ou soi-disant rurales) pour affirmer son identité et afficher son appartenance à un groupe dont on valorise les spécificités réelles ou supposées. Plusieurs sous-quartiers sont par exemple dénommés *duwār* (village) ou *blād* (contrée, village d'origine), deux termes qui renvoient à des groupements de population à la campagne (pour le premier) et à des territoires ruraux (pour le second). De fait, à Sahrij Gnaoua comme dans nombre d'autres périphéries de Fès, les habitants se revendiquent comme *'arūbiya* (paysans), principalement parce que cela leur permet d'afficher leur origine régionale et de signifier qu'ils ne sont pas des individus isolés, mais qu'ils appartiennent à une communauté. Pourtant, aucun n'est dupe du fait qu'ils ne vivent plus selon le mode de vie de leur milieu d'origine. Il s'agit, en quelque sorte, d'une réaction à la rhétorique identitaire dominante à Fès, portée par les citadins de souche et les élites économiques, politiques et administratives, soit ceux qui sont responsables des tensions fortes qui traversent le système social en place (Idrissi Janati, 2002).

Ensuite se développe au sein du quartier un discours pour s'y identifier, montrer la fierté d'y vivre et de lui appartenir, notamment en cas de confrontation avec des habitants de quartiers voisins. Les associations de proximité, regroupées dans un collectif baptisé *Union des associations extra-muros*, participent de cette démarche, une façon, pour leurs leaders, de mettre en évidence l'identité propre de la population et de la valoriser. Preuve en est la mobilisation menée par ce collectif contre la tentative des autorités municipales de substituer au nom de Sahrij Gnaoua celui de *Hay Jdid* (quartier neuf) pour « doter ce quartier d'une identité citadine ». Affirmer son identité en revendiquant son appartenance à des espaces *extra-muros* et en se mobilisant pour conserver le nom de son quartier relève de la même démarche que celle qui consiste à se proclamer, haut et fort, habitant d'un *hay ša'bi* (quartier populaire) ; une expression désormais employée presque unanimement par ceux que nous avons interviewés. Son usage témoigne de la fierté de vivre dans un lieu où les sociabilités et les solidarités sont importantes, où la vie est moins chère, où les comportements sont empreints de spontanéité et de convivialité et où l'ambiance est animée, y compris une partie de la nuit.

Enfin, la valorisation de soi à travers le quartier s'effectue dans le champ de la contestation politique, de la rébellion, voire de la dissidence. Sahrij Gnaoua a ainsi constitué à Fès l'un des centres, si ce n'est le centre, de la contestation politique qui s'est développée en rapport avec les émeutes des années 1990-1994, puis avec le Mouvement du 20 février (2011) (*Harakat 20 février*) et le Mouvement de la rébellion (*Harakat tamaroud*)⁴⁴. C'est par exemple dans le quartier qu'ont été établies les sections locales de Fès de ces deux mouvements et que les jeunes ont été les plus nombreux à

y participer et les plus actifs. Les jeunes de Sahrij Gnaoua revendiquent avec fierté de pouvoir dire que, durant tout le temps du mouvement protestataire de masse, *awlād šahrīj gnāwa* (les enfants de Sahrij Gnaoua) n'ont « rien lâché », notamment grâce aux cybercafés, car il n'y a, selon eux, « aucun lieu de rassemblement pour les jeunes »⁴⁵.

Mais les significations de ces engagements sont plus ambiguës, pour ne pas dire plus inquiétantes, lorsque les référents revendiqués sont l'islamisme radical et le djihadisme, et plus précisément aujourd'hui *Daech*. Pour les interlocuteurs (peu nombreux, cependant) avec lesquels nous avons pu nous entretenir du sujet, ces références fonctionnent comme des idiomes de résistance, de contestation politique, voire de rébellion. Excédés par leur misère et leurs brimades quotidiennes de la part des forces de l'ordre⁴⁶, ils ne cachent pas leur frustration et leur colère, en même temps qu'ils laissent entendre qu'il y a un peu de *Daech* qui sommeille en eux⁴⁷, même s'ils s'expriment en jouant souvent sur les mots. Cette dimension mériterait sans doute d'être explorée dans des recherches ultérieures, afin de saisir les raisons profondes de cette sorte de fascination pour *Daech* de la part de jeunes des quartiers populaires : est-ce une croyance à la promotion sociale et politique promise par les recruteurs ? Est-ce la recherche d'un idéal de société et de justice ? Est-ce simplement l'expression d'une rébellion qui cherche son cadre ? Est-ce idéologique ?

Le retournement du répertoire de la stigmatisation participe essentiellement d'une forme de défense, éventuellement de riposte, qui permet aux habitants de Sahrij Gnaoua – et à ceux des quartiers populaires du même type – d'exprimer leur capacité de résistance et de distanciation par rapport à la stigmatisation, notamment à travers leur humour, contrairement à ceux qui l'intériorisent et s'inscrivent dans l'acceptation. À notre sens, cette distanciation de la stigmatisation chez les habitants laisse penser que ces derniers ont plus ou moins compris son rôle dans les rapports de classes et de pouvoir. Ce stade dans le processus de conscientisation constitue probablement l'une des bases de la naissance de mouvements ou d'actions contestataires dans le quartier.

Dans un contexte marocain qui a profondément changé, politiquement parlant, depuis le début des années 2000, les quartiers comme Sahrij Gnaoua, dont la population a fortement augmenté, comptent désormais un nombre élevé de jeunes gens et de jeunes filles diplômé(e)s du secondaire, de plus en plus du supérieur. Beaucoup d'entre eux s'investissent dans les actions visant à améliorer les conditions de vie du quartier, à maintenir le lien social et, de façon plus ambitieuse, à peser sur les affaires de la Cité (*i.e.* de la ville de Fès tout entière et de son instance municipale).

Le tissu associatif s'est ainsi considérablement renforcé, le mouvement s'étant accéléré après 2005, avec le lancement de l'Initiative nationale pour le développement

⁴⁵ Entretien du 29 décembre 2013 avec Mohamed, 26 ans, étudiant en master.

⁴⁶ Brimades fréquentes, en particulier à l'encontre des marchands ambulants. Un grand classique, puisque l'on sait désormais qu'elles furent le déclencheur des émeutes de Sidi Bouzid en Tunisie (décembre 2010) et plus récemment de celles d'Al-Hoceima au Maroc du Nord (Rif) (mai-juin 2017).

⁴⁷ Un marchand ambulant d'oignons, interviewé en décembre 2016, nous a raconté ce qui suit : « Hier, les forces de l'ordre m'ont pris ma balance. Et lorsque j'ai tenté de les en empêcher, leur supérieur m'a giflé [...]. C'est *dā'ās* [*Daech*] qu'il nous faut au Maroc. On y arrivera, *incha'llah*. [...] Mon voisin me dit que je suis *dā'āsī* [pro-*Daech*]. Mais si tu cherches, tu vas trouver que *šahrīj gnāwa koulou dā'āsī* [Sahrij Gnaoua est pro-*Daech* dans son ensemble]. Et c'est bien ! Avec *dā'ās*, il n'y aura plus cette *hugra* [humiliation, mépris] dans laquelle nous vivons [...]. *'āš dā'ās ! m'a dā'ās, t'iš watrabī r-rīš* [Vive *Daech* ! Avec *Daech*, tu vis bien et tu deviens riche !]. »

⁴⁴ *Harakat* (Mouvement du) 20 février et *Harakat tamaroud* sont deux collectifs de contestation qui ont vu le jour au Maroc en 2011 dans le sillage des mouvements protestataires tunisien et égyptien. Leurs revendications sont essentiellement politiques et sociales, mais, pour la première fois, certaines d'entre elles remettent en cause le fonctionnement du régime et s'interrogent même sur la légitimité de la monarchie.

humain (INDH)⁴⁸. Un nouveau souffle lui a été donné en 2011 à la suite du déclenchement des mouvements de protestation dans les pays arabes. Ainsi, dans la première phase, des associations se sont créées pour être parties prenantes du processus « participatif » promu par l'INDH et bénéficiaire éventuellement des dotations financières attribuées par les autorités pour soutenir des projets. À partir de 2011, leur création est plutôt la conséquence du mouvement de révolte et de rébellion contre le pouvoir politique, dont les revendications politiques, économiques et sociales ont trouvé un large écho à Fès, tout particulièrement dans les quartiers populaires.

Nos enquêtes ont montré que la plupart de ces collectifs nouvellement créés sont des associations de proximité, agissant dans les champs du sport, de l'art et de la culture, des loisirs, etc. (Idrissi Janati, 2015). La plupart d'entre eux affichent *Sahrij Gnaoua* dans leur dénomination, affirmant ainsi leur identification au quartier. C'est le cas, par exemple, de *awlād sahrīj gnāoua* (Les fils de Sahrij Gnaoua), un collectif qui a vu le jour en 2011 à l'initiative de certaines figures de la jeunesse rebelle du quartier, membres de la *Harakat 20 février* et de *Tamaroud*. Pour ce collectif, Sahrij Gnaoua serait l'« accoucheur » de ces deux mouvements à l'échelle de la ville de Fès. Sa page *Facebook* en arabe – *Scoop Sahrij Gnaoua* – constitue un support médiatique qui, au-delà de sa fonction informative, donne à voir, à travers les récits partagés, l'image symbolique et topique que ce collectif informel souhaite communiquer, à savoir celle d'un Sahrij Gnaoua fonctionnant comme un lieu d'appartenance, un référent géographique identitaire, voire une communauté soudée. Autrement dit, il vise à substituer une image d'autonomie du quartier à son occultation antérieure – une manière de s'affirmer en tant que collectif actif plutôt que de subir passivement la stigmatisation.

Les récits partagés sur la page *Facebook* de ce collectif mobilisent quasi systématiquement le terme *hawma* (quartier) et témoignent de l'attachement de leurs auteurs au quartier : on parle de *sahrij gnāwa hawmtī la'zīza* (Sahrij Gnaoua, mon quartier bien-aimé) ; des *awlād hawmtī* (Les fils de mon quartier) ; de *sahrij gnāwa hawmtnā wanaftahīr* (Sahrij Gnaoua, notre quartier dont nous sommes fiers). D'autres récits vont même plus loin, en érigeant Sahrij Gnaoua au statut de ville : *sahrij gnāwa m-dīna dyaḥyā' š'abīya* (Sahrij Gnaoua, ville des quartiers populaires), comme la « ville bis » de M. Agier (1999), tandis que d'autres dénominations encore, telle l'expression *jumhūrīyat sahrīj gnāwa l-'uzmā* (la grande République de Sahrij Gnaoua), affichent une dimension politique plus affirmée et renvoient à l'échelle du Maroc.

D'autres acteurs ont choisi d'investir de façon explicite le champ du politique, manière d'imposer la réalité du quartier à ceux qui, de tout temps, l'ont niée et ont refusé de voir en ses habitants des citoyens à part entière, et encore moins des citoyens. Ainsi, en 2016, à la veille des élections communales, un collectif de jeunes s'est constitué qui a élaboré une liste de candidats pour la circonscription électorale de Sahrij Gnaoua. Bien que ces jeunes soient affiliés au Parti Justice et Développement (PJD, islamistes modérés), leur liste d'*awlād sahrīj gnāwa* (Les fils de Sahrij Gnaoua) a été établie sans interférence des instances locales et nationales de ce parti. À la suite

d'une campagne qui a largement mobilisé les électeurs, cette liste a obtenu 24 des 39 sièges du Conseil d'arrondissement. Son chef de file, jeune (34 ans), doctorant et petit fonctionnaire, préside aujourd'hui l'arrondissement urbain dont font partie Sahrij Gnaoua et le Comité local de l'INDH, tout en restant président d'une association de proximité, une ubiquité qui lui donne une grande latitude d'action.

Qu'il s'agisse de l'un ou de l'autre de ces collectifs, associatifs ou non, ils mettent en avant la dimension territoriale qui structure la représentation du politique chez les jeunes de Sahrij Gnaoua. Cette représentation semble être à l'origine de l'émergence à Sahrij Gnaoua de la notion de *muraššah wald l-hawma* (candidat fils du quartier) – malgré un scrutin de liste et des concurrences électorales à l'échelon local de plus en plus accordées à celles qui structurent le champ du politique sur le plan national⁴⁹.

Conclusion

Dans un quartier de marge urbaine comme celui de Sahrij Gnaoua à Fès, la parole de ses habitants oscille entre l'expression d'une conscience de leur situation « à part » et la revendication d'une identité de quartier qui se marque par l'attachement qu'ils lui portent. De fait, espace de « dénigrement symbolique » (Wacquant, 2006), la marge urbaine n'en offre pas moins des ressources territoriales à partir desquelles peut se construire une image valorisée de soi et du quartier et peuvent se déployer des pratiques de résistance aux stigmates, pouvant aller jusqu'à leur retournement. Les compétences habitantes sont suffisamment affirmées pour y parvenir, en mobilisant, entre autres, les solidarités et différentes formes d'investissement et de socialisation politique.

Il est toutefois possible de discerner une évolution de ces pratiques – ou, tout au moins, de s'interroger sur la réalité de cette éventuelle évolution. Pour les jeunes, en particulier, la territorialité, en tant qu'elle est une appartenance et un attachement à un lieu semble de plus en plus secondaire, de plus en plus éloignée, au fur et à mesure que les sociabilités et les valeurs prennent corps dans un contexte de globalisation toujours plus prégnant et dans la « culture virtuelle » qui en est le corollaire. Les marges urbaines en général, et Sahrij Gnaoua en particulier, seraient dès lors des composantes incontestables de la « cosmo-cité » (Coulmas, 1990) où s'accomplit (quoique de manière abstraite) l'effacement des frontières géographiques et des clivages identitaires. Ne conviendrait-il pas, dès lors, de repenser la notion de « marge urbaine », notamment dans les villes du Sud, et, pour ce faire, de revisiter certaines catégories d'analyse, dont celles de « proximité », de « mobilité », d'« ici » et d'« ailleurs » ?

⁴⁹ Ces dynamiques propres à Sahrij Gnaoua rappellent celles décrites pour un quartier populaire de Salvador de Bahia, où des leaders associatifs ont émergé en tant que relais d'ONG internationales (Agier, 1999, p. 125-129) ; ou celles qui caractérisent Douar Hicher et Ettadhamen, deux quartiers de marges du Grand Tunis, où les liens associatifs et politiques se sont structurés de telle sorte que cela a permis à leurs jeunes de s'imposer comme acteurs sociaux centraux, jouant ainsi un rôle précurseur dans la Révolution dite de Jasmin (Lamloum et Ben Zina, 2015).

⁴⁸ L'INDH vise officiellement à éliminer la pauvreté et l'exclusion. De plus, « elle a été conçue pour promouvoir la prise d'initiatives, la responsabilisation et la cohésion sociale ». L'enveloppe financière mobilisée est de 10 milliards de DH pour la période 2006-2010. Pour une analyse critique des conditions d'émergence, des objectifs, des modes de faire et des résultats de cette politique, voir Hibou et Tozy (2015b).

Sant'Elia (Cagliari) vu par ses femmes : *ima@ges* et discours à partir d'une recherche visuelle

Par M. Memoli*

Nous avons effectué, dans ce paragraphe, un double choix : celui de privilégier les représentations des femmes – certaines d'entre elles tout au moins – qui vivent dans un quartier de Cagliari qui en constitue une marge avérée, tant pour ses habitants que pour les autres citoyens ; et celui de mobiliser des méthodes d'investigation visuelle et par multimédia. Adopter cette dernière démarche s'avère indispensable dès lors que l'on veut donner plus de profondeur à l'observation de l'espace social – et de l'espace urbain en particulier –, car elle permet d'accorder une plus grande attention aux expressions de la sensibilité, des émotions, autrement dit aux sentiments les plus personnels, les plus intimes. Ce choix correspond aussi à notre volonté de donner toute leur place aux représentations des plus faibles, de ceux qui sont à la marge ou socialement exclus – ou considérés comme tels –, parce que, avec les techniques modernes, la production d'images photographiques ou de vidéos est devenue un acte simple n'imposant plus (ou peu) un filtre entre l'opérateur et ce qu'il observe. La démarche s'inscrit ainsi comme une façon, parmi toutes celles qui en composent une foule irrépressible et chaotique, *de dire et dédire la ville* (Langshaw, 1962) – une expression qui nous a servi de titre pour l'ensemble du chapitre 1 de cet ouvrage.

Nous partons de l'idée, que nous reprenons d'H. Lefebvre (1993), selon laquelle la construction-production-recueil d'une observation de la ville élaborée au moyen et à partir d'images vise à l'émergence d'un flux d'informations synthétiques qui, agissant aux dépens de leur qualité objective même, alimente des interprétations objectivantes de conscience des choses par essence subjectives. Pour H. Lefebvre : « L'image est acte » (*ibid.*, p. 331). En quelque sorte, la méthode que nous avons adoptée vise, au moins en principe, à « enrichir » la (présumée) scientificité objective des sciences sociales en la faisant évoluer vers une forme de savoir constitué de « points de vue », de corps, de relations, d'espaces, de subjectivité, etc., de telle sorte qu'elle soit en mesure de mieux intégrer, à la « vérité des faits », la géographie des émotions (Guinard et Tratnjek, 2016).

L'utilisation de cette méthode ne s'effectue toutefois pas sans difficultés, car elle interpelle le chercheur ne serait-ce que parce que l'utilisation d'un canal visuel lui impose de répondre à une série de questions qui ont un effet de retour sur sa recherche elle-même ; à savoir qu'elle agit sur le rôle, la présence et la faculté du chercheur à s'inscrire dans les normes académiques. N'oublions pas, en effet, que l'observation est « une pratique sociale avant d'être une méthode scientifique » (Arborio et Fournier, 1999, p. 5-6), permettant au chercheur d'adopter une position distante ou bien active, voire participante, selon son degré d'implication dans l'espace observé – et la société qui l'occupe.

Dans la production d'images et de vidéos, trois éléments sont fondamentaux – de notre point de vue : les habitants et les chercheurs sont placés au centre du processus de description visuelle de l'espace ; le choix de l'espace à photographier ou filmer est défini

Figure 1.5 Ville de Cagliari et quartier de Sant'Elia.

Pour Sant'Elia : dates d'édification des différents ensembles d'habitat public.



Source : R. Cattedra & M. Memoli, 2014. Cartographie : Fl. Train • CITERES 2020.

également sur la base de l'impact émotionnel qui se met en place entre observateur et observé ; l'habitant (après une brève formation technique), sur la base des données les plus quantitatives (ou les plus fortes), choisit de manière libre sur quel espace (ou quel fragment de cet espace) investir son attention narrative.

Observer en marge : Sant'Elia, Cagliari⁵⁰

Situé entre les versants du col de Sant'Ignazio, à l'est, et la mer, au sud et à l'ouest, entouré de camps militaires et de casernes, séparé du reste du tissu urbain au nord-ouest par des infrastructures publiques imposantes et, au nord, par une voie rapide, le quartier Sant'Elia de Cagliari compte à peine deux voies d'accès et sa séparation physique du reste de la ville est la cause évidente, tout autant que déterminante, de la conscience que ses habitants ont de se trouver en marge de la ville (Piras, 2001). Mais Sant'Elia n'est pas seulement en marge socialement et géographiquement ; le quartier se caractérise également par la singulière composition de son cadre qui mêle la douceur romantique du Borgo Vecchio aux formes équilibrées et modernes des immeubles de béton qui le joutent – et dont beaucoup sont bien dégradés –, à la luminosité de la mer et à la somnolence paisible du mont qui le borde [Figure 1.5].

Sant'Elia est le cadre de la vie quotidienne d'habitants constituant une communauté ; il joue de ce fait un rôle intégrateur, parce qu'il contribue à diluer et à rendre plus supportables les difficultés générées par un contexte économique et social qui se manifeste par un

* Ce texte a été, dans sa version originale, rédigé en italien. La traduction française a été assurée par V. Gerbe, que nous tenons sincèrement à remercier pour sa patience et la qualité de son travail.

⁵⁰ Ne pouvant résumer en ces pages l'histoire et la géographie du quartier, nous renvoyons à Cattedra et Memoli (2014).

taux de chômage élevé, des délits de toutes sortes, un bas niveau de scolarisation, etc. Que ce soit en bien ou en mal, Sant'Elia est un espace emblématique, conflictuel et contrasté, synthèse de la matrice populaire, et s'appuyant sur la beauté d'une nature urbaine; c'est l'espace symbole de la dureté rigide de ses grands immeubles en béton armé, qui n'efface pas la familiarité polie d'une urbanité du temps jadis, qu'incarne le Borgo Vecchio; c'est le lieu d'émergence de la fracture intangible entre la vie quotidienne de la société citadine et la complexité des politiques sociales et urbaines (Foucault, 1966).

Notre travail à Sant'Elia a commencé en 2013 dans le cadre d'un projet de recherche de grande envergure⁵¹ ayant un double objectif: en premier lieu enquêter sur les représentations et les narrations des habitants des quartiers dits « marginaux » de cette ville méditerranéenne qu'est Cagliari; et, dans le même mouvement, promouvoir un processus d'action/réaction entre chercheurs et habitants, destiné à la production de nouvelles formes de narration de l'espace, rendue possible par le recours, notamment, à des outils de production de matériaux visuels et multimédias durant le travail de terrain (Hurdley et Dicks, 2011). La marginalité – vue à travers les mots et les actions des habitants de Sant'Elia, en particulier les femmes de l'association Sant'Elia Viva⁵² – nous est apparue comme une condition labile, pas toujours effectivement ressentie comme telle, que les résidents s'approprient et remodelent chacun à sa façon (Cullen et Pretes, 2000), et qui se distingue fortement de l'image statique et monolithique attribuée au quartier de l'extérieur. Les nombreux sens que l'expérience de la marge recèle à travers les pratiques et les représentations de ses habitants nous ont conduits à mettre en discussion, à la fin du parcours de recherche, le concept même de marge (Lancione, 2016). Partant de l'hypothèse fondatrice du programme ANR Marges, selon laquelle la marge procède d'une représentation/désignation des acteurs dominants, nous nous sommes posés les questions suivantes: Sant'Elia est-il un quartier en marge? L'est-il en tous moments et dans quels domaines? Sant'Elia est-il et peut-il être autre chose? Et si oui, quoi d'autre?

Pour parvenir à faire ressortir l'expérience subjective et quotidienne du fait d'habiter un « quartier marginal », notre travail a été organisé en plusieurs étapes et a mobilisé des méthodes et outils d'enquête divers selon les différentes phases du travail sur le terrain. Aux classiques questionnaires semi-ouverts qui ont été soumis aux habitants (mars-juin 2014), nous avons adjoint des méthodes expérimentales de type visuel, lors d'un atelier photographique (juillet-octobre 2014) et d'un atelier de « narration urbaine » (avril-juin 2015). L'utilisation des méthodes visuelles a permis d'étendre les possibilités offertes par la recherche empirique de type conventionnel, en produisant des informations inédites⁵³ (Harper, 2002). En utilisant de manière complémentaire ces différentes méthodes, nous avons mis en œuvre l'un des principes caractéristiques de la *Non Representational Theory* (Thrift, 2008), à savoir que nous n'avons eu aucune prétention de représentativité, laquelle fait toujours courir le risque de codifier et d'emprisonner la réalité dans des cadres fermés et stables (de l'espace, des lieux, des pratiques, etc.) – des cadres normatifs, en quelque sorte.

⁵¹ Intitulé *Giustizia spaziale et sistemi territoriali mediterranei. Politiche urbane, pratiche sociali, mobilità*, ce projet de recherche est financé par la Région Sardaigne/Loi 7. Coordonné par M. Memoli, il a été mené conjointement au programme ANR Marges; voir Aru, Jampaglia, Memoli et Puttilli (2018).

⁵² Voir l'adresse en fin de chapitre.

⁵³ Par exemple sur les composantes émotionnelles et affectives qui lient les personnes aux lieux (Bochet et Racine, 2002).

La recherche s'est donc déroulée en deux grandes phases. La première (mars et juin 2014) a consisté à soumettre les questionnaires semi-ouverts aux habitants du quartier, occasion d'échanger avec eux, puis, au vu des premiers dépouillements, d'en établir une version susceptible de mieux réunir les éléments exprimant leur relation émotionnelle avec Sant'Elia. Dans un second temps, nous avons constitué un atelier photographique, avec des femmes volontaires qui, après avoir acquis le maniement des appareils, ont réalisé des prises de vue du quartier, qu'elles ont partagé et discuté en groupe. Il leur avait été demandé d'essayer de saisir, à travers les clichés qu'elles réaliseraient elles-mêmes, l'essence du quartier, la partie qu'elles préfèrent et celle qui leur déplaît.

Tout au long de cette recherche, la principale difficulté à laquelle nous avons été confrontés a été de savoir comment analyser le matériel photographique ainsi constitué au cours d'un processus de production de ces significations partagées des images, élaboré en atelier. Il n'existe à ce problème aucune solution évidente. Notre choix s'est porté sur l'hybridation de différentes modalités d'interprétation, l'essentiel à nos yeux étant de parvenir à conserver ensemble – surtout – la signification attribuée aux images par les auteures elles-mêmes, à savoir celle donnée suite à l'échange collectif dans l'atelier et celle que nous, chercheurs, attribuons aux photographies produites.

Parcours visuels et représentations féminines de l'espace de Sant'Elia

Au terme du processus, beaucoup de parcours visuels « faisant sens » ont été identifiés. Ils nous ont permis, surtout par la dimension émotionnelle qu'ils expriment (par les mots figurant dans les questionnaires ainsi que dans les photographies – par exemple au travers de leurs couleurs), d'identifier et de circonscrire les traits principaux et transversaux de la représentation de l'espace de Sant'Elia. Nous en avons sélectionné trois que nous présentons de manière résumée dans les lignes qui suivent⁵⁴: l'association mer/bleu; la condition d'abandon; le bourg.

La mer/le bleu

Le mot *mer* et son correspondant chromatique (*bleu*, mais également *bleu azur* et *bleu ciel*) forment le noyau des significations et émotions les plus citées dans les réponses aux questionnaires et par les participantes aux ateliers. Pour ceux qui vivent dans le quartier, Sant'Elia est la mer et sa couleur est bleue. La mer ne constitue pas une frontière ou une limite, mais plutôt un prolongement du quartier, comme si elle formait au-delà de lui une extension naturelle, une partie intégrante parce que praticable et importante du point de vue du vécu. C'est un état de fait qui concerne tout le quartier et qui ressort donc clairement des photos du paysage (prises depuis l'extérieur et de loin) comme *Panorama de Sant'Elia Nuova* [Figures 1.6 et 1.7].

J'aime trop ce quartier. C'est-à-dire que, moi, je me réveille le matin et, devant moi, il y a la mer. Je ne vois pas pourquoi je devrais m'en aller... Pourquoi? Parce qu'il y a quatre ou cinq délinquants ou encore ces fous qui roulent à toute allure? Il y en a partout. [...] Donc pour moi, à l'extérieur de la fenêtre, il y a: la mer! (D.L.)

⁵⁴ Pour une présentation plus conséquente, voir Aru, Memoli et Puttilli (2015, 2016, 2017).

Figures 1.6 et 1.7 Panoramas de et depuis Sant'Elia Nuova (Cagliari)



Cliché: R.F.

Cliché: R.S.

Non seulement le quartier se projette et se prolonge dans la mer (et dans le bleu et l'immensité du ciel), mais il émerge simultanément par son caractère ramassé, son isolement et sa différence par rapport au reste de la ville. Le bleu de la mer crée un contraste qui adoucit le gris des grands immeubles, qualifiés de symboles de l'abandon et de la marginalité de Sant'Elia, comme nous le verrons un peu plus loin. Grâce au caractère esthétique de la mer, les clichés apparaissent d'une beauté certaine qui cache partiellement le quartier et ses problèmes, le rendant attrayant et agréable. Les habitations et les constructions finissent par se fondre, cachées, exclues du regard de l'objectif, semblant comme « diluées », « atténuées » dans la mer.

Si tout était beau comme ce qu'il y a au loin, ce serait parfait, pour moi. (D.C.)

[Le paysage] me plaît vraiment beaucoup, [avec] les petits bateaux et j'aime bien le cadre en soi. Il me plaît bien à cause de la transparence de l'eau. [J'aime] le fond... il est trop beau, ce paysage. Regarde, si tu observes bien, il y a le pont et, au-dessus, les immeubles. De loin ils sont beaux, sur cette photo ils sont beaux. J'aime tellement les couleurs... Ça aussi, c'est Sant'Elia. (R.F.)

Bien d'autres photos, notamment celles donnant à voir le petit port et les barques des pêcheurs, renforcent cette prégnance de la mer, qui est aussi – et a été plus encore – un moyen de subsistance et une ressource économique tout autant qu'un élément fondateur de l'identité du quartier.

Le sentiment d'abandon

La présence indiscutable, au niveau chromatique, du gris – celui du ciment des rues et des immeubles du *Borgo Nuovo* – réfère, dans les questionnaires comme aux yeux des auteures des clichés, au thème de l'abandon. Si on le compare au reste de la ville et même au *Borgo Vecchio* évoqué précédemment, le périmètre des *palazzoni*⁵⁵,

⁵⁵ Littéralement « grands bâtiments »; le terme est utilisé dans le sens de « grand ensemble »; l'expression véhicule une connotation négative.

Figure 1.8 « Grand ensemble en mouvement » (*Palazzoni in movimento*) à Sant'Elia (Cagliari)

Cliché: C.S.

facilement reconnaissable d'un point de vue architectural, est emblématique de l'état de dégradation de tout le quartier, aussi bien du point de vue physique que social, les deux aspects étant des composantes d'une « différence » vécue et expérimentée quotidiennement par les habitants de Sant'Elia.

Les dimensions mêmes des *palazzoni* imposent de la méfiance et un certain détachement. Pour les saisir dans toute leur hauteur par un seul cliché, il a fallu opérer avec un recul de perspective. La photographie représentant le « Grand ensemble en mouvement » [Figure 1.8] est, elle-même, en mouvement: le regard de l'auteure ne s'arrête pas, mais passe et se tient à distance, comme si la photo avait été prise avec un appareil disposé sur la route qui longe les immeubles. Semblant presque ne pas vouloir s'arrêter, ou ne pas pouvoir s'arrêter dans ce lieu méconnu et inhospitalier, l'incertitude de la prise de vue se fond dans les lueurs des fenêtres éclairées qui, quant à elles, reflètent la vie quotidienne, d'où il émane un sentiment d'appartenance à la communauté du quartier (Lefebvre, 2000 [1974]).

Le bourg, une accroche identitaire

Dans les images, la distinction symbolique entre *Borgo Vecchio* et *Borgo Nuovo* [Figure 1.7] est plus marquée que dans la réalité. Si la vie sociale (pratiques, rencontres, fréquentations, etc.) se déroule principalement au sein de chacun des deux noyaux, les frontières sont poreuses de telle sorte que leur franchissement est fréquent, dans un sens ou dans un autre, rendant possible un certain niveau d'entremêlement des habitants.

Ainsi, si les photographies des grands ensembles transmettent immédiatement un sentiment de mal-être, certaines vues du *Borgo Vecchio* véhiculent un sentiment de

Figure 1.9 « Crème fouettée »
(*Panna montata*) à Sant'Elia (Cagliari)



Cliché: R.F.

Figure 1.10 « Le fantôme du quartier »
(*Il fantasma del quartiere*) à Sant'Elia (Cagliari)



Cliché: R.F.

tranquillité. C'est le cas de la photo nommée « Crème fouettée » [Figure 1.9], où l'auteur met en valeur la couleur blanche des nuages (prenant le sens d'étendue, avec une dimension de quiétude) et deux objets symboliques : le clocher de l'église et le « château », nom utilisé pour désigner les ruines du fort de Saint-Ignace sur la colline qui surplombe le quartier. La représentation du bourg s'effectue souvent par des rappels symboliques de prétendues « identité » et « authenticité » qui seraient siennes, où les couleurs (l'ocre-jaune de l'église et des maisons), la luminosité des images et la proximité entre sujet et objet nous mènent à l'intérieur du bourg et de ses lieux les plus représentatifs. Le Borgo Vecchio, espace originel et d'appartenance, est aussi l'espace-orgueil duquel l'association Sant'Elia Viva tire sa force et sa cohésion. Quelques clichés réalisés semblent en témoigner, mais une prise de vue intitulée « Le fantôme du quartier » [Figure 1.10], en rend compte selon des effets particuliers : un feu écarlate – symbole de la passion dans les questionnaires – prend les formes d'une danseuse parmi les maisons du bourg, sur les murs desquelles est écrit un « Je t'aime » emblématique.

L'atelier de narration urbaine : « Moi, je viens de Sant'Elia »

À l'issue de l'atelier de photographie, ces mêmes femmes de l'association Sant'Elia Viva ont demandé à continuer ce type de travail et d'échanges, et c'est ainsi qu'il a été décidé de démarrer une troisième phase du projet, toujours aussi expérimentale et audiovisuelle : un atelier participatif de « narration urbaine »⁵⁶. Sept femmes y ont participé, dont trois déjà impliquées dans l'atelier de photographie. À la suite des séances d'atelier, dont la totalité des interventions, récits, conversations de groupe ont été enregistrés, a eu lieu une phase de discussion et de mise en place du projet, puis une campagne de prises de vue de plans du quartier (juin-août) et, enfin, une longue

⁵⁶ Atelier conduit par C. Jampaglia, B. Chiaravallotti et S. Aru, sous la direction de M. Memoli. Il s'est déroulé entre avril et juin 2015, période pendant laquelle dix rencontres ont été organisées les après-midi, chacune d'une durée de quatre heures.

phase de montage et de réalisation d'un véritable *webdoc*⁵⁷, pour lequel se sont investies activement six des sept participantes. Pendant les rencontres, chaque participante racontait une histoire personnelle en rapport avec un thème préalablement défini. Les thèmes choisis ont délibérément embrassé des domaines étendus, de façon à proposer un cadre non limitatif aux récits⁵⁸.

L'association Sant'Elia Viva : offrir aux femmes un espace d'action

L'association féminine Sant'Elia Viva est née en 2012 dans le but de revitaliser le quartier par des initiatives sociales et culturelles organisées « par le bas ». Particulièrement active dans le domaine du droit au logement, Sant'Elia Viva met en place des actions collectives, alternant des formes de protestation plus ou moins « musclées » (comme des manifestations et des *sit-in*, jusqu'à l'empêchement de l'exécution des expulsions) et des sollicitations formulées auprès des institutions, collectivités locales et AREA⁵⁹, pour l'ouverture de négociations se rapportant aux principaux problèmes du quartier (comme le travail et le logement). En fait, plus que d'ambitionner de revitaliser le quartier, l'association œuvre pour créer de plus grands espaces d'action féminine afin d'accroître la visibilité des femmes du et dans le quartier. Dans une société qui est décrite comme (et est) fortement machiste, où les femmes sont souvent reléguées à l'univers domestique et totalement dépendantes sur le plan économique (surtout les plus jeunes, parfois déjà mères), la naissance et la visibilité croissante, à l'intérieur et à l'extérieur du quartier, de Sant'Elia Viva représente un succès pour ses promotrices. La formation d'un groupe de participants composé exclusivement de femmes, avec une forte cohésion et très actif, a fait l'objet d'une réflexion méthodologique sanctionnée par l'option de ne pas intégrer à l'échantillon d'autres éléments externes ou masculins.

L'émotion de la marge : mille et un fragments de Sant'Elia

Grâce à l'échange et à l'interaction entre les différentes personnes impliquées dans le projet, il a été possible d'accéder à « un autre » Sant'Elia, pas nécessairement en opposition avec la représentation traditionnelle du quartier, mais plus stratifié, plus idéal, plus nourri d'émotions, de perceptions, d'expériences et d'espérances personnelles. Un Sant'Elia d'une si grande richesse et diversité qu'il est difficile, tant pour ses habitants que pour nous-mêmes, d'en restituer l'épaisseur et la complexité.

Pour les habitants de Sant'Elia (ou, à tout le moins, pour les participantes à l'atelier narratif), le quartier constitue un « destin » duquel on ne peut se soustraire : si quelqu'un y est né, y habite depuis toujours ou si la personne y est arrivée parce que la vie l'a menée là, le lieu finit par lui coller à la peau et à faire partie d'elle, ce qui aboutit

⁵⁷ Il s'agit d'un film documentaire conçu et structuré pour un site web, comportant des modalités spécifiques d'interaction (séquences des vidéos à regarder, quel texte lire d'abord, quel contenu visiter, etc.).

⁵⁸ La première piste donnée a été : « Moi et les autres ». Les suivantes ont été décidées au fur et à mesure par les coordinateurs du projet, sur la base des impressions recueillies au sein du groupe. Pour aboutir à un enchaînement le plus collectif possible, chaque semaine, une participante de l'atelier devait regrouper et reformuler les histoires recueillies la semaine précédente. À partir des impressions de la narratrice, les éléments les plus marquants étaient discutés, ceux que les femmes elles-mêmes jugeaient utiles de mettre en évidence. Les principaux thèmes retenus ont été : « Les histoires des autres », « J'y suis allée et j'ai vu ... [l'ailleurs] », « Les changements du quartier », auxquels il faut ajouter un thème « libre » (au choix des participantes).

⁵⁹ L'Agencia Regionale Edilizia Abitativa (Agence régionale du logement) s'occupe du patrimoine immobilier public de la Région autonome de Sardaigne.

à en faire un élément indissociable de soi. En cela, vivre dans ce quartier populaire est bien un signe de distinction, mais aussi, à l'instar de la plupart des quartiers de ce type, un lieu d'appartenance et d'identification (Wacquant, 2008). Être de Sant'Elia signifie donc d'avoir à faire avec tous ces éléments mis ensemble, d'avoir une identité faite de contrastes. De la même façon que l'on aime le quartier, que l'on en ressent ou en revendique l'appartenance, on le vit tout autant avec souffrance, on en ressent l'hostilité, on voudrait l'abandonner ou, tout au moins, avoir la possibilité de le faire. Chacune des participantes aux ateliers relate des histoires de solidarité, de beauté et d'harmonie du quartier, mais aussi de souffrance, de marginalisation, de stigmatisation, de conflits dont elles ont été plus ou moins directement les protagonistes.

Sant'Elia, espace d'exception et stigmaté

Au cours d'un entretien, C. répond à nos questions en occultant dans un premier temps qu'elle réside à Sant'Elia, comme d'ailleurs d'autres interviewées :

- *Et tu habites où ?*
- *Je suis cagliaritaine, dit-elle.*
- *Oui, mais dans quel quartier habites-tu ?*
- *À Sant'Elia.*

L'expérience du stigmaté social et spatial, liée au fait d'habiter à Sant'Elia, traverse tout le quartier ; elle touche tout le monde et est évoquée par tous ses habitants : hommes et femmes, jeunes et vieux, résidents de longue date et personnes récemment installées. À la question : « Dans quel domaine de votre vie le fait d'habiter à Sant'Elia a-t-il représenté un problème ? », 34 % des réponses ont mentionné « le domaine professionnel », suivi par la présence de « préjugés et discriminations » (24 %) ⁶⁰. La plupart des personnes contactées font part d'épisodes de méfiance et de discrimination subies du fait d'« être de Sant'Elia », qui peuvent même aller jusqu'à des cas d'exclusion véritable. La méfiance, la crainte (ou même la peur), les jugements négatifs, la suffisance sont des comportements récurrents dans la façon dont les personnes se sentent observées et jugées depuis l'extérieur (Del Pilar et Udasco, 2004). Ni la situation d'un épisode donné ni la personne qui s'est sentie pointée du doigt n'ont d'importance, ni même le fait qu'une discrimination particulière ait été perçue avec plus de force qu'elle n'aurait dû l'être. Ce qui est constant, ou partagé par la plupart, est que le marqueur de stigmatisation représente le médiateur ordinaire dans les rapports entre le quartier et l'environnement, entre l'intérieur et l'extérieur ; il est un trait constitutif de la construction du soi et de sa propre identité.

Au lycée, si on disait qu'on était de Sant'Elia, ils cherchaient à nous discriminer, à nous mettre à part, même si, à moi, ils m'ont toujours tous dit que je n'avais pas l'air de Sant'Elia, aussi bien pour l'apparence physique que pour la façon de faire et de parler. Je cherchais donc à éviter le plus possible de dire d'où je venais, les enseignants attachaient beaucoup d'importance à ce point ; malheureusement, j'ai trouvé beaucoup de personnes parmi les enseignants qui nous classaient dans des catégories. (D.)

L'école (premier moment de contact avec d'autres milieux), justement, revient de façon récurrente dans les récits et les témoignages comme le lieu de « première rencontre » avec la discrimination qui, de fait, à l'âge scolaire, est intériorisée, acquise et (probablement) partagée au niveau social. C'est à l'école que l'on prend conscience que l'on est identifié comme « appartenant » au quartier et que cela représente un statut, une condition « moindre » dictée par sa supposée condition de dégradation.

Quand j'allais à l'école, les profs savaient que j'étais du quartier et ils ne me regardaient pas de la même manière que les autres ; quand j'invitais les copains de classe, il était difficile qu'ils viennent parce que les parents ne les laissaient pas ; moi, je n'arrivais pas vraiment à comprendre ce qu'il y avait de mal [...]. Une fois l'école maternelle terminée, j'ai été [scolarisée] dans une école primaire dans le centre-ville de Cagliari, j'étais la seule fille de Sant'Elia et, à partir de ce moment-là, je me suis rendu compte que, quand je disais que j'étais de Sant'Elia, les personnes paniquaient un peu. (F.)

Du point de vue professionnel, être de Sant'Elia constitue un problème : parce que, dans le quartier, les occasions de trouver du travail sont peu nombreuses, mais surtout parce que, du moment où l'on sort du quartier, on est (ou on se sent) discriminé.

Même au travail, quand on m'a demandé de quel quartier j'étais, la réaction a presque été d'effroi. Et là, c'est comme si on devait se justifier, s'expliquer en disant qu'on est du côté des personnes tranquilles. Ma phrase habituelle est : « Je suis de Sant'Elia, mais je ne le fréquente pas ». (F.)

Pour certains, le préjugé représente un véritable signe de reconnaissance, un stigmaté que l'on porte sur soi, même si on quitte le quartier, même pour partir très loin de Cagliari. Un jeune de Sant'Elia, prénommé S., engagé dans la Marine, raconte :

Le problème a surgi quand je suis entré dans la Marine. Là, j'ai connu des collègues de provenances diverses. Nombreux étaient ceux qui avaient circulé jusqu'à Cagliari même et, en ce cas, ils connaissaient Sant'Elia, ils savaient que le quartier avait été, par le passé, centre de trafic [de drogue]. Pour cette raison, en apprenant que j'y suis né et y ai grandi, beaucoup pensaient que je n'étais pas fréquentable. Mais ils se trompaient. (S.)

La perception de la stigmatisation renforce l'idée de vivre dans un monde « autre », un monde en soi, qui fonctionne avec d'autres règles et où prévalent d'autres normes. Cela renforce l'idée que, à Sant'Elia,

[i]l est plus difficile de grandir. Ça a toujours été comme ça. C'est un monde à part. Je te raconte un épisode. J'étais dans le bus qui va à Sant'Elia, dans le 6, et les contrôleurs sont montés, comme cela se produit souvent en début de mois. Je n'avais pas de billet ; après le premier instant de panique, j'ai pensé : « Bah ! Je payerai l'amende ». En réalité, les contrôleurs, à peine montés, ont regardé autour d'eux et se sont dit : « Non, descends ! Descends ! On est sur le 6 ! », parce que tout le monde les avait déjà regardés de travers comme pour leur faire comprendre qu'ils n'avaient rien à y faire. (F.)

⁶⁰ Les autres réponses se distribuent comme suit : 21 % des personnes ont cité des problèmes de « délinquance et insécurité », 14 % le « domaine social », 3 % la « mentalité fermée » et également 3 % « l'éducation des enfants ».

Lutte et amour à Sant'Elia

Lutte et amour. Lutte parce que nous avons tous lutté... Amour pour le Bourg, pour ne pas être expulsés de ce paradis. (R.)

Dans les récits qui relatent le passé du quartier, Sant'Elia apparaît comme étant un lieu de lutte et d'engagement politique. C'est en particulier l'époque de la « lutte pour le logement » des années 1960 et 1970 qui est évoquée comme étant le moment où le quartier s'est uni dans une mobilisation pour une cause commune. Cette histoire, désormais totalement oubliée dans le débat public (et, à plus forte raison, dans les affaires courantes de la politique actuelle), représente pour le quartier plus qu'une mémoire collective, un *munus* (Esposito, 1998), un devoir auquel associer une action concrète et qui se manifeste encore aujourd'hui par la disponibilité à s'occuper des autres et à les aider à résoudre leurs problèmes fondamentaux. La réévocation des années de lutte est un moteur pour la mobilisation et constitue un véritable pont entre le passé et le présent, par-delà les générations successives. Durant l'atelier de narration, c'est surtout R. qui rappelle, à plusieurs reprises, cette époque de la « lutte pour le logement », dans laquelle son père s'était impliqué, en tant que militant actif de la section locale du Parti communiste italien :

Même tous ceux du port se sont mobilisés avec des tentes et sont restés au moins trois semaines à camper... à dormir là-bas [en face de la mairie]. Ils ne s'en écartaient pour rien au monde. Quand les Carabiniers sont arrivés et qu'ils ont demandé les papiers... « Vous, qui êtes-vous ? Comment vous appelez-vous ? » Tous [répondaient] en cœur : « Comité du quartier, comité du quartier, comité du quartier ». Celle-là, elle était trop bonne!... Ils ne donnaient pas leur nom !

L'emphase du ton, les rappels continuels de l'unité des résidents, de leur solidarité avec les manifestants ainsi que les mobilisations qui s'exprimaient au-delà même de l'espace de Sant'Elia sont d'autant plus significatifs qu'ils évoquent des actes et des moments où les revendications émanant du quartier étaient reconnues sur la scène politique de la ville, où les résidents se sentaient appartenir à une cause commune, où ils ne se percevaient pas comme étant « à la marge ». La confrontation avec ce passé constitue un moteur de leur insatisfaction quant à leur situation présente.

Non, toi, tu ne peux pas comprendre ce que c'était que la bourgade ! Nous y étions tous [...]. Nous étions une seule entité qui allait manifester devant la mairie, rue de Rome ! [...] Là, il n'y avait pas de couleurs, parce que c'était une chose que nous voulions tous, personne ne voulait partir du quartier. Là-bas, c'était comme quand on regarde un match de l'équipe italienne, n'est-ce pas ? Plus personne n'est de l'Inter, de l'AC Milan, mais on est tous italiens... Ici, ça s'est passé dans la bourgade, pour la lutte ! (R.)

Dans cette perspective, la véracité ou le réalisme de telles évocations ne semble pas important. Au contraire, justement dans la mesure où il est – supposément – romancé, le récit du passé de lutte de Sant'Elia assume aujourd'hui une fonction « inspiratrice », vouée à actualiser dans le présent ces mêmes passions qui avaient jadis éveillé la protestation : lutte et amour pour le quartier.

Droit à la ville : habiter avec le corps et les émotions

Ce que je ne partage pas, c'est le comportement de l'Administration [pour l'attribution des logements], parce que si ces maisons sont vides et qu'ils disent que, derrière, il y a ceux à qui elles sont attribuées, attribuez-les, ne les laissez pas vides ! Il est normal qu'avec le besoin pressant de logements qu'il y a, elles finissent par être occupées. Et, donc, nous soutenons les personnes, même si elles squattent, une fois que tu les expulsés, tu ne peux pas les jeter à la rue. (R.)

Selon les cas, les manifestations publiques, qu'elles aient pour objet de revendiquer le droit à un logement décent ou qu'elles accompagnent les luttes contre les expulsions, se déroulent dans le quartier ou bien devant le siège des collectivités concernées par la question du logement : la mairie et la Région.

C'est la guerre ! Pour la dignité de la personne. C'est cela la lutte, ce qui nous intéresse, la dignité du logement, la qualité de vie. Ce sont des droits qui nous appartiennent et nous voulons qu'ils soient respectés ! (R.)

En sortant du quartier et en conquérant la scène de la ville même, la mobilisation occupe symboliquement et physiquement les lieux du pouvoir public, et revêt une visibilité médiatique, ainsi que la force nécessaire pour porter au grand jour les revendications des habitants de Sant'Elia (Memoli, 2011 ; Sierra et Tadié, 2008). Dans ces batailles, le facteur de rassemblement et de mobilisation, au-delà des cas particuliers isolés, est en effet, prioritairement, l'idée d'un « droit à habiter à Sant'Elia », lequel droit recouvre de nombreux aspects : le problème n'est effectivement pas toujours exclusivement lié au droit au logement en soi, mais plutôt au droit d'habiter (de rester) à Sant'Elia, afin de ne pas perdre les réseaux de solidarité familiaux et de voisinage en étant déplacé (et relogé) ailleurs. D'une manière plus générale, la revendication porte sur le droit de ne pas être éloigné du quartier parce qu'il y a *appartenance* à ce quartier, le droit de rester dans sa propre vie quotidienne par-delà la légitimité juridique de la décision d'évacuer son logement (Harvey, 2015). La protestation, enfin, représente, en toile de fond, une demande de redéfinition de la relation entre Sant'Elia et le reste de la ville ; elle porte ainsi une critique de ce qui a produit la marginalité du quartier, tant du point de vue spatial que, plus fondamentalement encore, symbolique.

Dans les blocus, dans les manifestations, dans les squats, dans les *sit-in*, mais aussi dans les participations aux ateliers (parmi lesquels ceux organisés pour notre recherche), aux débats, aux entretiens, aux fêtes et autres événements culturels, les femmes de Sant'Elia mettent en jeu leur propre corps au travers de leur engagement physique, ainsi que leurs propres émotions.

Moi, je me suis mis un cadenas... puis j'ai passé les chaînes aux autres. Bref, avec l'arrivée des forces de l'ordre, il y avait ceux qui tiraient d'un côté, ceux qui tiraient de l'autre, et cette chose me déchirait les reins en deux ! Alors nous n'arrivions plus à trouver la clé du cadenas. Les hurlements ! Mais je ne te raconte pas, par moments, j'en perdais connaissance de douleur ! D'ailleurs, j'ai dit : « Plus jamais avec une chaîne ! » (P.)

Quand tu te trouves au milieu d'une telle situation [une manifestation contre une expulsion], tu te sens intérieurement agitée, le cœur bat, tous ensemble... Tu vois arriver les forces de l'ordre... Mais même si tu as peur et tout, à la fin c'est toujours nous qui gagnons, parce que l'union fait la force. (P.)

Le fait de s'exposer directement, physiquement et émotionnellement, confère un sens profond à la participation, qui va au-delà des objectifs concrets de chaque initiative et témoigne des raisons de plus grande envergure liées aux revendications de droits sociaux et politiques. Il s'agit d'un sens qui trouve sa source au plus intime de soi, dans le domaine privé, et dans le fait de se sentir utile pour les autres; de faire quelque chose, même à petite échelle et même si elle est apparemment peu significative, pour le quartier. Et, ce faisant, de se sentir gratifié.

À chaque défaite, je parviens à réagir avec plus de mordant. Je ne me laisse pas décourager. Mais la chose la plus belle et la plus gratifiante, c'est quand je réussis à faire en sorte que les personnes tombent amoureuses de mon quartier, qu'elles soient fascinées par sa beauté; ça me comble, ça me remplit de joie, ça me donne vraiment la force de pouvoir dire que, si nous le voulons, si nous nous unissons, avec l'aide des autres, les choses peuvent changer [...]. Si j'arrive, à mon petit niveau, à faire quelque chose pour les autres, cela me fait me sentir satisfaite et alors ça me procure vraiment un sentiment de bien-être. (Entretien avec R.)

La spatialité de collégiens des marges de Fès à travers leurs récits photogéographiques

Par M. Idrissi Janati, R. Cattedra, M. Puttilli et R. Giua

Pour poursuivre notre réflexion sur l'image de la marge, nous avons choisi de porter notre attention sur les représentations et les récits des habitants des quartiers de Fès considérés comme des marges et où avaient été engagées des opérations d'urbanisme ayant de fortes répercussions territoriales, affectant en conséquence les espaces de vie des résidents. Nous visons ainsi à illustrer la perception symbolique de la marge de ceux qui y vivent. Dans ce but, nous avons opté pour l'identification, puis l'interprétation de cette perception à travers les autoreprésentations des jeunes, par le biais de leurs propres photographies. Ce travail a été conduit dans le cadre d'ateliers expérimentaux organisés au sein de deux collèges de Fès⁶¹. Notre choix s'est porté sur les jeunes de 12 à 15 ans, car ils sont rarement représentés parmi les interviewés de nos enquêtes. Notre démarche a consisté à observer comment deux groupes de jeunes scolarisés dans ces établissements percevaient les transformations « en actes » de leurs quartiers respectifs dans leur vie quotidienne et au travers de leurs émotions. Bien évidemment, nous n'avons pas considéré les photos qu'ils réalisaient comme de

simples illustrations, dans la mesure où elles constituaient le cœur de l'observation produite par les élèves-habitants⁶².

Notre analyse ambitionnait d'éclairer, par un jeu de regards croisés, les effets contradictoires d'un processus d'« hyper-patrimonialisation » de la médina – lequel sous-tend un processus de gentrification et d'ouverture cosmopolite et touristique de la ville (Idrissi Janati, 2017) – lié au projet de réaménagement de la place Lalla Yeddouna, située dans le quartier de Blida. Ce projet a comporté le déplacement d'artisans dinandiers, dont les ateliers étaient proches de la rivière traversant la ville ancienne, vers l'extérieur des remparts, à Aïn Nokbi, situé à 5 km à l'Est de la médina [Figure 1.3]. Ce transfert a eu comme conséquence le renforcement en ce lieu d'une nouvelle marge urbaine. Les récits géophotographiques établis à partir des réalisations individuelles des collégiens nous donnent, par leur spontanéité, par leur facilité à dépasser les clichés et préjugés et par les imaginaires dont ils témoignent, des clés inédites d'analyse des processus de territorialisation post-aménagement.

Les effets contradictoires du réaménagement de la place Lalla Yeddouna

Le projet d'aménagement dont nous voulions appréhender les effets territoriaux sur les enfants et les adolescents, dénommé officiellement « Projet place Lalla Yeddouna », revêt une dimension patrimoniale explicite sur le périmètre qu'il couvre, à savoir 7 000 m². Il visait la délocalisation d'environ 1 200 artisans dinandiers depuis leur emplacement historique dans la médina soit vers d'autres quartiers de cette même médina, soit vers Aïn Nokbi, une zone qui a accueilli la moitié d'entre eux (environ 600)⁶³. Il a donné lieu à des transformations radicales tant dans le quartier de départ que dans celui de relocalisation, et il fut l'occasion d'ouvrir le débat sur les effets des actions de patrimonialisation et, notamment, sur ceux, contradictoires et pernicieux, susceptibles de produire, à l'opposé de la valorisation patrimoniale, des processus de marginalisation spatiale et sociale.

La place Lalla Yeddouna, dans le quartier de Blida, est en effet l'une des rares places historiques de la médina et réunit plusieurs éléments symboliques de la ville⁶⁴. Le lieu comprenait aussi quatre *fondouks* [caravansérails], réunissant environ 120

⁶² Une présentation de la méthodologie mise en œuvre pour ce travail figure in Puttilli et al., 2016; pour la publication des photographies, se reporter à R. Giua (2018).

⁶³ Qu'ils soient des maîtres ou des apprentis, des propriétaires ou des locataires, les artisans concernés ont été indemnisés selon leur statut. Le montant des indemnisations a été établi à 1 080 000 DH (environ 100 000 euros) pour les maîtres propriétaires des unités artisanales et à 180 000 DH (environ 16 000 euros) pour les maîtres locataires. Ces sommes devaient leur permettre d'acquiescer un atelier dans le nouveau *fondouk* aménagé à Aïn Nokbi. Ils ont bénéficié en plus d'une somme de 7 000 DH, forfaitaire, correspondant aux frais de transport et de déménagement. Pour les simples artisans apprentis, il leur a été accordé 120 DH par jour (10 euros) pour une période de deux mois, estimée être celle de l'arrêt de leur activité. Le maximum à leur verser ne pouvait pas dépasser 30 000 DH.

⁶⁴ La valeur patrimoniale tient à la présence d'une fontaine célèbre – aujourd'hui hors d'usage – ornée de mosaïques, d'un mûrier, d'un moulin, d'un abattoir ainsi que d'un pont datant du xiv^e siècle, établi sur l'oued Al-Jawahir et assurant la liaison entre les deux grandes entités historiques de la médina de Fès, la rive des Andalous d'un côté et la rive Qarouyyine de l'autre. Le pont porte le nom de Bin Lamdoun (soit, en traduction littérale: « entre les deux villes »).

⁶¹ L'équipe de travail était composée de M. Idrissi Janati, R. Giua (photographe), R. Cattedra, M. Puttilli (Univ. Cagliari, puis après 2015 Univ. Florence) et L. Lachkar (en 2015, doctorante en géographie à l'Univ. Rabat).

ateliers d'artisans et de petits commerçants, ainsi qu'une dizaine de bâtiments dont certains sont d'une grande valeur architecturale. La mise en œuvre du projet a fait table rase de nombre d'édifices de cette place (démolition de 25 bâtiments regroupant environ 200 unités de production et de 10 logements), à l'emplacement desquels a été érigé un ensemble touristique regroupant restaurants, boutiques, cafés et divers services touristiques. Ce nouveau complexe a ainsi été greffé artificiellement dans un quartier qui est une sorte de « marge centrale » de la ville, déjà secoué, à l'instar de plusieurs autres quartiers de la médina, par plusieurs formes de vulnérabilité sociale et environnementale.

Le transfert des artisans dinandiers du quartier de Blida vers le site d'Aïn Nokbi a été exécuté au nom de la protection de l'environnement et de la lutte contre la pollution, celle de l'oued principalement. De fait, la pollution a été transférée sur le nouveau lieu de production, sans qu'aucune mesure n'ait été prise pour la prévenir ou en réduire les effets sur les artisans et sur les résidents. Aïn Nokbi souffre ainsi d'un manque patent d'équipements et d'infrastructures de base. L'état des lieux montre aujourd'hui un quartier d'habitat insalubre, fortement remanié par la délocalisation des activités de production, qui déposent sans traitement leurs déchets en bordure du cours d'eau traversant le quartier (une branche de l'oued Fès), ou qui les abandonnent à proximité même des ateliers. La nappe phréatique, à faible profondeur, est évidemment polluée. Le transfert des artisans a reconfiguré la texture territoriale et sociale d'Aïn Nokbi et a accentué sa vulnérabilité environnementale et sa fragilité sociale.

Ce projet est une véritable « opération patrimoniale importée » (Gravari-Barbas et Guichard-Anguis, 2003). Quand bien même ses concepteurs l'affichent comme « devant respecter le patrimoine, célébrer l'avenir », cet énoncé n'est rien d'autre qu'un slogan tant il est vrai qu'il s'agit principalement de récupérer du foncier en médina, notamment pour un usage touristique autorisant de nouvelles formes de profit. Ceci nous invite à nous interroger sur la façon dont les habitants perçoivent – et ressentent – les liens qui existent aujourd'hui entre aménagement urbain et action patrimoniale.

Dans cette optique, nous avons fait le choix de donner la parole à des collégiens et collégiennes, dont on entend rarement la parole, surtout sur ce qu'ils observent, ce qu'ils en disent et comment ils ressentent les transformations de leur environnement urbain et de la société dans laquelle ils vivent⁶⁵. La seconde spécificité de notre travail réside dans la manière adoptée pour faire advenir les récits de ces jeunes : une combinaison entre récit et photographie – dont nous exposons les principes et la méthode ci-après.

Méthodologie des ateliers géophotographiques

Pour mettre en œuvre la méthode que nous avons élaborée, la première opération a consisté à sélectionner les deux collèges auxquels appartiendraient les élèves avec lesquels nous mènerions l'expérience. Les deux séries d'ateliers⁶⁶ que nous avons appelés « géophotographiques » ont été réalisées en avril 2015 et ont regroupé un échantillon de 23 élèves, 15 filles et 8 garçons, âgés de 12 à 15 ans, tous issus de familles pauvres. Ils étaient scolarisés dans des collèges situés dans deux quartiers populaires emblématiques de Fès : le collège Allal Ben Abdallah à Blida, dans la médina de Fès, et le collège Belarbi El Alaoui, à Aïn Nokbi.

Les ateliers en question avaient pour but de mettre les collégiens dans des conditions favorables à leur expression et à la production de leurs connaissances propres, ainsi qu'à celles de leurs analyses des espaces concernés et de leurs transformations. Il est acquis depuis longtemps que le recours au langage de l'image, au récit et à tout ce que permettent des méthodes privilégiant l'échange et la participation fournit aux jeunes des possibilités inédites d'engagement et d'expression, en ce qu'elles leur ouvrent l'opportunité – tout particulièrement à ceux qui sont les plus sous-estimés, stigmatisés, censurés ou qui appartiennent à des minorités ou à des communautés marginalisées – de s'exprimer en utilisant leur propre langage, leurs propres expériences, leurs propres corps et imaginaires⁶⁷. C'est en cela que l'image et la photographie – considérées en tant qu'outils d'expression du soi – sont susceptibles de stimuler et de valoriser chez les adolescents l'autoréflexion et l'autoreprésentation des espaces de vie et du sens des lieux (Wee *et al.*, 2013), en favorisant par ailleurs l'épanouissement de la créativité individuelle et collective. La photographie traduit une « communication sociale » sur la ville (Lamizet et Sanson, 1998) ; un rapport à la ville, ou à un lieu, plus ou moins chargé de symboles et reflétant des messages, des sensations et des impressions vécues et/ou ressenties. La lecture de la ville (particulièrement celle des espaces de marge) qui peut s'effectuer à travers le récit photographique doit prendre acte de la double réalité matérielle et symbolique des faits spatiaux⁶⁸. Elle doit pointer le rôle de l'*idéal* et des images qui ont parfois une fonction identitaire dans la production des rapports sociaux et qui constituent un cadre et un support dans le rapport à un territoire.

Dans cette optique, nous avons privilégié la réalisation de « récits photographiques » : c'est-à-dire la production de récits individuels – dans un premier temps sous forme de textes, puis traduits en images – se focalisant sur les espaces du quotidien et leurs transformations, à la fois d'un point de vue matériel et d'un point de vue émotionnel. Il s'agissait de tenter de comprendre si et comment la vie de ces jeunes habitants avait été affectée par les transformations opérées – et opérant – dans les quartiers situés dans l'environnement des deux établissements scolaires sélectionnés. Il s'agissait ensuite de prendre en compte, comparativement, différences et

⁶⁵ Il ne s'agit pas ici d'inscrire explicitement ce travail dans le champ émergent des *Children* ou *Youth Geographies*, même en supposant que ce champ existe de façon autonome. Sur la question de savoir si les jeunes pourraient être considérés comme des acteurs qui participent à part entière aux processus de production spatiale et territoriale, voir Kallio et Häkli (2011) ; Burke *et al.* (2016).

⁶⁶ Soulignons que l'équipe marocaine a eu un rôle essentiel dans cette expérience. Elle s'est mobilisée pour obtenir les autorisations nécessaires, pour adapter le contenu du projet au contexte local et pour assurer la traduction.

⁶⁷ Voir, entre autres, Piper et Frankham (2007), Griebling *et al.* (2013), Harris *et al.* (2015).

⁶⁸ Se reporter sur ce point, par exemple, à Raffestin (1986), Di Méo (1991, 1996), Di Méo et Buléon (2005).

similitudes dans les modes de vie et de pratique de l'espace dans ces deux contextes urbains. Notre hypothèse fondatrice était que les récits géophotographiques produits à partir des réalisations individuelles des collégiens étaient susceptibles de nous aider, du fait de leur spontanéité, de leur capacité à révéler les imaginaires à l'œuvre et à dépasser les clichés et préjugés, à interpréter de leur point de vue les processus de territorialisation en actes consécutifs à cette opération d'urbanisme. Ils pouvaient nous permettre de faire ressortir des aspects inédits – à tout le moins peu visibles d'emblée – de ces processus.

La mise en place du projet s'est effectuée en deux grandes étapes, chacune subdivisée en deux séquences. La première étape a été celle de la préparation ; elle a consisté, dans un premier temps, en une présentation du projet dans chaque collège, en articulation avec l'enseignement de la géographie, et a insisté sur la valeur de l'image pour la connaissance des lieux, proches et lointains ; dans un second temps, des exemples de transposition d'un récit personnel en images ont été présentés aux élèves. La seconde étape a consisté d'abord à donner à chaque collégien un petit appareil photométrique et à en expliquer le maniement⁶⁹ ; il leur a été expliqué qu'ils pouvaient réaliser jusqu'à 50 photographies, mais que le but n'était pas la production de « belles » images, esthétiquement parlant. Ensuite, les photographies ayant été récupérées auprès de chaque élève, un atelier de restitution a été organisé au cours duquel les clichés ont été sélectionnés, avec comme principal critère leur cohérence avec la trame du récit de départ. Enfin, une deuxième sélection a débouché sur un récit collectif.

Après un travail d'analyse des matériaux recueillis, une production multimédia a été réalisée au cours de l'été 2016, privilégiant le récit collectif et proposant une comparaison des réalisations des deux groupes de collégiens. Ainsi, deux vidéos ont été produites, l'une à caractère méthodologique, l'autre axée sur la mise en cohérence à des fins comparatives des parcours photographiques des jeunes habitants. Ces vidéos ont été montées en combinant les récits photographiques des collégiens, les voix et les sons enregistrés par des vidéos réalisées par certains d'entre eux, les enregistrements audio effectués par les chercheurs au cours des ateliers et, enfin, les textes rédigés par les élèves⁷⁰.

Les représentations des collégiens : sensibilité, attachement aux lieux et clairvoyance

Le travail des collégiens a fait émerger plusieurs thématiques, dont les principales sont les suivantes : les transformations en cours des deux quartiers, la vulnérabilité et la précarité de certains lieux de vie, y compris la pollution et la dégradation environnementale ; les conditions de travail et les processus de la production industrielle ; la beauté du patrimoine architectural ainsi que les savoir-faire « immatériels », les compétences et la dextérité des artisans dans la fabrication

artisanale et artistique locale. Ces grands thèmes donnent lieu à de véritables parcours visuels qui proposent ce qu'on pourrait considérer comme des « géographies du quotidien de la marge ». Ces tableaux sociaux témoignent de différents niveaux de significations, de sensibilités et de prise de conscience de la part des jeunes élèves, dans leur rôle de témoins et d'habitants-citoyens à part entière, capables de mettre en exergue leur propre subjectivité d'êtres singuliers par rapport à leurs espaces vécus, perçus et représentés. Pour Chaïmae (14 ans, collègue Allal Ben Abdallah), par exemple, réaliser ce récit par la photographie l'a conduite à « voir les choses avec un regard différent ». La dimension comparative des récits individuels élaborés dans les deux contextes choisis montre un large éventail d'émotions et d'imaginaires chez les élèves, qui sont dans une forte tension entre la patrimonialisation et la marginalisation. Ces deux processus, tant à l'échelle du quartier Blida qu'à celle d'Aïn Nokbi, semblent caractériser les effets combinés de l'opération Lalla Yeddouna/déplacement des artisans.

L'analyse sémiotique et textuelle des corpus de photographies et de témoignages écrits et oraux que nous avons collectés, et dont nous ne présentons ci-dessous qu'un bref aperçu, montre que les représentations des espaces de vie des élèves suscitent chez eux à la fois peurs et fascinations ; autrement dit, elles sont l'expression d'une manière d'être qui se situe entre « naïveté et subversion » (Pellizer, 2003). Si l'on reproduit les paroles que ces jeunes prononcent, on repère aisément des jugements dichotomiques, qui évoquent à la fois des défauts et des qualités, des frustrations et de l'espoir, de l'amour et de la répulsion, de l'émerveillement et du désenchantement. Les espaces des quartiers sont racontés par les jeunes collégiens au prisme de la « dimension populaire » (*chabiyya* (شعبية) et de la « misère » (فقر) qui les caractérisent, de l'« anarchie » (عشوائية) et de l'« insalubrité » (غير لائق), de la « pollution » (تلوث) et du « danger » (خطر). Mais, dans le même temps, ces témoignages évoquent l'importance de la socialisation dans les espaces communautaires, la « splendeur » (عظمة) de l'architecture ancienne, l'attachement au quartier, la « beauté » (جمالية) de certains lieux et espaces de vie, ainsi que celle des objets de la production artisanale, la fierté qui procède du fait de vivre dans un contexte où l'on retrouve le « patrimoine d'une civilisation » (تراث حضارة).

Dans les deux quartiers étudiés, le rapport entre espaces publics et espaces privés s'exprime différemment. En médina, un grand nombre de photographies renvoie aux travaux de réaménagement en cours de la place Lalla Yeddouna. Ce sont surtout les grillages, les panneaux d'information sur le projet, les ouvriers et les engins de chantier (dont les grues et les bulldozers) qui attirent l'attention. Du fait de leur caractère inhabituel, ces travaux suscitent de la curiosité et de l'étonnement chez les élèves et les amènent à s'interroger sur ce qui se passe derrière les clôtures et sur la raison pour laquelle ces ouvriers et ces « grosses machines » sont là. Dans ces cas-là, les photographies constituent une manifestation de prise de conscience, qui permet à leurs auteurs de rendre concrètes leurs représentations personnelles, en particulier celles qui sont liées aux transformations profondes que connaît leur quartier :

Chaque jour, sur mon chemin vers mon école, je vois des ouvriers en train de border Lalla Yeddouna par des grillages et clôtures. On entend beaucoup de bruit. Est-ce qu'ils vont construire quelque chose ? [...] Ils ont détruit beaucoup de maisons à Lalla Yeddouna. Mais je ne sais pas pourquoi ! (Nihad, 13 ans, Blid)

⁶⁹ La grande majorité des élèves concernés, mais plus particulièrement ceux scolarisés au collège d'Aïn Nokbi, n'avaient jamais utilisé auparavant un appareil photographique.

⁷⁰ Ces vidéos, intitulées *Expériences de la marge. Récit géophotographique des collégiens de Fès. Ateliers 2015*, sont visibles sur les sites du programme ANR Marges et <https://webdoc.unica.it>.

Figure 1.11 Travaux de réaménagement de la place Lalla Yeddouna et de dépollution de l'oued (Fès)



Cliché : Nihad, 13 ans, quartier de Blida.

Figure 1.12 Jeux d'enfants sous les échafaudages de maisons menaçant ruine, quartier de Blida (Fès)



Cliché : Zineb, 13 ans, quartier de Blida

Chaque matin, je monte sur le toit de notre maison pour donner de la nourriture aux pigeons que j'éleve. De ce toit, je vois les travaux à Lalla Yeddouna. Je vois des engins et une grande machine [i.e. grue ou bulldozer]. Ils sont en train de démolir des maisons et des fondouks. Ils sont aussi en train de dépolluer l'oued. Espérons qu'il devienne beau! (Redouan, 15 ans, Blida)

À Aïn Nokbi, c'est surtout l'édification du nouveau quartier artisanal suite à l'installation des dinandiers transférés de la médina qui constitue l'objet principal des récits photographiques des élèves. Selon eux, les effets négatifs sur l'environnement qui découlent de ce déplacement doivent être contrebalancés par les retombées positives, tant du point de vue économique que « patrimonial ». Pour ces enfants, la délocalisation des artisans crée des opportunités économiques, en offrant des possibilités d'emplois, lesquels, même s'ils sont sous-payés, sont la garantie pour les bénéficiaires de disposer d'un revenu régulier. Il convient à ce propos de noter que les habitants du quartier ont donné à la zone où les artisans ont été réinstallés le nom de l'une des places symboliques de la médina : la place Seffarine (place des Chaudronniers, l'une des filières de la dinanderie). On peut voir dans cette appellation une sorte de « compromis patrimonial », au sens que lui donne le cofondateur en 1992 de l'association Patrimoine sans frontière, F. Edelman (2003, p. 5). Malgré cela, les élèves sont lucides sur la réalité des mauvaises conditions de travail dans les nouveaux ateliers et les photos qu'ils ont réalisées montrent sans détour des lieux de travail insalubres, étroits, bruyants, encombrés d'ouvriers et d'apprentis, où travaillent dans une réelle promiscuité des hommes, des femmes et des adolescents⁷¹.

⁷¹ Sur l'une des photos, que nous n'avons pas reproduite ici, on peut même apercevoir une poussette avec un bébé.

Je passe mon temps au nouveau quartier industriel d'Aïn Nokbi; un quartier [hay] qui s'appelle Charba [ruisseau]. Je regarde chaque jour des ouvriers et des ouvrières marcher vers leur lieu de travail, ou ce qu'on appelle Seffarine; à sa proximité immédiate [de ce lieu], il y a des populations 'achouaiyyines [anarchiques, au sens de clandestines, سكان عشوائيين] et un habitat insalubre [sakan ghayr laaiq, سكن غير لائق]. Il y a aussi une décharge sauvage [mazbala مزبلة] qui est source de beaucoup de pollutions. Il y a aussi la tannerie qui provoque la pollution de l'oued, que l'on appelle oued des égouts [الواد الحار], et qui est source de dangers pour la population riveraine. (Oumayma, 15 ans, Aïn Nokbi)

Hay Aïn Nokbi est une ville liée à une civilisation ancienne et authentique. Parmi les étapes qu'a connues Aïn Nokbi, il y a l'arrivée de beaucoup d'artisans qui ont immigré de la médina et qui travaillent dans la dinanderie, l'argenterie, le cuir et la poterie. Ce sont des activités liées à l'ancienne et authentique civilisation. Autre chose importante: on trouve beaucoup de femmes et d'hommes qui travaillent dans ces activités. Ils gagnent 50 ou 52 dirhams par jour. Mais ces usines provoquent une pollution de l'environnement et de l'air. (Yousra, 12 ans, Aïn Nokbi)

En Médina, quelques élèves, comme Ayoub et Zineb, ont mis en parallèle, à travers leurs photos, les habitations dégradées ou les maisons menaçant ruine avec les monuments restaurés pour les touristes qui viennent prendre des photos, et ils ne cachent pas leurs craintes.

Fès l'ancienne [فاس العتيقة] est la plus importante ville du patrimoine et de la science. Elle est le patrimoine d'une civilisation [تراث حضارة]. Mais la population de Fès risque un grand danger: l'effondrement des maisons. Il y a des gens [i.e. : les responsables] qui viennent voir, prendre des photos; mais ils ne font rien pour sauvegarder ces maisons. Ce sont des criminels. J'ai peur que notre maison s'effondre un jour. Que Dieu soit avec nous! (Ayoub, 14 ans, quartier de Blida)

Émerveillés par les produits et objets artisanaux ou artistiques, à forte valeur patrimoniale et historique, les élèves des deux quartiers n'ont pas manqué d'exprimer leur « espoir » de voir les transformations en cours aboutir à quelque chose de « beau » :

Aujourd'hui, cette tannerie est en cours de restauration. J'espère qu'elle deviendra plus belle qu'auparavant. (Chaïmae, 14 ans, quartier de Blida)

Les activités artisanales de la dinanderie, de la poterie et du cuir sont arrivées à notre hay, Aïn Nokbi. Ce sont de belles activités à travers lesquelles l'artisan exprime son art artisanal. L'artisanat est beau. J'aime le voir. Tous ces produits de la poterie et de la dinanderie sont beaux. J'aime les voir dans notre cuisine. (Salma, 12 ans, Aïn Nokbi)

Les images prises par les enfants sont très souvent à la recherche de la beauté à travers la couleur. Les photos de la tannerie de Chouara (où travaille un certain nombre de parents des élèves de Blida) ou celles qui montrent les peaux séchées au soleil, ou

Figure 1.13 Un riad en médina de Fès

Cliché: Zineb, 13 ans, quartier de Blida.

encore celles des objets en céramique peinte à la main, de ceux fabriqués en métal ou en d'autres matières, comme les bijoux, mais aussi à travers le récit du processus de production artisanale (de la matière première au produit fini), les variations chromatiques font émerger une palette de couleurs infinie: du blanc aux rouges, des jaunes à l'ocre, aux bleus... La fierté de leur propre patrimoine (les grandes mosquées, les mausolées, les grandes demeures) constitue également un élément intériorisé par les jeunes élèves [Figure 1.13].

Hier, je suis allé à la mosquée Qaraouiyyine. Je suis revenu chez moi en pensant aux architectes et aux artisans qui ont construit ce monument splendide.
(Mohamed, 12 ans, quartier de Blida)

Dans le collège d'Aïn Nokbi qui, comme on l'a évoqué, s'insère dans un ensemble d'habitats et d'activités fortement dégradés, le regard des élèves se pose aussi sur la sphère intime et familiale, à savoir celle des espaces domestiques et des lieux de travail des parents. Les histoires racontées s'arrêtent de manière minutieuse sur les différentes phases de la production et de la décoration artisanale de la céramique, du cuivre ou du laiton. Leur manière de cadrer les photographies, en focalisant sur les gestes et les décors, arrive à saisir et à exprimer l'harmonie et la grâce d'une beauté artistique qui contraste nettement avec la laideur de certains milieux de travail.

Figure 1.14 Ordures dans une rue d'Aïn Nokbi (Fès)

Cliché: Nihad, 13 ans, quartier de Blida.

Figure 1.15 Corvée d'eau à Aïn Nokbi (Fès)

Cliché: Zineb, 13 ans, quartier de Blida

Les espaces extérieurs sont généralement perçus comme dégradés et montrent des conditions d'insécurité psychologique et environnementale: ils témoignent, consciemment, de la présence des ordures dans les rues et jusqu'à proximité des habitations du quartier [Figure 1.14]. L'absence de services de base, comme l'eau courante, est également bien restituée par de petits reportages, tel celui qui montre la corvée d'eau autour d'une fontaine, située à proximité d'un bidonville [Figure 1.15], dont l'existence, déjà ancienne, est due à une opération antérieure (années 1960-1970) ayant abouti au transfert des potiers. Il est envisageable, cependant, que l'opération menée sur la place Lalla Yaddouna ait favorisé l'extension de ce bidonville et l'apparition de nouvelles constructions insalubres en dur. Ces témoignages confortent ainsi l'une des hypothèses principales du programme ANR Marges, à savoir que, dans l'actuel contexte international du capitalisme néolibéral, toute intervention plus ou moins programmée sur une marge est susceptible d'en reproduire une autre ailleurs.

Dans ma vie quotidienne à Aïn Nokbi, je vis une vie pleine de plaisir. Je passe des jours agréables. Je sens la tranquillité. Il y a la montagne et de la verdure. Le paysage est beau. À Aïn Nokbi, les gens font une seule famille. Il y a aussi des artisans. Mais la santé de l'homme et de l'animal commence à se dégrader à cause des usines de la dinanderie qui polluent l'environnement et l'air, car ces usines utilisent des produits toxiques dangereux. Chaque jour, moi et mon amie, nous discutons de ces usines et de cette pollution à Aïn Nokbi. (Khadija, 15 ans, Aïn Nokbi)

Malgré les problèmes de pollution que provoquent les usines de Seffarine et la tannerie, j'aime mon quartier [Aïn Nokbi]. Il est beau. (Majda, 13 ans, Aïn Nokbi)

J'habite à Hay Aïn Nokbi à côté duquel se trouve le quartier industriel nommé Seffarine. Il y a beaucoup de femmes qui travaillent à Seffarine. Mais je ne sais pas ce qu'elles font. C'est sale là-bas. L'air est pollué et l'odeur est mauvaise. Nous respirons un air pollué à cause de Seffarine. Il y a aussi beaucoup de déchets car les ouvriers

Figure 1.16 Mosaique murale dans un atelier de poterie à Aïn Nokbi (Fès)



Cliché : Bilal, 14 ans, Aïn Nokbi.

chargés de ramasser les déchets ne veulent pas venir à Aïn Nokbi. Notre quartier n'est pas propre. [...] Il y a aussi des maisons 'achouaiyya [anarchiques, بيوت عشوائية]. Et moi, je n'aime pas cette pollution, car cela donne une image négative par rapport à d'autres quartiers de Fès. (Fatima Zahra, 14 ans, Aïn Nokbi)

En fin de compte, pour les jeunes habitants des deux quartiers, les raisons données par les autorités pour justifier le déplacement des dinandiers, à savoir la pollution qu'ils occasionnaient dans le quartier Blida, ne sont pas acceptables. Elles s'apparenteraient plutôt à un prétexte. Les justifications qu'en donnent leurs initiateurs et décideurs, à savoir que, à l'échelle de Fès, le quartier populaire de Blida et la marge urbaine de Aïn Nokbi sont entrés dans une quasi-compétition en ce qui concerne l'appareil patrimonial-touristique et les équipements artisanaux-industriels, exprimeraient plutôt, métaphoriquement parlant, le passage à une (autre) dimension patrimoniale, qui serait toutefois différente d'un lieu à un autre : comme si l'imaginaire patrimonial de la médina s'était transplanté, hors les remparts, à Aïn Nokbi [Figure 1.16].

Ces images et ces récits produits par les collégiens sont révélateurs de « géographies cachées ou invisibles » qu'il aurait été difficile d'observer – si ce n'est impossible – à travers des démarches d'investigation sociale plus conventionnelles et plus « détachées » du terrain et de ses habitants. C'est la dimension poétique, créative et d'extrême liberté des récits qui nous semble en effet ici primer. Jeunes adolescents, souvent investis prématurément de responsabilités quotidiennes, comme le seraient de

petits adultes, mais qui gardent encore leur part de liberté, ils montrent une capacité à rebondir, à la fois joyeusement et avec application, dans la complexité du réel, tout en gardant la dignité de leur propre histoire individuelle et la conscience d'appartenir à un lieu et à une communauté.

3. Conclusion

Explorer la marge urbaine au prisme des représentations discursives et de celles exprimées par l'image a conduit à nous interroger sur les conditions symboliques de son apparition, en cherchant à déconstruire et à décrypter les processus qui, de l'extérieur et de l'intérieur de la marge, fabriquent les valeurs culturelles qui la signifient, tant au sens général que dans leurs sociétés respectives (Vant, 1986). Une telle perspective découle en droite ligne du postulat selon lequel l'imaginaire géographique est au cœur des rapports que les sociétés entretiennent avec leurs espaces.

Sur le plan discursif, la sémantique de la marge, au-delà de ce qui se rapporte à sa localisation géographique, montre de manière contradictoire les effets pervers de la stigmatisation de lieux et de populations par le biais des dénominations qui les désignent. Du point de vue des représentations verbales (que notre étude a mobilisées et combinées, selon les cas, d'après l'arabe, le français, l'amazigh, la darija maroco-algérienne, l'italien, l'anglais, l'espagnol, le catalan, l'andalous, le turc), nous soulignons le fait que le langage ordonne, structure, classe, divise et informe l'espace. Ainsi, la marge existe parce qu'elle est nommée dans divers registres et par toute une série de mots, de toponymes, de désignations qui réfèrent à sa condition de marginalité et de marginalisation, d'espace répulsif et d'exclusion (renvoyant aux idées de pauvreté, de dégradation, de précarité, de délinquance, d'illégalité...). Cette sémantique construit la marge comme problème, en écartant toute potentialité de ressource. En un mot se réalise ainsi le marquage d'une a-normalité ou, si l'on veut, d'une sur-normalité.

En fin de compte, ce que donnent à comprendre les mots désignant les lieux que nous avons repérés, et ce, quels qu'en soient les contextes d'énonciation et de diffusion au Sud et au Nord de la Méditerranée, ainsi que des conflits sémantiques qui s'engendrent dans le temps, ce sont des classements symboliques et des catégorisations souvent arbitraires des espaces et/ou des populations, à partir desquels s'institue la marge même. Cela n'est pas sans rappeler toute la portée politique de ce que P. Bourdieu (1979) a appelé les « luttes de classement », lesquelles permettent de saisir, si l'on suit J.-C. Depaule et C. Topalov (1996), « les classements des acteurs, dans toute leur variété, comme un aspect de la "réalité" elle-même ».

Ainsi la marge, saisie de « l'intérieur » par le biais des paroles et des images des habitants est également espace de résistance contre la mauvaise réputation, voire espace de subversion ou de revendication sociale et politique : les dénominations s'avèrent alors comme des révélateurs ou des opérateurs sensibles d'un fait de détournement de la stigmatisation. Dans ce cas, la marge se révèle comme étant à la fois un espace

d'appartenance et un espace ressource, voire un espace d'autonomie normative et politique par rapport au pouvoir, comme c'est le cas de Sahrij Gnaoua à Fès. L'exemple de ce quartier montre que les changements d'ordre idéologique en cours, qui réorientent le phénomène des appartenances – comme dans d'autres contextes du Sud méditerranéen –, sont à la base de recompositions complexes et dynamiques des registres de dénomination et de catégorisation de fragments urbains, rendant compte par exemple de replis identitaires, y compris de radicalisation à connotation politico-religieuse.

Sur le plan plus proprement méthodologique, les ouvertures proposées dans le cadre des recherches à Sant'Elia (Cagliari) et dans deux autres « quartiers-marges » de Fès ont tenté de laisser parler les émotions de celles et de ceux qui ont été les acteurs de ce travail d'observation partagée (habitants et chercheurs) : nous avons voulu dans ces cas privilégier une démarche « légère » et flexible du récit, parce que nous considérons comme essentiel le rôle de la subjectivité dans la connaissance. À Sant'Elia (Cagliari), pour les habitants ayant participé au projet, le lieu de vie est perçu et représenté comme un « destin » duquel ils ne peuvent se soustraire : si quelqu'un y est né, y habite depuis toujours ou y est arrivé parce que la vie l'a mené là, le lieu finit par lui coller à la peau, constituant un élément indissociable de l'identité personnelle. Le quartier populaire devient alors un signe de distinction tout autant qu'un lieu d'appartenance et d'identification (Wacquant, 2008). Quant à l'expérience réalisée à Fès, qui consiste à explorer la spatialité des enfants et adolescents à travers l'expression photographique que chacun d'eux ou d'elles en fournit, elle offre un éclairage renouvelé sur les modalités à travers lesquelles les structures sociales contribuent à former les identités individuelles et collectives. Elle permet aussi, et simultanément, d'affiner notre compréhension de la façon dont s'effectue, dans l'espace et dans le temps, la reproduction sociale des divisions et des inégalités de classe, de genre, de race, de conditions qui marquent la société des marges.

Sitographie spécifique au chapitre

- Association Sant'Elia Viva
<https://www.facebook.com/Associazione-culturale-santelia-viva-150410265125183>
- Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), Atlas des ZUS
<http://sig.ville.gouv.fr/atlas/ZUS>
- Programme ANR Marges
<https://marges.hypotheses.org>
- Vidéo : *Expérience de la marge. Récit géophotographique des collégiens de Fès. Ateliers* (2015)
Coord. : M. Idrissi Janati et R. Giua ; avec la coll. de R. Cattedra, L. Lachkar et M. Puttilli
Montage : F. Tomba
<https://marges.hypotheses.org/videos>
- Webdoc Sant'Elia : *Sant'Elia. Frammenti di uno spazio quotidiano* (2017)
Sous la dir. de M. Memoli, C. Jampaglia, B. Chiravalloti et S. Aru (Université de Cagliari)
<http://webdoc.unica.it/santelia/index.php>

Film

- *Murat. Le Géographe / Murat. The Geographer* (2015). Film de recherche expérimentale.
Conception : M. Memoli et F. Governa ; avec la coll. de E. Rosa, C. Jampaglia et R. Cattedra.

Direction : S. Pellicchia. Réalisé dans le cadre du programme ANR Marges et du projet *Giustizia Spaziale e sistemi territoriali mediterranei. Politiche urbane, pratiche sociali, mobilità*

Articles de presse

- S. Belaala, « Misère et djihad au Maroc », *Le Monde diplomatique*, novembre 2004
- M. Belfodil, « Éradication de l'habitat précaire à Alger. L'état des lieux de la débidonvillisation », *El Watan*, 17 décembre 2015
- D. Benhima, « Chichane : le quartier oublié », *Aujourd'hui le Maroc*, 12 février 2012
- F. Iraqui, « À Sidi Moumen, d'où viennent les kamikazes ? » *Le Journal hebdomadaire*, repris dans *Courrier international*, n° 658, 12-15 juin 2003

Bibliographie

- ABOUHANI, A. (1999a), « Médiation notabiliaire et gestion des conflits liés au logement au Maroc », in SIGNOLES, P., EL KADI, G. et SIDI BOUMEDINE, R. (dir.), *L'Urbain dans le Monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*, Paris, CNRS éd., p. 259-274.
- ABOUHANI, A. (1999b), *Pouvoirs, villes et notabilités locales : quand les notables font les villes*, Rabat/Tours, Urbama.
- ABOUHANI, A. (2011), *Gouverner les périphéries urbaines. De la gestion notabiliaire à la gouvernance urbaine au Maroc*, Paris/Rabat, L'Harmattan/INAU.
- ABU-LUGHOD, J. (1980), *Rabat. Urban Apartheid in Morocco*, Princeton, Princeton University Press.
- ACT CONSULTANTS (2001), *Tunisie. Évaluation des programmes de réhabilitation urbaine*, étude réalisée par F. KRAIEM pour le compte de la Banque mondiale et de Cities Alliance, Tunis.
- ADAM, A. (1972), *Casablanca, essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident*, Paris, CNRS éd., 2 tomes.
- ADLY, H. (2014), « La vieille ville du Caire à l'épreuve du patrimoine : quelle réception sociale à la "revitalisation" des marges urbaines ? », in SEMMOUD, N., FLORIN, B., LEGROS, O. et TROIN, F. (dir.), *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, coll. « Villes et Territoires », p. 233-257.
- AGENCE URBAINE ET DE SAUVEGARDE DE FÈS (2004), *Sahrij Gnaoua : problématique de reconversion d'un quartier d'habitat insalubre aux portes de la Médina de Fès*, Rapport [inédit].
- AGIER, M. (1999), *L'Invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*, Amsterdam, Archives contemporaines.
- AGIER, M. (2002), *Au bord du monde, les réfugiés*, Paris, Flammarion.
- AGIER, M. (2013), *Campement urbain. Du refuge naît le ghetto*, Paris, Payot.
- AGIER, M. (2014), *Un Monde de camps*, Paris, La Découverte.
- AGIER, M. (2015), *Anthropologie de la ville*, Paris, PUF.
- ALLAIN-EL MANSOURI, B. (2001), *L'Eau et la ville au Maroc. Rabat-Salé et sa périphérie*, Paris, L'Harmattan, coll. « Villes et entreprises ».
- ALLAL, A. (2010), « Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008) », *Politique africaine*, n° 117, p. 107-125.
- ALLAL, A. et PIERRET, T. (dir.) (2013), *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Colin, coll. « Recherches ».
- ALVISO-MARINO, A. (2013), « Soutenir la mobilisation politique par l'image. Photographie contestataire au Yémen », *Participations*, n° 7, p. 47-71.
- AMEUR, M. (1993), *Fès... ou l'obsession du foncier*, Tours, Publications d'Urbama, Fascicule de recherches n° 25.
- AMEUR, M. (1998), « Le déguerpissement des bidonvilles à Fès : un aménagement qui produit son négatif », *Les Cahiers d'Urbama*, n° 14, p. 23-36.

- AMEUR, M., FILALI BELHAJ, A. et LARAICHI BÉDOUI, N. (1997), *Développement urbain et dynamiques associatives : rôle des amicales dans la gestion des quartiers urbains*, Rabat, Agence de lutte contre l'habitat insalubre.
- AMIN, S. (2009), *Sur la crise: Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise*, Paris, Le Temps des cerises.
- ANDERSON, B. (1996), *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte.
- ANDERSON, N. (1973 [1923]), *Le Hobo: sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan.
- ANGLADE, M.-P. (2015), *Casablanca, « une ville à l'envers ». Urbanités métropolitaines au prisme de la marginalité sociale au Maroc*, Thèse de doctorat en géographie, sous la dir. de N. SEMMOUD et A. DEBOULET, Université François-Rabelais de Tours.
- ARBORIO, A.-M. et FOURNIER, P. (1999), *L'Enquête et ses méthodes: l'observation directe*, Paris, Nathan.
- ARRIF, A. (1991), *Pour une anthropologie appliquée d'une mutation résidentielle: le cas de Hay Moulay Rachid*. Thèse de doctorat en anthropologie, sous la dir. de B. ÉTIENNE, Université de Provence.
- ARU, S., MEMOLI, M. et PUTTILLI, M. (2015), « Metodi visuali e ricerca geografica. Il caso di Sant'Elia a Cagliari », *Semestrare di Studi e Ricerche di Geografia*, II, p. 161-166.
- ARU, S., MEMOLI, M. et PUTTILLI, M. (2016), « Fotografando Sant'Elia. Sperimentazioni visuali della marginalità urbana », *Rivista Geografica Italiana*, 4, p. 383-400.
- ARU, S., MEMOLI, M. et PUTTILLI, M. (2017), « The margins 'in-between'. A case of multimodal ethnography », *City, analysis of urban trends, culture, theory, policy, action*, vol. 21, 2, p. 151-163.
- ARU, S., JAMPAGLIA, C., MEMOLI, M. et PUTTILLI, M. (2018), *L'emozione di uno spazio quotidiano. Parole, racconti, immagini di Sant'Elia-Cagliari*, Ombre Corte, Vérone.
- AUTHIER, J.-Y., BACQUÉ, M.-H. et GUÉRIN-PACE, F. (dir.) (2007), *Le Quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches ».
- AUYERO, J. (2011), « Researching the urban margins: what can the United States learn from Latin America and vice versa? », *City & Community*, n° 10-4, p. 431-436.
- AYARI, M.B. (2011), « Non, les révolutions tunisienne et égyptienne ne sont pas des "révolutions 2.0" », *Mouvements*, vol. 66, n° 2, p. 56-61.
- BACHELARD, G. (1957), *La Poétique de l'espace*, Paris, PUF.
- BACQUÉ, M.-H. et BIEWENER, C. (2013), *L'Empowerment, une pratique émancipatrice?* Paris, La Découverte, coll. « Poche ».
- BACQUÉ, M.-H. et FOL, S. (2005), « Ségrégation et politiques de mixité sociale aux États-Unis. Au regard de quelques programmes de déségrégation », in *Mixités sociales, Informations sociales*, 5, n° 125, p. 82-93.
- BADIE, B. (1986), *Les Deux États. Pouvoir et société en Occident et en terre d'Islam*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique ».
- BAJOURI, N. (2010), « Le politiquement autre. Acteurs en scène à la périphérie de Casablanca », in TOZY, M. (dir.), *Élections au Maroc: entre partis et notables (2007-2009)*, Casablanca, Centre marocain des sciences sociales et Fondation Konrad Adenauer, p. 161-197.
- BAJOURI, N. (2015), « Contribution(s) » à l'ouvrage coordonné par IRAKI, A., *Mobilisations collectives et mouvement associatif dans les quartiers insalubres, quels changements avec l'INDH?*, Rabat, Observatoire national du développement humain, Institut national d'aménagement et d'urbanisme (INAU), Nations unies [rapport en attente de publication].
- BALIBAR, É. (2012), *La Proposition de l'égalité*, Paris, PUF, coll. « Actuel Marx Confrontations ».
- BANQUE MONDIALE, CITIES ALLIANCE (2003), *Maroc. Évaluation des programmes de résorption de l'habitat insalubre*, Washington, Rabat [consultant: D. BENJELLOUN].
- BAREL, Y. (1990), « Le grand intégrateur », *Connexions*, n° 56.
- BARTHEL, P.-A. (2009), « Grand Caire 2050: nouvelle stratégie métropolitaine », *Urbanisme*, n° 369, p. 60-64.
- BARTHEL, P.-A. et JAGLIN, S. (dir.) (2013), *Quartiers informels d'un monde arabe en transition. Réflexions et perspectives pour l'action urbaine*, Paris, AFD, série « Conférences et Séminaires ».
- BARTHES, R. (1964), *Essais critiques*, Paris, Seuil.
- BAYAT, A. (1997), « Un-civil society: the politics of the 'informal people' », *Third World Quarterly*, vol. 18, 1, p. 53-72.
- BAYAT, A. (2010), *Life as Politics. How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford, Stanford University Press [2nd ed.].
- BÉDARD, M., AUGUSTIN, J.-P. et DESNOILLES, R. (dir.) (2011), *L'Imaginaire géographique. Perspectives, pratiques et devenir*, Québec, Presses de l'Université de Québec.
- BELARBI, W. (2011), *Mobilisations des habitants et régulations territoriales dans la périphérie sud de Casablanca. Le cas de la commune de Lahraouiyine*, Thèse de doctorat en géographie, sous la dir. d'A. ABOUHANI, Faculté des lettres et sciences humaines de Rabat, École nationale d'architecture.
- BELARBI, W. (2015), « Les mobilisations sociales dans les territoires périphériques de Casablanca pendant les années 1990 », *L'Année du Maghreb*, n° 12 (Villes et urbanités au Maghreb), p. 137-153.
- BELGUIDOU, S. et PLIEZ, O. (dir.) (2015), « Made in China. Commerce transnational et espaces urbains autour de la Méditerranée », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 26.
- BELLACHAB, A. et GALATANU, O. (2012), « La violence verbale: représentation sémantique, typologie et mécanismes discursifs », *Signes, Discours et Sociétés*, n° 9.
- BELLAMINE, M. (2012), « Contribution » au rapport de recherche coordonné par IRAKI, A., *Mobilisations collectives, mouvement associatif et procédures de mise en œuvre de l'INDH dans les quartiers cibles*, Rabat, Observatoire national du développement humain, INAU, Nations unies.
- BELLAMINE, M. (2015), « Contribution(s) » à l'ouvrage coordonné par IRAKI, A., *Mobilisations collectives et mouvement associatif dans les quartiers insalubres, quels changements avec l'INDH?*, Rabat, Observatoire national du développement humain, INAU, Nations unies [rapport en attente de publication].
- BEN AMOR, R. (2011), *Les Formes élémentaires du lien social en Tunisie. De l'entraide à la reconnaissance*, Paris/Tunis, L'Harmattan/IRMC.
- BEN AMOR, R. (2015), « Le rapport au quartier entre attachement et ouverture sur l'espace urbain », in LAMLOUM, O. et BEN ZINA, M.A. (dir.), *Les Jeunes de douar Hicher et d'Ettadhamen. Enquête sociologique*, Tunis, Arabesque et International Alert, p. 21-43.
- BEN AMOR, R. (2016), « Le "processus révolutionnaire" en Tunisie: de la protestation à la consécration de la citoyenneté? Regards à partir de travaux empiriques », *Social Science Information*, vol. 55-4 (Actes du symposium *Transition to Democracy in Tunisia*), p. 461-478.
- BEN JELLOUL, M. (2014), « Contestations collectives et soulèvement du 17 décembre 2010. La révolte des quartiers populaires de Sidi Bouzid (Tunisie). Enjeux et stratégies des acteurs », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 22, p. 71-115.
- BEN JELLOUL, M. (2015), « Lotissements clandestins et accaparement frauduleux des domaines de l'État à la Corniche de Bizerte: acteurs, enjeux et dimension territoriale », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 27, p. 105-123.
- BEN JELLOUL, M. (2017), *Le Foncier urbain en Tunisie. Processus de production et politiques publiques*, Tunis, Centre de publication universitaire et Unité de recherche « Régionalisation et développement régional et urbain ».
- BEN OTHMAN, H. (2014), voir à RÉPUBLIQUE TUNISIENNE, MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (2014b).

- BEN OTHMAN, H. (2017), *Action publique et projet urbain dans le Grand Tunis. Politiques, acteurs et enjeux Cas des projets Ennasr II et Ain Zaghouan de l'AFH*, Thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, sous la dir. de P. SIGNOLES, École nationale d'architecture et d'urbanisme, Université de Carthage.
- BEN OTHMANE, I. et STADNICKI, R. (2015), « Le Caire, ville rebelle ? Recomposition de l'action urbaine après l'épisode révolutionnaire », *Multitudes*, n° 60.
- BENACH, N. et TELLO, R. (2014), « Des espaces-réserve versus des espaces de résistances », in SEMMOUD, N., FLORIN, B., LEGROS, O. et TROIN, F. (dir.), *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, coll. « Villes et Territoires », p. 61-81.
- BENNAFLA, K. (2016), « Le commerce transnational "informel", vecteur d'une nouvelle hiérarchie de lieux. L'exemple de la périphérie urbaine de Salé (Maroc) », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 26, p. 81-102.
- BENNANI-CHRAÏBI, M. et FILLIEULE, O. (dir.) (2003), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BERQUE, J. (1958), « Médinas, villeneuves et bidonvilles », *Cahiers de Tunisie*, n° 21-22, p. 5-42.
- BERQUE, J. (1962), *Le Maghreb entre deux guerres*, Paris, Seuil.
- BERRIANE, M. et IDRISSE JANATI, M. (2016), « Les résidents européens de la médina de Fès : une nouvelle forme de migration Nord-Sud vers le Maroc », *Autrepart*, n° 77, p. 87-105.
- BERRY-CHIKHAOUI, I. (2000), « Mobilisation des habitants et construction du voisinage. Le cas de l'habitat social récent à Tunis », in BERRY-CHIKHAOUI, I. et DEBOULET, A. (dir.), *Les Compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris/Tunis/Tours, Karthala/IRMC/Urbama, p. 155-205.
- BERRY-CHIKHAOUI, I. (2011), « Les comités de quartier en Tunisie : une illusion démocratique », *Mouvements*, vol. 66, n° 2, p. 30-39.
- BERRY-CHIKHAOUI, I. (2012), « Les habitants face à la rénovation urbaine. Négociations, ajustements et résistances. L'exemple de l'avenue Royale à Casablanca », in NAVEZ-BOUCHANINE, F. (dir.) [DEBOULET, A. (éd.)], *Effets sociaux des politiques urbaines. L'entre-deux des politiques institutionnelles et des dynamiques sociales*, Paris/Rabat/Tours, Karthala/CJB/EMAM, p. 109-163.
- BERRY-CHIKHAOUI, I. et DEBOULET, A. (dir.) (2000), *Les Compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris/Tunis/Tours, Karthala/IRMC/Urbama.
- BERRY-CHIKHAOUI, I. et DEBOULET, A. (2002), « Les compétences des citoyens : enjeux et illustrations à propos du monde arabe », *L'Homme et la Société*, vol. 1, n° 143-144, p. 65-85.
- BERRY-CHIKHAOUI, I., DEBOULET, A. et ROULLEAU-BERGER, L. (dir.) (2007), *Villes internationales. Entre tensions et réactions des habitants*, Paris, La Découverte.
- BOCHET, B. et RACINE, J.-B. (2002), « Connaître et penser la ville : des formes aux affects et aux émotions. Explorer ce qui nous reste à trouver. Manifeste pour une géographie sensible autant que rigoureuse », *GéoCarrefour*, 77, n° 2, p. 117-132.
- BOITEUX, M. (2010), « Ghetto », in TOPALOV, C., COUDROY DE LILLE, L., DEPAULE, J.-C. et MARIN, B. (dir.), *L'Aventure des mots de la ville. À travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », p. 540-544.
- BONETTI, M. (2004), « Les risques de dérive dans la transformation des grands ensembles. Analyse d'une vingtaine de projets de renouvellement urbain », *Annales de la recherche urbaine*, n° 97, p. 35-42.
- BONNY, Y., OLLITRAULT, S., KEERLE, R. et LE CARO, Y. (dir.) (2012), *Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisation politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- BOULLIER, D. (2009), « Choses du public et choses du politique. Pour une anthropologie des inouïs », in CARREL, M., NEVEU, C. et ION, J. (dir.), *Les Intermittences de la démocratie. Formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », p. 21-38.
- BOURDIEU, P. (1979), *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU, P. (1980a), « L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 35, p. 63-72.
- BOURDIEU, P. (1980b), « Le Capital social, notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 31, p. 2-3.
- BOURDIEU, P. (1990), « Droit et passe-droit. Le champ des pouvoirs territoriaux et la mise en œuvre des règlements », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 1, p. 86-96.
- BOURDIEU, P. et SAYAD, A. (1964), *Le Déracinement. La Crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Minuit.
- BOURILLON, F. et COUDROY DE LILLE, L. (2010), « Zone », in TOPALOV, C., COUDROY DE LILLE, L., DEPAULE, J.-C. et MARIN, B. (dir.), *L'Aventure des mots de la ville. À travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », p. 1352-1359.
- BOZARSLAN, H. (2011), *Sociologie politique du Moyen-Orient*, Paris, La Découverte, coll. « Repères ».
- BRENNER, N. (2004), *New State Spaces. Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford, Oxford University Press.
- BRENNER, N. et THEODORE, N. (éds) (2002a), *Spaces of Neoliberalism. Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Oxford, Wiley-Blackwell.
- BRENNER, N. et THEODORE, N. (2002b), « Cities and the Geographies of 'Actually Existing' Neoliberalism », in BRENNER, N. et THEODORE, N. (éds), *Spaces of Neoliberalism. Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Oxford, Wiley-Blackwell, p. 1-32.
- BRENNER, N., MARCUSE, P. et MAYER, M. (2012), *Cities for people, not for profit. Critical urban theory and the right to the city*, Londres, Routledge.
- BRUNET, R., FERRAS, R. et THÉRY, H. (1992), *Les Mots de la géographie. Dictionnaire critique*, Paris/Montpellier, La Documentation française/Reclus.
- BURKE, K.J., GREENE, S. et MCKENNA, M.K. (2016), « A critical geographic approach to youth civic engagement: reframing educational opportunity zones and the use of public spaces », *Urban Education*, 51, 2, p. 143-169.
- CAHEN, C. (1959), « Mouvements populaires et autonomisme urbain dans l'Asie musulmane du Moyen Âge », *Arabica*, vol. I, II, III.
- CALENGE, C., LUSSAULT, M. et PAGAND, B. (dir.) (1997), *Figures de l'urbain. Des villes, des banlieues et de leurs représentations*, Tours, Université François-Rabelais, coll. « Maison des Sciences de la Ville ».
- CALVET, L.-J. (2005), *La Sociolinguistique*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? ».
- CALVINO, I. (1972), *Le città invisibili*, Turin, Einaudi, 1972 [trad. française : *Les Villes invisibles*, Paris, Seuil, 1974 ; 3^e éd., 1996].
- CAMAU, M. (dir.) (1987), *Tunisie au présent. Une modernité au-dessus de tout soupçon ?*, Paris, CNRS éd., coll. « Connaissance du Monde arabe ».
- CAMAU, M. et GEISSER, V. (2003), *Le Syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique ».
- CAMUS, A. (2013 [1947]), *La Peste*, Paris, Belin-Gallimard, coll. « Classico Lycée ».
- CAPOTE, A. (2014), « Tensions ou formes d'identification et de résistance communes entre immigrés et autochtones (District Nord de Grenade) », communication au workshop de l'ANR Marges Les marges urbaines en question. *Catégorisations, qualifications*, Tours, 9-10 janvier [non publiée].

- CAPOTE, A. (2015), « À propos du District Nord de Grenade : rapport de recherche » [document interne à l'équipe du programme ANR Marges].
- CAPOTE, A. (2015), « Transnacionalismo rural: el retorno a la movilidad de los marroquies empleados en el sector agrario durante la crisis económica », *Revista de Estudios internacionales Mediterraneos*, n° 19, p. 127-145.
- CAPOTE, A. (2016), « L'impact de la crise en Espagne sur l'immigration marocaine: migrations de retour ou nouvelles pratiques de circulation stratégiques? », *Pensée plurielle*, n° 42, p. 93-105.
- CAPOTE, A. et CALMAESTRA, J.A. (2017), « Segregación de la Población Marroquí, en los Principales Nucleos Urbanos de Andalucía (España) », *Contexto*, vol. XL, n° 14, p. 23-41.
- CARANDELL, J.M. (1976), *Guia secreta de Barcelona* [Guide secret de Barcelone], Barcelone, Sedmay, [rééd. 1982, sous le titre *Nueva Guia secreta de Barcelona*, Barcelone, Martinez Roca].
- CARREL, M. et NEVEU, C. (dir.) (2014), *Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*, Paris, Karthala, coll. « Recherches internationales ».
- CASTEL, R. (1991), « De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation : précarité du travail et vulnérabilité relationnelle », in DONZELOT, J. (dir.), *Face à l'exclusion, le modèle français*, Paris, Esprit, p. 137-168.
- CASTEL, R. (1994), « La dynamique des processus de marginalisation : de la vulnérabilité à la désaffiliation », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 22, p. 11-27.
- CASTEL, R. (1995), *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique ».
- CASTEL, R. (2009), *La Montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Seuil, coll. « La couleur des idées ».
- CASTELLS, M. (1975), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, Maspero, coll. « petite collection Maspero ».
- CASTELLS, M., CHERKI, E., GODARD, F. et MEHL, D. (1978), *Crise du logement et mouvements sociaux urbains*, Paris/La Haye, Mouton-De Gruyter, coll. « La Recherche urbaine ».
- CATTEDRA, R. (1998), « Il paradosso orientalista. Mitologie e patrimonialità della 'città arabo-islamica' », in CASTI, E. et TURCO, A. (dir.), *Culture dell'alterità. Il territorio africano e le sue rappresentazioni*, Milan, Unicopli, p. 467-492.
- CATTEDRA, R. (2006), « Bidonville : paradigme et réalité refoulée de la ville du xx^e siècle », in DEPAULE, J.-C. (dir.), *Les Mots de la stigmatisation urbaine*, Paris, Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme et Éd. de l'Unesco, p. 123-162.
- CATTEDRA, R. (2010), « Bidonville », in TOPALOV, C., COUDROY DE LILLE, L., DEPAULE, J.-C. et MARIN, B. (dir.), *L'Aventure des mots de la ville. À travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », p. 125-131.
- CATTEDRA, R. et MEMOLI, M. (2013), « Spazi di 'nuova Italia': situazioni cosmopolite e forme di eterotopia », in ARU, S., CORSALE, A. et TANCA, M. (dir.), *Percorsi migratori della contemporaneità. Forme, pratiche, territori*, Cagliari, CUEC, p. 83-98.
- CATTEDRA, R. et MEMOLI, M. (2014), « Un "contre-lieu" d'urbanité marginale. L'exemple du quartier de Sant'Elia (Cagliari) », in SEMMOUD, N., FLORIN, B., LEGROS, O. et TROIN, F. (dir.), *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, coll. « Villes et Territoires », p. 125-144.
- CATTEDRA, R. et TANCA, M. (2015), « Trasformazioni del paesaggio urbano come risposta alla crisi: ambizioni, discorsi e strumentalizzazioni culturali a Cagliari », in TER MINASSIAN, H. (dir.), *Les Cahiers de Cost*, n° 5 (Penser la fabrique de la ville en temps de crise(s)), p. 71-89.
- CATUSSE, M. et VAIREL, F. (2010), « Introduction au thème. Question sociale et développement : les territoires de l'action publique et de la contestation au Maroc », *Politique africaine*, n° 120 (Le Maroc de Mohammed VI. Mobilisations et action publique), p. 5-23.
- CATUSSE, M., SIGNOLES, A. et SHINO, F. (coord.) (2015), « Révolutions arabes : un événement pour les sciences sociales? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 138, p. 13-26.
- CEFAÏ, D. (1996), « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, vol. 75-1, p. 43-66.
- CEFAÏ, D. (2007), *Pourquoi se mobilise-t-on? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches Bibliothèque de Mauss ».
- CELINE, L.-F. (1944), « Préface », in SEROUILLE, A., *Bezons à travers les âges*, Paris, Denoël, coll. « La Ronde du Grand Paris », p. 5-9.
- CELLAMARE, C. (2010), « Politiche e processi dell'abitare nella città abusiva/informale romana », *Archivio di Studi urbani e regionali*, n° 97-98, p. 145-167.
- CELLAMARE, C. (2013), « Processi di auto-costruzione della città », *Urbanistica Tre. I Quaderni*, n° 2, p. 7-34.
- CERTEAU (DE), M. (2003 [1980]), *L'Invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, coll. « Folio/Essais ».
- CGET (COMMISSARIAT GÉNÉRAL À L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES), PREMIER MINISTÈRE ET MINISTÈRE DE LA VILLE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS (1997), *Atlas des ZUS (SIG de la politique de la ville)*, Paris.
- CHABBI, M. (1984), « Les lotisseurs clandestins à Tunis », *Genève-Afrique*, vol. XXII-1, p. 123-136.
- CHABBI, M. (1986), *Une nouvelle forme d'urbanisation à Tunis : l'habitat spontané péri-urbain*, Thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, sous la dir. de H. COING, Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris-XII.
- CHABBI, M. (1999), « La réhabilitation des quartiers populaires en Tunisie : de l'intégration à la régulation sociale », in SIGNOLES, P., EL KADI, G. et SIDI BOUMEDINE, R. (dir.), *L'Urbain dans le Monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*, Paris, CNRS éd., p. 187-200.
- CHABBI, M. (2005), *Processus d'urbanisation et politiques urbaines dans les pays du Sud : le cas de la Tunisie*, Habilitation à diriger les recherches, Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris XII-Val-de-Marne.
- CHEVALIER, L. (1958), *Classes laborieuses et classes dangereuses pendant la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Plon.
- CHITI, É. (2013), *Écrire à Alexandrie (1879-1940). Capital social, appartenances, mémoire*, Thèse de doctorat en histoire culturelle, Université Aix-Marseille, 2 vol.
- CHOUIKHA, L. et GOBE, É. (2016), *Histoire de la Tunisie depuis l'indépendance*, Paris, La Découverte, coll. « Repères ».
- CLÉMENT, J.-F. (1982-1983), « Les révoltes urbaines au Maroc », *Habitat et culture*, Nancy, École d'architecture de Nancy, p. 9-49.
- CLEMENTI, A. (1981), « Le metamorfosi dell'abusivismo. Roma 1960-1980 », *Rassegna di architettura e urbanistica*, n° 49, p. 51-67.
- CLIFFORD, J. et MARCUS, G.E. (1986), *Writing Culture: The Poetics and Politics or Ethnography*, Londres, Los Angeles, University of California Press.
- COHEN, M. (2011), « Bidonvilles de Nanterre : une destruction en trompe-l'œil », *Plein Droit*, n° 88 (1), p. 32-36.
- COMBES, H., GARIBAY, D. et GOIRAND, C. (éds) (2016), *Les Lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris/Aix-en-Provence, Karthala/Sciences Po-Aix, coll. « Questions transnationales ».
- COSLADO, E. et MOUSSI, M. (coord.) (2010), « Trajectoires et transactions des modèles urbanistiques en Méditerranée », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 20.
- COSSERY, A. (1990 [1944]), *La Maison de la mort certaine*, Paris, Terrain Vague.

- COUDROY DE LILLE, L. (2010), « Barriada », in TOPALOV, C., COUDROY DE LILLE, L., DEPAULE, J.-C. et MARIN, B. (dir.), *L'Aventure des mots de la ville. À travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », p. 86-88.
- COULMAS, P. (1990), *Les Citoyens du monde. Histoire du cosmopolitisme* [trad. de l'allemand par J. ETORÉ], Paris, Albin Michel.
- COUSSY, J. (2006), « États africains, programmes d'ajustement et consensus de Washington », *L'Économie politique*, n° 32, p. 29-40.
- CRANE, J. (1991), « The Epidemic Theory of Ghettos and Neighbourhood Effects on Dropping out and Teenage Childbearing », *American Journal of Sociology*, 96 (5), p. 1226-1254.
- CROZAT, D. (2009), « La production culturelle de la norme spatiale à travers l'habitat illégal dans l'Hérault », *Géographie et Cultures*, n° 72, p. 43-62.
- CULLEN, B.T. et PRETES, M. (2000), « The Meaning of Marginality: Interpretations and Perceptions in Social Science », *The Social Science Journal*, 2, p. 215-229.
- DAMON, J. (2004), « Mal-logement, bidonvilles et habitat indigne en France », *Recherches et Prévisions*, n° 76, p. 116-119.
- DE LEO, D. (2015), *Mafie & urbanistica. Azioni e responsabilità dei pianificatori nei territori contesi alle organizzazioni criminali*, Milan, Franco Angeli.
- DE SOTO, H. (2005), *Le Mystère du capital. Pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout ailleurs?*, Paris, Flammarion.
- DEBARBIEUX, B. (1995), « Imagination et imaginaire géographiques », in BAILLY, A., FERRAS, R. et PUMAIN, D. (dir.), *Encyclopédie de géographie*, Paris, Economica, p. 935-948.
- DEBARBIEUX, B. (2003), « Imaginaire géographique », in LÉVY, J. et LUSSAULT, M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 489-491.
- DEBARBIEUX, B. (2015), *L'Espace de l'imaginaire. Essais et détours*, Paris, CNRS éd.
- DEBOULET, A. (1994), *Vers un urbanisme d'émanation populaire: compétences et réalisations des citoyens: l'exemple du Caire*, Thèse de doctorat en aménagement et urbanisme, sous la dir. de J.-P. FREY, IUP, Université Paris XII-Créteil.
- DEBOULET, A. (2011), « Le droit au logement, école de la contestation. Entretien avec Manal al-Tiby », *Mouvements*, n° 66, p. 79-88.
- DEBOULET, A. (dir.) (2016), *Repenser les quartiers précaires*, Paris, AFD.
- DEBOULET, A. et FAWAZ, M. (2011), « Contesting the legitimacy of urban highways », in DAVIS, D.E. et LIBERTUN DE DUREN, N.R. (éds), *Cities and Sovereignty: Identity Politics in Urban Spaces*, Bloomington, Indiana University Press, p. 117-151.
- DEBOULET, A. et FAWAZ, M. (2012), « L'immixtion du politique et de la société civile dans la sphère technique », in NAVEZ-BOUCHANINE, F. (dir.) [DEBOULET, A. (éd.)], *Effets sociaux des politiques urbaines. L'entre-deux des politiques institutionnelles et des dynamiques sociales*, Paris/Rabat/Tours, Karthala/CJB/EMAM, p. 65-107.
- DEL PILAR, J.A. et UDASCO, J.O. (2004), « Marginality theory: the lack of construct validity », *Hispanic Journal of Behavioral Sciences*, 26, 1, p. 3-15.
- DELLA PORTA, D. (1997), « Scambio politico », *Enciclopedia delle scienze sociali*, Istituto Treccani.
- DEMATTEIS, G. (1985), *Le Metafore della Terra. La geografia umana tra mito e scienza*, Milan, Feltrinelli.
- DENIS, É. (2011), « La financiarisation du foncier observée à partir des métropoles égyptiennes et indiennes », *Tiers-Monde*, n° 206, p. 139-158.
- DENIS, É. (2012), « The Commodification of the *Ashwa'iyyat*: Urban Land, Housing Market Unification, and de Soto's Interventions in Egypt », in ABABSA, M., DUPRET, B. et DENIS, É. (éds), *Popular Housing and Urban Land Tenure in the Middle East. Case Studies from Egypt, Syria, Jordan, Lebanon, and Turkey*, Le Caire, New York, The American University in Cairo Press, p. 227-258.
- DEPAULE, J.-C. (dir.) (2006), *Les Mots de la stigmatisation urbaine*, Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme et Éd. de l'Unesco.
- DEPAULE, J.-C. et TOPALOV, C. (1996), « La ville à travers ses mots », *Enquête*, n° 4, p. 247-266.
- DESBOIS, H. (2002), « Réflexions à partir de l'expérience du séminaire "Territoires littéraires" », in BESSIÈRE, J. (dir.), *Savoirs et Littérature*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, p. 65-74.
- DESBOIS, H., GERVAIS-LAMBONY, P. et MUSSET, A. (dir.) (2016), « Géographie et fiction : au-delà du réalisme », *Annales de géographie*, n° 709-710.
- DESCLOÏTRES, R., REVERDY, J.-C. et DESCLOÏTRES, C. (1961), *L'Algérie des bidonvilles. Le tiers monde dans la cité*, Paris, Mouton, coll. « Le monde d'outre-mer, passé et présent ».
- DESRUÉS, T. (2012), « Le Mouvement du 20 février et le régime marocain : contestation, révision constitutionnelle et élections », *L'Année du Maghreb*, n° VIII (Un Printemps arabe?), p. 359-389.
- DESTREMAU, B. (2009), « Analyses bibliographiques », *Revue Tiers Monde*, 4 (n° 200), p. 924-927.
- DI MÉO, G. (1991), *L'Homme, la Société, l'Espace*, Paris, Anthropos.
- DI MÉO, G. (1996), *Les Territoires du quotidien*, Paris, L'Harmattan.
- DI MÉO, G. et BULÉON, P. (2005), *L'Espace social. Lecture géographique des sociétés*, Paris, Armand Colin.
- DIRASSET/GOUVERNORAT DE TUNIS (1996), *Plan d'aménagement d'El Bokri (délégation de Sidi Thabet)*, Tunis [non diffusé].
- DONZELOT, J. (2009), *Vers une citoyenneté urbaine? La ville et l'égalité des chances*, Paris, Éd. Rue d'Ulm, coll. « La Rue? Parlons-en ».
- DONZELOT, J. et JAILLET, M.-C. (2001), *La Nouvelle Question urbaine*, Paris, PUCA, coll. « Recherches ».
- DORIER-APRILL, E. et GERVAIS-LAMBONY, P. (coord.) (2007), *Vies citadines*, Paris, Belin, coll. « Mappemonde ».
- DUBOC, M. (2011), « La contestation sociale en Égypte depuis 2004. Précarisation et mobilisation locale des ouvriers de l'industrie textile », *Revue Tiers Monde*, n° 5 (hors-série), p. 95-115.
- DURAND-LASSERVE, A. (2010), « Réguler les marchés fonciers pour des villes inclusives », in JACQUET, P., PACHAURI, R.K. et TUBIANA, L. (coord.), *Regards sur la terre. Dossier: Villes, changer de trajectoire*, Paris, Presses de Science Po, p. 198-209.
- DURRELL, L. (1992 [1957-1960]), *Le Quatuor d'Alexandrie*, Paris, Le Livre de Poche.
- ECKERT, E. et EL KAFI, J. (1974), « L'espace traditionnel de la ville de Tunis: la médina et les deux Rabat, faubourg ou gorbiville? », in DUCHAC, R. (dir.), *Les Influences occidentales dans villes maghrébines à l'époque contemporaine*, Aix-en-Provence, Éd. de l'Université de Provence, Études méditerranéennes, n° 2, p. 212-235.
- EDELMANN, F. (2003), « Le compromis patrimonial. Préface », in GRAVARI-BARBAS, M. et GUICHARD-ANGUIS, S. (dir.), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI^e siècle*, Paris, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, coll. « Asie & Géographie », p. 5-7.
- EL KADI, G. (1987), *L'Urbanisation spontanée au Caire*, Tours, Publications d'Urbama & Orstom, Fascicule de recherches n° 18.
- EL KADI, G. et BONNAMY, A. (2001), *La Cité des morts*, Le Caire, Paris/Bruxelles, IRD/Mardaga.
- EL KHALAOUI, S. (2017), « Au nom de la modernité : dépossession de la petite paysannerie et urbanisation. Le cas de la privatisation des terres *guich loudaya* à Rabat », *Revue marocaine des sciences politiques et sociales*, numéro hors-série, p. 5-29.
- ELYACHAR, J. (2005), *Markets of Dispossession: NGOs, Economic Development and State in Cairo*, Durham, Duke University Press.

- ERBI, A. (2015), *Immagini urbane e prospettive di ricerca geografica: il quartiere di Sant'Elia*, Mémoire de master, Facoltà di Studi umanistici, Université de Cagliari.
- ERDI LELANDAIS, G. (2014a), «Espace, citoyenneté et pratiques de résistances. Enquêtes à Sulukule et Hasankeyf en Turquie», in CARREL, M. et NEVEU, C. (dir.), *Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*, Paris, Karthala, coll. «Recherches internationales», p. 65-100.
- ERDI LELANDAIS, G. (2014b), «Space and Identity in Resistance Against Neo-liberal Urban Planning in Turkey», *International Journal of Urban and Regional Research*, n° 5, vol. 38, p. 1785-1806.
- ERDI LELANDAIS, G. (2015), «Émergence et résistance spatiale d'un quartier en contexte autoritaire. Le cas du quartier 1 Mayıs à Istanbul», in MARCHAL, H. et BATICLE, C. (dir.), *Regards pluriels sur l'incertain politique. Entre dérives identitaires, urbanisation, globalisation économique, réseaux numériques et féminisation du social*, Paris, L'Harmattan, p. 106-135.
- ERDI LELANDAIS, G. (2016a), «Gezi Protests and Beyond: Urban Resistance Under Neoliberal Urbanism in Turkey», in MAYER, M., THÖRN, C. et THÖRN, H. (dir.), *Urban Uprisings. Challenging Neoliberal Urbanism in Europe*, London, Palgrave Macmillan, p. 283-308.
- ERDI LELANDAIS, G. (2016b), «Le quartier comme espace de résistance et de politisation. La Vallée de Dikmen à Ankara face à un projet de transformation urbaine», *Cultures & Conflits*, n° 101, p. 137-167.
- ERDI, G. (2017a), «L'Urbanisation néolibérale et conservatrice au prisme de l'autoritarisme en Turquie», *Mouvements*, n° 90, p. 54-61.
- ERDI, G. (2017b), «Compétences et subjectivations citoyennes: Usage du droit dans les mobilisations urbaines à Istanbul», in ERDI, G. et MARCHAL, H. (éds), *Citoyenneté en ville. L'épreuve des inégalités spatiales et des identités*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, p. 25-41.
- ERDI LELANDAIS, G. et FLORIN, B. (coord.) (2016a), «Marges urbaines et résistances citadines», *Cultures & Conflits*, n° 101.
- ERDI LELANDAIS, G. et FLORIN, B. (coord.) (2016b), «Pratiques sociales et spatiales de résistances discrètes dans la ville. Introduction», *Cultures & Conflits*, n° 101, p. 7-17.
- ERDI, G. et MARCHAL, H. (éds) (2017), *Citoyenneté en ville. L'épreuve des inégalités spatiales et des identités*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais.
- ESCHER, A., PETERMANN, S. (2013), «Facteurs et acteurs de la gentrification touristique à Marrakech, Essaouira et Fès», in COSLADO, E., MCGUINNESS, J. et MILLER, C., *Médinas immuables? Gentrification et changement dans les villes historiques marocaines (1996-2010)*, Rabat, Centre Jacques-Berque, coll. «Description du Maghreb», p. 101-130.
- ESCOBAR, D., BORJA, J.-S. et DIPPEL, A. (2016), «Du relogement des habitants à l'évaluation de l'opération: 12 ans de mobilisations collectives/Rue de la République, à Marseille», communication au colloque international final de l'ANR Marges *Les marges urbaines: un analyseur des inégalités socio-spatiales. Mise en perspectives internationales*, Marseille, MuCEM, 14-15 septembre [non publiée].
- ESPOSITO, R. (1998), *Communitas. Origine e destino della comunità*, Turin, Einaudi.
- ESSAHEL, H. (2008), «Sociabilités urbaines et actes au féminin dans les quartiers non réglementaires de la banlieue de Rabat (Maroc)», in DENÈFLE, S. (dir.), *Utopies féministes et expérimentations urbaines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 61-71.
- ESSAHEL, H. (2011), *Politiques de réhabilitation des quartiers non réglementaires au Maroc et mobilisation(s) des habitants. Études de cas dans l'agglomération de Rabat (Rabat, Témara, Skhirat)*, Thèse de doctorat en géographie, sous la dir. de P. SIGNOLES, Université François-Rabelais de Tours.
- ESSAHEL, H. (2015), «Évolution des registres de l'action, de la ruse à la mobilisation de la notion "droit" par les habitants des bidonvilles au Maroc», *L'Année du Maghreb*, n° 12 (Villes et urbanités au Maghreb), p. 115-135.
- ETIEMBLE, R. (1952), *Quelques essais de littérature universelle*, Paris, Gallimard.
- FARGE, A. (1992), *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIII^e siècle*, Paris, Seuil, coll. «La Librairie du XX^e siècle».
- FARINELLI, F. (1992), *I segni del mondo. Immagine cartografica e discorso geografico in età moderna*, Florence, La Nuova Italia, coll. «Idee».
- FASSIN, D. (1996), «Exclusion, *underclass*, *marginalidad*. Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux États-Unis et en Amérique latine», *Revue française de sociologie*, n° 37-1, p. 37-75.
- FAURE, A. (2010), «Banlieue», in TOPALOV, C., COUDROY DE LILLE, L., DEPAULE, J.-C. et MARIN, B. (dir.), *L'Aventure des mots de la ville. À travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont, coll. «Bouquins», p. 72-77.
- FAWAZ, M. (2009), «Neoliberal Urbanity and the Right to the City: A View from Beirut's Periphery», *Development and Change*, 40-5, p. 827-852.
- FICACCI, S. (2014), «Prima dell'abusivismo. Il fenomeno dell'autopromozione edilizia nella costruzione della periferia romana durante il regime fascista», *Dimensioni e problemi della ricerca storica*, n° 2, p. 139-156.
- FLORIN, B. (1995), «"Masâkin al-Zilzâl" ou la cité du tremblement de terre», *Égypte-Monde arabe*, n° 23, p. 11-55.
- FLORIN, B. (1999), *Itinéraires citadins au Caire. Mobilités et territorialités dans une métropole du Monde arabe*, Thèse de doctorat en géographie, sous la dir. de P. SIGNOLES, Université François-Rabelais de Tours.
- FLORIN, B. (2011), «Un effet indirect de la grippe A/H1N1: la fin des chiffonniers du Caire?», *Le Monde diplomatique*, article transféré sur <https://visionscarto.net/les-chiffonniers-du-caire>.
- FLORIN, B. (2015), «Les chiffonniers du Caire. Soutiers de la ville ou businessmen des ordures?», *Ethnologie française*, n° 153, p. 487-498.
- FLORIN, B. (2016a), «"Rien ne se perd!" Récupérer les déchets au Caire, à Casablanca et à Istanbul», *Techniques & Culture*, n° 65-66, p. 260-263.
- FLORIN, B. (2016b), «De l'indignité à l'indignation: petites luttes, résistances quotidiennes et tentatives de mobilisation des récupérateurs de déchets à Istanbul», *Cultures & Conflits*, n° 101, p. 99-120.
- FLORIN, B. et SEMMOUD, N. (2010), «Mobilités résidentielles et territorialisations dans les villes du Maghreb: entre exclusion et intégration», *Espace, Populations, Sociétés*, n° 2-3, p. 365-377.
- FOUCAULT, M. (1966), *Les Mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, coll. «Bibliothèque des sciences humaines».
- FOUCAULT, M. (1975), *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, coll. «Bibliothèque des histoires».
- FOUCAULT, M. (1994), «Des espaces autres», in FOUCAULT, M., *Dits et écrits 1954-1988*, t. IV (1980-1988), Paris, Gallimard, coll. «Bibliothèque des sciences humaines», p. 752-762.
- FOUCAULT, M. (2001a), «Pouvoir et corps», in *Dits et écrits*, t. I, Paris, Gallimard.
- FOUCAULT, M. (2001b), «L'éthique du souci de soi comme pratique de la liberté; entretien avec H. Becker, R. Fornet-Betancourt, A. Gomez-Müller, 20 janvier 1984», in *Dits et écrits*, vol. II, Paris, Gallimard.
- FREIRE, P. (1970), *Pedagogy of the Oppressed*, New York, Herder and Herder.
- GAUTIER, É. (1992), *Le Retour des fils prodiges: les représentations cinématographiques du retour de la main-d'œuvre égyptienne des pays arabes producteurs de pétrole. Analyse de films 1983-1991*, Mémoire de DEA, IEP de Paris, 1992.
- GERVAIS-LAMBONY, P. (2017), «La justice spatiale pour revisiter et comprendre mieux l'Afrique du Sud métropolitaine», *Annales de géographie*, n° 713, p. 82-106.

- GERVAIS-LAMBONY, P. et DUFAUX, F. (2009), « Espace et justice : ouverture et ouvertures », in BRET, B., GERVAIS-LAMBONY, P., HANCOCK, C. et LANDY, F. (dir.), *Justice et injustices spatiales*, Nanterre, Presses universitaires Paris-Nanterre, p. 9-17.
- GHITANY, G. (1993 [1989]), *Épître des destinées*, Paris, Seuil.
- GIBAND, D. et SIINO, C. (2013), « La rénovation urbaine en France : entre pilotage à distance et fabrique urbaine », *Sociologie et Sociétés*, vol. 45-2, p. 153-176.
- GILLOT, G. et MARTINEZ, A. (2014), « Dynamiques spatiales et de genre des ouvrières marocaines du textile : un territoire en archipel », *Les Cahiers du CEDREF*, n° 21.
- GINTRAC, C. et GIROUD, M. (2014), « Introduction à une géographie critique de l'urbain », in GINTRAC, C. et GIROUD, M. (dir.), *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*, Paris, Les Prairies ordinaires, p. 5-24.
- GIRARD, M. (2006), « Imaginaire touristique et émotion patrimoniale dans la médina de Fès (Maroc) », *Culture et Musées*, vol. 8, p. 61-90.
- GIUA, R. (dir.) (2018), *Fès. Vingt-trois regards en liberté*, Marrakech, Maison de la Photographie de Marrakech, coll. « Les éditions limitées ».
- GODELIER, M. (1984), *L'Idéal et le matériel*, Paris, Fayard.
- GODELIER, M. (2015), *L'Imaginé, l'imaginaire et le symbolique*, Paris, CNRS éd.
- GOFFMAN, E. (1974), *Les Rites d'interaction*, Paris, Minuit.
- GOIRAND, C. (2000), *La Politique des favelas*, Paris, Karthala/CERI, coll. « Recherches internationales ».
- GOULD, R. (1991), « Multiple Network and mobilization in Paris 1871 », *American Sociological Review*, vol. 56, n° 6, p. 716-729.
- GOURISSE, B. (2012), « Participation électorale, pénétration de l'État et violence armée dans la crise politique turque de la seconde moitié des années 1970 », *Politix*, n° 98, p. 171-193.
- GRACQ, J. (1988), *La Forme d'une ville*, Paris, José Corti.
- GRAVARI-BARBAS, M. et GUICHARD-ANGUIS, S. (dir.) (2003), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI^e siècle*, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, coll. « Asie & Géographie ».
- GRIEBLING, S., VAUGHN, L.M., HOWELL, B., RAMSTETTER, C. et DOLE, D. (2013), « From passive to active voice: using photography as a catalyst for social action », *International Journal of Humanities and Social Science*, 3, 2, p. 16-28.
- GUCCIARDO, G. (1999), *La legge e l'arbitrio. L'abusivismo edilizio in Italia. Il caso della Valle dei Templi di Agrigento*, Soveria Manelli, Rubbettino.
- GUINARD, P. et TRATNJEK, B. (2016), « Géographies, géographes et émotions. Retour sur une amnésie... passagère? », *Carnets de géographes*, n° 9 [en ligne].
- HABERMAS, J. (1988), *L'espace public: archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, coll. « Critique de la politique ».
- HAENNI, P. (2001), *Banlieues indociles? Sur la politisation des quartiers périurbains du Caire*, Thèse de doctorat en sciences politiques, Institut d'études politiques de Paris.
- HAENNI, P. (2005a), *L'Ordre des caïds. Conjurer la dissidence urbaine au Caire*, Paris, Karthala.
- HAENNI, P. (2005b), *L'Islam de marché. L'autre révolution conservatrice*, Paris, Seuil, coll. « La République des idées ».
- HAMIDI, C. (2010), *La Société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Paris, Economica, coll. « Études sociologiques ».
- HARPER, D. (2002), « Talking about pictures: a case for photo elicitation », *Visual Studies*, 17, p. 13-26.
- HARRIS, C., JACKSON, L., MAYBLIN, L., PIEKUT, A. et VALENTINE, G. (2015), « Big Brother welcomes you: exploring innovative methods for research with children and young people outside of the home and school environments », *Qualitative Research*, 15, 5, p. 583-599.
- HARROUD, T. (2016), « Les pratiques juvéniles et féminines dans les malls de Rabat : usages et représentations d'un lieu "commun" inédit », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 28, p. 127-142.
- HARROUD, T. (2017), « Handicaps et contradictions du Programme de villes nouvelles au Maroc. Mode de gouvernance et processus de mise en œuvre », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 29, p. 15-56.
- HARVEY, D. (2005), *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press.
- HARVEY, D. (2008), *Géographie de la domination*, Paris, Les Prairies ordinaires.
- HARVEY, D. (2010), *Géographie et capital: vers un matérialisme historico-géographique*, Paris, Syllepse.
- HARVEY, D. (2015), *Villes rebelles. De la Révolution urbaine au droit à la ville*, Paris, Buchet-Chastel, coll. « Essai » [2012 en anglais].
- HASSAN, K. (2013), *Les Représentations des nouveaux habitants des périphéries sur les populations locales et leur influence sur leur intégration sociale*, Thèse de magister en sociologie urbaine, sous la dir. de M. SAFAR ZITOUN, Université Alger 2 [en langue arabe].
- HAUW, D. (2004), *Les Opérations de relogement en habitat collectif à Casablanca, de la vision des aménageurs aux pratiques des habitants*, Thèse de doctorat en géographie, sous la dir. de J.-F. TROIN, Université François-Rabelais, Tours.
- HIBOU, B. et BONO, I. (dir.) (2016), *Le Gouvernement du social au Maroc*, Paris, Karthala, coll. « Recherches internationales ».
- HIBOU, B. et TOZY, M. (2015a), « Une lecture wébérienne de la trajectoire de l'État au Maroc », *Sociétés politiques comparées*, n° 37.
- HIBOU, B. et TOZY, M. (2015b), « Gouvernement personnel et gouvernement institutionnalisé de la charité. L'INDH au Maroc », in BONO, I., HIBOU, B., MEDDEB, H. et TOZY, M. (dir.), *L'État d'injustice au Maghreb. Maroc et Tunisie*, Paris, Karthala, coll. « Recherches internationales », p. 379-428.
- HMED, C. (2008), « Des mouvements sociaux "sur une tête d'épingle" : le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, n° 84-4, p. 145-165.
- HMED, C. (2016), « "Le peuple veut la chute du régime". Situations et issues révolutionnaires lors des occupations de la place de la Kasbah à Tunis, 2011 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 211-212, p. 73-92.
- HMED, C. et JEANPIERRE, L. (2016), « Révolutions et crises politiques au Maghreb et au Machrek », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 211-212, p. 5-24.
- HOLLANDER, J.A. et EINWOHNER, R.I. (2004), « Conceptualizing Resistance », *Sociological Forum*, vol. 19, n° 4, p. 533-554.
- HOLSTON, J. (2008), *Insurgent Citizenship Disjunctions of Democracy and Modernity in Brazil*, Princeton, Princeton University Press.
- HOPKINS, N. (1995), « La culture politique et l'Égypte », *Égypte/Monde arabe*, n° 24, p. 29-42.
- HURDLEY, R. et DICKS, B. (2011), « In-between practice: working in the thirdspace of sensory and multimodal methodology », *Qualitative Research*, 11, 3, p. 277-292.
- HUSSEIN, T. (1947 [1929]), *Le Livre des jours*, Paris, Gallimard, coll. « L'imaginaire ».
- IDRIS, Y. (1986 [1959]), *Au fond de la ville*, in *La Sirène et autres nouvelles*, Arles, Sindbad/Actes Sud.
- IDRISSI JANATI, M. (2002), « Les images identitaires à Fès : divisions de la société, divisions de la ville », in TOPALOV, C. (dir.), *Les Divisions de la ville*, Paris, Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme et Éd. de l'Unesco, p. 347-371.

- IDRISSI JANATI, M. (2014), « La marge connectée au “village planétaire”. Le cas de Sahrij Gnaoua à Fès », communication au workshop de l'ANR Marges *Les marges urbaines en question. Catégorisations, qualifications*, Tours, 9-10 janvier [non publiée].
- IDRISSI JANATI, M. (2015), « INDH et reconversion de l'espace d'intermédiation à Fès », in IRAKI, A. (coord.), *Mobilisations collectives et mouvement associatif dans les quartiers d'habitat insalubre, quels changements avec l'INDH?*, Rabat, Observatoire national du développement humain, INAU, Nations unies [rapport en attente de publication], p. 32-68.
- IDRISSI JANATI, M. (2017), « Fès ou le réenchâtement cosmopolite d'une cité du Sud de la Méditerranée », in MELYANI, M. et ISTASSE, M., *Fès intemporelle*, Paris, L'Harmattan, p. 27-54.
- İLKUÇAN, A. (2004), *Gentrification, community and consumption. Constructing, conquering and contesting the republic oh Cihangir*, Master of Science in Business Administration, Bilkent University of Ankara.
- İLKUÇAN, A. et SANDIKCI, Ö. (2005), *Gentrification and Consumption: An Exploratory Study*, **Conference Paper**: Association for Consumer Research.
- IRAKI, A. (2002), « De l'intérêt de l'étude des élites locales dans la recherche urbaine », *Strates* (hors-série: *Parcours dans la recherche urbaine. Michel Rochefort, un géographe engagé*) [en ligne].
- IRAKI, A. (2003), *Des Notables du Makhzen à l'épreuve de la «gouvernance». Élites locales, gestion urbaine et développement au Maroc*, Paris, L'Harmattan/INAU.
- IRAKI, A. (2006), « L'organisation des solidarités dans des territoires en construction: quartiers restructurés au Maroc », *Espaces et Sociétés*, n° 127, p. 63-77.
- IRAKI, A. (2014), « La refonte des territoires politico-administratifs dans les périphéries de Casablanca », in SIGNOLES, P. (dir.), *Territoires et politiques dans les périphéries des grandes villes du Maghreb*, Paris, Karthala, p. 395-480.
- IRAKI, A. (coord.) (2015), *Mobilisations collectives et mouvement associatif dans les quartiers insalubres, quels changements avec l'INDH?*, Rabat, Observatoire national du développement humain, INAU, Nations unies [rapport en attente de publication].
- IRAKI, A. et PIERMAY, J.-L. (2014), « La gestion des périphéries casablancaises, entre compétitivité et question sociale: le local, une affaire d'État », in LE BLANC, A., PIERMAY, J.-L., GERVAIS-LAMBONY, P., GROUD, M., PIERDET, C. et RUFAT, S. (dir.), *Métropoles en débat. (dé)constructions de la ville compétitive*, Paris, Presses universitaires de Paris-Ouest La Défense, p. 273-288.
- IRAKI, A. et RACHIK, A. (2005), « Les quartiers d'habitat non réglementaire: intermédiation, élite de proximité et restructuration urbaine », in MIRAS (DE), C. (coord.), *Intégration à la ville et services urbains au Maroc*, Paris/Rabat, IRD/Publications de l'INAU, p. 97-144.
- IRAKI, A. et TAMIM, M. (2009), « Réformes institutionnelles récentes, refontes politico-administratives des territoires et nouvelles formes de gouvernance urbaine », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 17, p. 85-114.
- IRAKI, A. et TAMIM, M. (2013), *La Dimension territoriale du développement rural au Maroc. Étude géographique*, Témara, Kalimate (coll. de l'INAU, Rabat).
- IZZO, J.-C. (1996), *Chourmo*, Paris, Gallimard.
- JABLONKA, I. (2014), *L'Histoire est une littérature contemporaine. Manifeste pour les sciences sociales*, Paris, Seuil.
- JAUSS, H.R. (2002 [1978]), *Pour une esthétique de la réception*, Paris, Gallimard, coll. « Tel ».
- JELIDI, C. (2012), *Fès, la fabrication d'une ville nouvelle, 1912-1956*, Lyon, ENS éd.
- JODELET, D. (dir.) (2003), *Les Représentations sociales*, Paris, PUF, coll. « Sociologie d'aujourd'hui ».
- JOLÉ, M., MARTESSON, M. et KHATIBI, A., « Urbanisme, idéologie et ségrégation: exemple de Rabat », in DUCHAC, R. (dir.), *Les Influences occidentales dans les villes maghrébines à l'époque contemporaine*, Aix-en-Provence, Éd. de l'Université de Provence, Études méditerranéennes, n° 2, p. 161-178.
- KAHLOUN, H. (2014) : voir à RÉPUBLIQUE TUNISIENNE, MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (2014a).
- KAILOUA, A. (2018), « Politiques de résorption des bidonvilles et intégration urbaine des populations. L'exemple du Grand Casablanca », *Madinati*, n° 6, p. 29-36.
- KALLIO, K.P. et HÄKLI, J. (2011), « Tracing children's politics », *Political Geography*, 30, p. 99-109.
- KIRSZBAUM, T. (2016), « Les paradoxes de la mixité sociale et comment en sortir ? », *Solidarités nouvelles pour le logement* [en ligne].
- KLAUS, E. (2014), « Graffiti and urban revolt in Cairo », *Built Environment*, 40/1, p. 14-33.
- KOFMAN, E. et LEBAS, E. : voir à LEFEBVRE, H. (1996).
- KOKOREFF, M. (2006), « Sociologie de l'émeute. Les dimensions de l'action en question », *Déviance et Société*, vol. 30-4, p. 521-533.
- KOKOREFF, M. (2009), « Ghettos et marginalité urbaine. Lectures croisées de Didier Lapeyronnie et Loïc Wacquant », *Revue française de sociologie*, vol. 50, 3, p. 553-572.
- KRISTEVA, J. (1969), *Séméiotikè. Recherches pour une sémanalyse*, Paris, Seuil.
- KURZAC-SOUALI, A.-C. (2006), « La revalorisation de la médina dans l'espace urbain au Maroc. Un espace revisité par les élites et le tourisme », in BOUMAZA, N. (dir.), *Villes réelles, villes projetées*, Paris, Maisonneuve et Larose, p. 337-349.
- KURZAC-SOUALI, A.-C. (2013), « Les médinas marocaines, un nouveau type de gentrification ? », in COSLADO, E., MCGUINNESS, J. et MILLER, C., *Médinas immuables? Gentrification et changement dans les villes historiques marocaines (1996-2010)*, Rabat, Centre Jacques-Berque, coll. « Description du Maghreb », p. 79-100.
- KUYUCU, T. et ÜNSAL, Ö. (2010), « 'Urban Transformation' as State-led-Property Transfer: An Analysis of Two Cases of Urban Renewal in Istanbul », *Urban Studies*, vol. 47, n° 7, p. 1479-1499.
- LABRAOUI, S. et SALEM, M. (2017), *Le Rôle du relogement dans la production de la violence urbaine dans le quartier Cité du 5 juillet 1962 à Larbaà (banlieue est d'Alger)*, Master de sociologie urbaine, sous la dir. de M. SAFAR ZITOUN, Université d'Alger.
- LACHENAL, P. (2012), « "Il n'y avait plus personne pour nous protéger, il fallait agir !" Ethnographie des *lajân sha'abeya* [comités populaires] », in LAVERGNE, M. (dir.), *Une Société en quête d'avenir. Égypte, an 2 de la révolution*, Paris, L'Harmattan, p. 109-123.
- LACHMANOWITS, M. (2013), « Marseille, capitale européenne de la culture... ou de la spéculation », *Basta, radicalement indépendant* [en ligne].
- LACLAU, E. (1996), « On the death and rebirth of ideology », *Journal of Political Ideologies*, vol. 3, n° 1, p. 201-220.
- LACOSTE, Y. (2003), *Dictionnaire de la géographie. De la géopolitique aux paysages*, Paris, Armand Colin.
- LAGROYE, J., FRANÇOIS, B. et SAWICKI, F. (2002), *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, coll. « Amphi » [6^e éd. revue et corrigée].
- LAKEHAL, A. (2017), « La ville nouvelle d'Ali Mendjeli », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 29, p. 121-154.
- LAMIZET, B. et SANSON, P. (dir.) (1998), *Les Langages de la ville*, Marseille, Parenthèses.
- LAMLLOUM, O. et BEN ZINA, M.A. (dir.) (2015), *Les Jeunes de Douar Hicher et d'Ettadhamen. Une enquête sociologique, Tunis, Arabesque et International Alert*.
- LANCIONE, M. (2016), *Rethinking life at the margins. The Assemblage of Contexts, Subjects, and Politics*, Londres, Routledge.
- LANGSHAW, A.J. (1962), *How to Do Things With Words*, Oxford, Oxford Clarendon Press.
- LAPEYRONNIE, D. (2006), « Les émeutes urbaines en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis », *Regards sur l'actualité*, n° 319, p. 5-14.

- LAPEYRONNIE, D. (2008), *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, Robert Laffont, coll. « Le monde comme il va ».
- LASSAVE, P. (2002), *Sciences sociales et littérature. Concurrence, complémentarité, interférence*, Paris, PUF, coll. « Sociologie d'aujourd'hui ».
- LAUTIER, B. (1994), *L'Économie informelle dans le tiers monde*, Paris, La Découverte, coll. « Repères ».
- LE TELLIER, J. (2009a), « Accompagnement social, microcrédit logement et résorption des bidonvilles au Maroc. Une étude de cas : l'opération de recasement Karyan El Oued à Salé », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 17, p. 55-70.
- LE TELLIER, J. (2009b), « Programme Villes sans Bidonvilles et ingénierie sociale au Maroc », in LE TELLIER, J. et IRAKI, A. (dir.), *Habitat social au Maghreb et au Sénégal. Gouvernance urbaine et participation en questions*, Paris, L'Harmattan, p. 193-212.
- LE TELLIER, J. et IRAKI, A. (coord.) (2009), *Habitat social au Maghreb et au Sénégal. Gouvernance urbaine et participation en questions*, Paris, L'Harmattan, coll. « Habitat et sociétés ».
- LE TEXIER, E. (2006), *Quand les exclus font de la politique. Le barrio mexicain de San Diego, Californie*, Paris, Presses de Science-Po.
- LEFEBVRE, H. (1968), *Le Droit à la ville. I*, Paris, Economica, Anthropos, coll. « Société et Urbanisme » [2^e éd.].
- LEFEBVRE, H. (1970), *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, coll. « Idées ».
- LEFEBVRE, H. (1972), *Le Droit à la ville. II, Espace et politique*, Paris, Economica, Anthropos, coll. « Société et Urbanisme ».
- LEFEBVRE, H. (1993), *Critica della vita quotidiana 2*, Bari, Dedalo [éd. originale en français 1947, *Critique de la vie quotidienne*, Paris, Grasset; rééd. 1961, vol. II, *Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, Paris, L'Arche, coll. « Le Sens de la Marche »].
- LEFEBVRE, H. (2000 [1974]), *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, coll. « Ethnosociologie ».
- LEFEBVRE, H., KOFMAN, E. et LEBAS, E. (éds) (1996), *Writings on Cities*, Hoboken, Wiley-Blackwell.
- LEGROS, O. (2003), *Le Gouvernement des quartiers populaires. Production de l'espace et régulation politique dans les quartiers non réglementaires de Dakar (Sénégal) et de Tunis (Tunisie)*, Thèse de doctorat en géographie, sous la dir. de P. SIGNOLES, Université François-Rabelais de Tours.
- LEGROS, O. (2008a), « L'internationalisation des politiques urbaines et ses effets sur le gouvernement des villes du "Sud" », in DODIER, R., ROUYER, A. et SÉCHET, R. (dir.), *Territoires en action et dans l'action*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Géographie sociale », p. 229-240.
- LEGROS, O. (dir.) (2008b), *Participations citoyennes et action publique. Dakar, Rabat, Cotonou, Tunis, Jérusalem, Sanaa*, Paris, Adels/Yves Michel.
- LEGROS, O. (2010a), « Les "villages d'insertion" : un tournant dans les politiques en direction des migrants roms en région parisienne? », *Asylon(s)*, n° 8.
- LEGROS, O. (2010b), « Les pouvoirs publics et les grands "bidonvilles roms" au Nord de Paris (Aubervilliers, Saint-Denis, Saint-Ouen. Réflexions sur la dimension spatiale des politiques de régulation de la grande précarité en milieu urbain », *EspacesTemps.net*, Textuel.
- LEGROS, O. (2014), « Les interventions publiques et leurs effets sur le gouvernement des bidonvilles et des quartiers non réglementaires », in SIGNOLES, P. (éd.), *Territoires et politiques dans les périphéries des grandes villes du Maghreb*, Paris, Karthala, p. 223-312.
- LEGROS, O. et OLIVERA, M. (2014), « La gouvernance métropolitaine à l'épreuve de la mobilité contrainte des "Roms migrants" en région parisienne », *EspacesTemps.net*, Travaux.
- LEGROS, O. et ROSSETTO, J. (dir.) (2011), « La question rom en Europe aujourd'hui », *Études tsiganes*, 2, n° 46.
- LEGROS, O. et VITALE, T. (2011), « Les migrants roms dans les villes françaises et italiennes : mobilités, régulations et marginalités », *Géocarrefour*, vol. 86/1.
- LEITNER, H., SHEPPARD, E.S., SZIARTO, K.M. et MARINGANTI, A. (2007), « Contesting Urban Futures Decentring Neoliberalism », in LEITNER, H., PECK, J. et SHEPPARD, E.S., *Contesting Neoliberalism. Urban Frontiers*, New York, Guilford Press, p. 1-25.
- LESPÈS, R. (1938), *Oran. Étude de géographie et d'histoire urbaines*, Paris, F. Alcan, coll. du Centenaire de l'Algérie.
- LOUPIAC, C. (2005), *La Ville entre représentations et réalités*, Paris, SCEREN-CNDP.
- LUSSAULT, M. (1993), *Tours : images de la ville et politique urbaine*, Tours, Université François-Rabelais, coll. « Maison des Sciences de la Ville », n° 3.
- LUSSAULT, M. (1997), « Introduction : une problématique de l'image en géographie », in CALENGE, C., LUSSAULT, M. et PAGAND, B. (dir.), *Figures de l'urbain. Des villes, des banlieues et de leurs représentations*, Tours, Université François-Rabelais, coll. « Maison des Sciences de la Ville », n° 14, p. 15-21.
- LUSSAULT, M. (1998), « Un monde parfait : des dimensions utopiques du projet urbanistique contemporain », in EVENO, E. (dir.), *Utopies urbaines*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, p. 150-176.
- LUSSAULT, M. (2000), « La ville des géographes », in PAQUOT, T., LUSSAULT, M. et BODY-GENDROT, S. (dir.), *La Ville et l'urbain : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 21-35.
- LUSSAULT, M. (2017), *Hyper-Lieux. Les nouvelles géographies de la mondialisation*, Paris, Seuil, coll. « La couleur des idées ».
- LUSSAULT, M. et SIGNOLES, P. (dir.) (1996), *La Citadinité en questions*, Tours, Publications d'Urbama, Fascicule de recherches n° 29.
- MAACHOU, H.M., BELOUADI, L. et TRACHE, S.M. (2018), « Difficultés d'intégration d'un quartier spontané dans une ville saharienne : le cas de Bni Ouskout à Adrar », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 30, p. 69-93.
- MACCAGLIA, F. (2009), *Palerme, illégalismes et gouvernement urbain d'exception*, Lyon, ENS éd.
- MACCAGLIA, F. (2012), « Gomorra, l'envers du décor », in MADOEUF, A. et CATTEDRA R. (dir.), *Lire les villes. Panoramas du monde urbain*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, coll. « Villes et Territoires », p. 191-202.
- MADOEUF, A. et CATTEDRA, R. (dir.) (2012), *Lire les villes. Panoramas du monde urbain contemporain*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, coll. « Villes et Territoires ».
- MAGRI, S. et TOPALOV, C. (dir.) (1989), *Villes ouvrières 1900-1950*, Paris, L'Harmattan, coll. « Villes & Entreprises ».
- MAHFOUZ, N. (1985 [1956]), *Impasse des Deux Palais*, Paris, Lattès, coll. « Lettres arabes ».
- MAHFOUZ, N. (1987 [1957]), *Le Palais du désir*, Paris, Lattès, coll. « Lettres arabes ».
- MAHFOUZ, N. (1989 [1957]), *Le Jardin du passé* (1989 [1957]), Paris, Lattès, coll. « Lettres arabes ».
- MARCUSE, P. (1989), « 'Dual City': a muddy metaphor for a quartered city », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 13 (4), p. 697-708.
- MARCUSE, P. (2005), « Menace sur la ville. Les villes américaines face à la menace terroriste », *Mouvements*, n° 39-40, p. 40-51.
- MARCUSE, P. (2009), « From critical urban theory to the right to the city », *Journal City. Analysis of urban trends, culture, theory, policy, action*, vol. 13, Issue 2-3 (Cities for People, not for Profit).
- MARIÉ, M. (1989), *La Terre et les Mots. Une traversée des sciences sociales*, Paris, Méridiens Klincksieck.
- MASSEY, D. et ALLEN, J. (éds) (1984), *Geography Matters! A Reader*, Cambridge, Cambridge University Press.

- MATHIEU, L. (2012), « Territoires et mises en espace des mobilisations », in BONNY, Y., OLLITRAULT, S., KEERLE, R. et LE CARO, Y. (dir.), *Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 185-195.
- MATTÉI, J.-F. (2005), *De l'indignation*, Paris, La Table ronde.
- MAYER, M., BRENNER, N. et MARCUSE, P. (2011), « La critique urbaine, une discipline fondamentale », *Métropolitiques* [en ligne].
- MAYER, M., THÖRN, C. et THÖRN, H. (2016), *Urban Uprisings. Challenging Neoliberal Urbanism in Europe*, Londres, Palgrave.
- MELLITI, I. (2015), « Le rapport au religieux chez les jeunes », in LAMLOUM, O. et BEN ZINA, M.A. (dir.), *Les Jeunes de Douar Hicher et d'Ettadhamen. Une enquête sociologique*, Tunis, Arabesque et International Alert, p. 147-168.
- MEMOLI, M. (2011), « Politica e città: forme di territorializzazione urbana del potere », in GOVERNA, F. et MEMOLI, M. (dir.), *Geografie dell'urbano. Spazi, politiche, pratiche della città*, Rome, Carocci, p. 191-219.
- MEMOLI, M. et GOVERNA, F. (2015), Film *Murat. Le Géographe / Murat. The Geographer*, Programme ANR Marges et Projet *Giustizia Spaziale sistemi territoriali mediterranei. Politiche urbane, pratiche sociali, mobilità*.
- MERKLEN, D. (2002), « Le quartier et la barricade. Le local comme lieu de repli et base du rapport au politique dans la révolte populaire en Argentine », *L'Homme et la Société*, 1, n° 143-144, p. 143-164.
- MERKLEN, D. (2006), « Une nouvelle politicalité pour les classes populaires. Les *piqueteros* en Argentine », *Tumultes*, 2, n° 27, p. 173-197.
- MERKLEN, D. (2009), *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute.
- MERRIFIELD, A. (2013), *The Politics of the Encounter. Urban Theory and Protest Under Planetary Urbanization*, Athens, University of Georgia Press, coll. « Geographies of Justice and Social Transformation ».
- MERTON, R.K. (1938), « Social structure and Anomie », *American Sociological Review*, vol. 3, n° 6, p. 672-678.
- MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT (1975), *Schéma directeur de Casablanca*, Casablanca, 3 vol.
- MIOSSEC, J.-M. (1999), « La mosaïque urbaine tunisienne : entre urbanisme réglementaire, urbanisme opérationnel et pratiques "spontanées" ; entre le local et la Banque mondiale, via l'État », in SIGNOLES, P., EL KADI, G. et SIDI BOUMEDINE, R. (dir.), *L'Urbain dans le Monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*, Paris, CNRS éd., p. 87-118.
- MIRAS (DE), C. (2010), « Les services urbains de distribution d'eau potable et d'assainissement au Maroc ou les exigences de l'émergence », *Géocarrefour*, vol. 85, n° 2, p. 119-127.
- MIRAS (DE), C. et LE TELLIER, J. (2005), *Gouvernance urbaine et accès à l'eau potable au Maroc. Partenariat Public-Privé à Casablanca et Tanger-Tétouan*, Paris, L'Harmattan, coll. « Villes et Entreprises ».
- MONDADA, L. (1994), *Verbalisation de l'espace et fabrication du savoir. Approche linguistique de la construction des objets de discours*, Lausanne, Université de Lausanne.
- MORANGE, M. (2016), *Néo-libéralisation, pouvoir et mise en ordre de l'espace urbain*, Mémoire d'HDR, Géographie, Université Paris-Nanterre.
- MORANGE, M. et FOL, S. (2014), « Ville, néolibéralisme et justice », *Justice spatiale/Spatial Justice*, n° 6.
- MORRISSEY, J. (2010), « Geography militant: Resistance and the essentialisation of identity in colonial Ireland », *Irish Geography*, vol. 37, n° 2, p. 166-176.
- MORVAN, Y. et LOGIE, S. (2014), *Istanbul 2023*, Paris, Éd. B2, coll. « Territoires ».
- MOUFFE, C. (2002), « La "fin du politique" et le défi du populisme de droite », *Revue du Mauss*, n° 20, p. 178-194.
- MOULOUDI, H. (2006), « Maroc : respect et non-respect de la norme », *Urbanisme*, n° 350, p. 33-34.
- MOULOUDI, H. (2007), *Enjeux et acteurs du projet d'aménagement de la corniche de Rabat*, Mémoire de DESA, sous la dir. de P. SIGNOLES, Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université Mohamed-V de Rabat et INAU, Rabat.
- MOULOUDI, H. (2010), « La réaction de la société civile dans la production des grands projets urbains au Maroc : entre le soutien inconditionnel et le rejet total », *Annales de la recherche urbaine*, n° 106, p. 48-62.
- MOULOUDI, H. (2015), « Quand les acteurs locaux mobilisent le droit pour s'opposer aux grands projets : l'exemple de l'aménagement de la vallée du Bou Regreg Rabat-Salé », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 27, p. 69-86.
- MOUSSAOUI, A. (2004), « Entre langue administrante et désignations ordinaires : nommer et catégoriser les lieux urbains en Algérie », in WALD, P. et LEIMDORFER, F. (dir.), *Parler en ville, parler de la ville. Essais sur les registres urbains*, Paris, Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme et Éd. de l'Unesco, p. 77-89.
- MOUSSI, M. (2010), « Introduction. Trajectoires et transactions de modèles urbains. Échafaudages théoriques et accommodements locaux », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 20, p. 9-22.
- MSILTA, L. (2009), « Populations stigmatisées à la périphérie algéroise, entre citadinité problématique et recherche d'identités : le cas de la Cité des 617 logements à Draria », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 18, p. 107-118.
- MSILTA, L. (2014), « Espace périphérique négocié dans un contexte de marginalité légitimée (banlieue d'Alger) », communication au workshop de l'ANR Marges *Pratiques de résistances urbaines aux marges*, Istanbul, 30 juin-2 juillet [non publiée].
- MÜLLER, G. (2014), « La littérature mondiale comme stratégie ? », *Revue germanique internationale*, n° 19, p. 65-79.
- NACEUR, F. et FARHI, A. (2003), « Les Zones d'habitat urbain nouvelles en Algérie : inadaptabilité spatiale et malaises sociaux. Cas de Batna », *Insaniyat*, n° 22, p. 73-81.
- NACHOU, M. (1998), *Casablanca. Espace et société. Tome 1 : Genèse et mutations de l'espace urbain de Casablanca*, Casablanca, Publications de la revue *Espace géographique et Société marocaine*.
- NACIRI, M. (1980), « Les formes d'habitat sous intégré », *Hérodote*, n° 19, p. 13-70.
- NAGATI, O. et STRYKER, B. (2013), *Archiving the city in flux. Cairo's shifting landscape since the January 25th Revolution*, Le Caire, Cluster.
- NAÏMI, M. (2016), « Mouvement du 20 février et appropriation de l'espace public au Maroc », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 28, p. 51-74.
- NAVEZ-BOUCHANINE, F. (1997), *Habiter la ville marocaine*, Casablanca/Paris, Gaëtan Morin/L'Harmattan.
- NAVEZ-BOUCHANINE, F. (2000), « Compétences collectives, émergence de la société civile et intermédiation sociale dans la gestion urbaine », in ABOUHANI, A. (éd.), *Enjeux et acteurs de la gestion urbaine*, Dakar, CODESRIA, p. 117-153.
- NAVEZ-BOUCHANINE, F. (dir.) (2002a), *La Fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, Paris, L'Harmattan.
- NAVEZ-BOUCHANINE, F. (2002b), *Les Interventions en bidonville au Maroc. Une évaluation sociale*, Rabat, Publications de l'ANHI.
- NAVEZ-BOUCHANINE, F. (2003), « Les chemins tortueux de l'expérience démocratique marocaine à travers les bidonvilles », *Espaces et sociétés*, n° 112.

- NAVEZ-BOUCHANINE, F. (2006), « Les lieux des liens sociaux. Éditorial », *Espaces et sociétés*, n° 126.
- NAVEZ-BOUCHANINE, F. (2007), « Évolution de la politique urbaine et résorption des bidonvilles au Maroc : succès et avatars de la "maîtrise d'ouvrage sociale" », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 193-194, n° 3, p. 403-426.
- NAVEZ-BOUCHANINE, F. (dir.) (2012) [DEBOULET, A. (éd.)], *Effets sociaux des politiques urbaines. L'entre-deux des politiques institutionnelles et des dynamiques sociales*, Paris/Rabat/Tours, Karthala/CJB/EMAM.
- NAY, O. et SMITH, A. (2002a), « Les intermédiaires en politique, médiations et jeux d'institutions ; le gouvernement du compromis », in NAY, O. et SMITH, A. (dir.), *Le Gouvernement du compromis. Courtiers et généralistes dans l'action publique*, Paris, Economica, p. 1-21.
- NAY, O. et SMITH, A. (dir.) (2002b), *Le Gouvernement du compromis. Courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Economica.
- NICHOLLS, W. et VERMEULEN, F. (2012), « Right through the city: the urban basis of immigrant rights struggles in Amsterdam and Paris », in SMITH, M.P. et McQUARRIE, M. (dir.), *Remaking Urban Citizenship: Organizations, Institutions, and the Right to the City*, New Brunswick, Transactions Publishers, p. 79-97.
- OSMONT, A. (1995), *La Banque mondiale et les villes. Du développement à l'ajustement*, Paris, Karthala, coll. « Hommes et sociétés ».
- OSMONT, A. (2006), « La ville du néolibéralisme », *Cahier Voltaire de l'AITEC* [en ligne].
- OSMONT, A. et GOLDBLUM, C. (dir.) (2003), *Villes et citadins dans la mondialisation*, Paris, Karthala/GEMDEV, coll. « Homme et Société : Sciences économiques et politiques ».
- OSTROWETSKY, S. (1996), « La ville en langue », in OSTROWETSKY, S. (dir.), *Sociologues en ville*, Paris, L'Harmattan, p. 143-154.
- OUARAS, K. (2015), « L'espace urbain algérois à l'épreuve de ses graffiti », *L'Année du Maghreb*, n° 12 (Villes et urbanités au Maghreb), p. 157-179.
- PAGÈS-EL KAROUI, D. (2013), « Les mirages de l'émigration, au miroir du cinéma égyptien », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 134, p. 99-116.
- PAMUK, O. (2017), *Cette chose étrange en moi*, Paris, Gallimard, coll. « Du monde entier ».
- PAPPALARDO, M. (2016), « Mériter » la ville globalisée : la production des espaces urbains en centre-ville, entre discours et pratiques micro-locales. Naples et le Caire. Thèse de doctorat en aménagement et urbanisme, sous la dir. d'A. DEBOULET et A. MIRANDA, Université de Paris-Nanterre.
- PAPPALARDO, M. (2019), « Narrations et appropriations dans le centre historique de Naples : des constructions identitaires situées », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 31.
- PARMAKSIZOGLU, D. (2016), « Istanbul: The City of Resistance », in SHARP, D. et PANETTA, C. (éds), *Beyond the square. Urbanism and the Arab Uprisings*, New York, Terreform/Urban Research, p. 162-181.
- PECK, J. (2001), « Neoliberalizing States: thin policies/hard outcomes », *Progress in Human Geography*, vol. 25-2, p. 445-455.
- PECK, J. et TICKELL, A. (2002), « Neoliberalizing Space », *Antipode*, vol. 34-3, p. 380-404.
- PELLIZER, M. (2003), « Regards d'enfants », in COLLECTIF, *Regards d'enfants*, Casablanca, La Croisée des chemins.
- PERALDI, M. (1999), « Marseille : réseaux migrants transfrontaliers, place marchande et économie de bazar », *Cultures & Conflits*, n° 33-34, p. 51-67.
- PÉROUSE, J.-F. (2004), « Les tribulations du terme *gecekondu* (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique », *European Journal of Turkish Studies*, n° 1.
- PÉROUSE, J.-F. (2014), « Basaksehir Istanbul, la "ville épi" : de la marge urbaine, épiphénomène au modèle urbain hégémonique », in SEMMOUD, N., FLORIN, B., LEGROS, O. et TROIN, F. (dir.), *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, coll. « Villes et Territoires », p. 83-104.
- PERRAUDIN, A. (2016), « Crise économique et migrations de retour. Le cas des Équatoriens en Espagne », *Autrepart*, vol. 77, n° 1, p. 165-182.
- PERRAUDIN, A. (2018), *Esquiver les frontières. Expérience migratoire, identités et rapport au groupe des Indiens mexicains*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Des Amériques ».
- PHILIFERT, P. (2004), « Rites et espaces funéraires à l'épreuve de la ville au Maroc : traditions, adaptations, contestations », *Annales de la recherche urbaine*, n° 96, p. 34-43.
- PINÇON, M. et PINÇON-CHARLOT, M. (2000), *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte, coll. « Repères ».
- PIPER, H. et FRANKHAM, J. (2007), « Seeing voices and hearing pictures: image as discourse and the framing of image-based research », *Discourse: studies in the cultural politics of education*, 28, 3, p. 373-387.
- PIRAS, E.M. (2001), *Sant'Elia tra appartenenza e isolamento*, Cagliari, CUEC.
- PIZZORNO, A. (1980 [1974]), « I ceti medi nei meccanismi del consenso », in *I soggetti del pluralismo. Classi, Partiti, Sindacati*, Bologne, Il Mulino, p. 67-98.
- PLIEZ, O. (2010), « Toutes les routes de la soie mènent à Yiwu (Chine) », *L'Espace géographique*, 2, vol. 39, p. 132-145.
- POLANSKA, D. (2016), « Organizing without organizations: on informal social activism in Poland », *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 36.9-10, p. 662-679.
- POLANYI, K. (1983), *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines ».
- POURTIER, R. (2005), « Les âges de la territorialité », in ANTHEAUME, B. et GIRAUT, F. (dir.), *Le Territoire est mort. Vive les territoires !*, Paris, IRD, p. 39-46.
- PRÉFECTURE DE FÈS-MÉDINA (2002), *Programme des besoins essentiels de développement à Sahrij Gnaoua*, Rapport d'évaluation [inédit].
- PUJOL, C. (2016), « Les mobilisations de chômeurs de Rosario (Argentine). Une citoyenneté en mouvement », in COMBES, H., GARIBAY, D. et GOIRAND, C. (dir.), 2015, *Les Lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris/Aix-en-Provence, Karthala/Sciences-Po Aix, coll. « Questions transnationales », p. 323-346.
- PUTTILLI, M., CATTEDRA, R., IDRISSE JANATI, M. et GIUA, R. (2016), « Youth geographies of everyday life. Methodological note from a project of photographic storytelling in Fez », *J-Reading. Journal of Research and Didactics in Geography*, 2, 5, p. 87-94.
- RACHIK, A. (2015), *Les Mouvements de protestation au Maroc. De l'émeute à la manifestation*, Rabat, Forum des Alternatives du Maroc [rapport de recherche].
- RAFFESTIN, C. (1980), *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec, coll. « Géographie économique et sociale ».
- RAFFESTIN, C. (1982), « Remarques sur les notions d'espaces, de territoire et de territorialité », *Espaces et sociétés*, n° 41, p. 167-171.
- RAFFESTIN, C. (1986), « Territorialité. Concept ou paradigme de la géographie sociale », *Geographica Helvetica*, n° 2, p. 91-96.
- RAHNEMA, M. et ROBERT, J. (2008), *La Puissance des pauvres*, Arles, Actes Sud.
- RATOUIS, O. (2010), « ZUP », in TOPALOV, C., COUDROY DE LILLE, L., DEPAULE, J.-C. et MARIN, B. (dir.), *L'Aventure des mots de la ville. À travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », p. 1359-1365.

- RÉPUBLIQUE TUNISIENNE, MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (2014a), *Pour une nouvelle stratégie de l'habitat. Habitat informel. Diagnostics et recommandations*, Rapport intermédiaire provisoire, Tunis [consultant: H. KAHLOUN].
- RÉPUBLIQUE TUNISIENNE, MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (2014b), *Pour une nouvelle stratégie de l'habitat. Accès au foncier. Diagnostics et recommandations*, Tunis [consultant: H. BEN OTHMAN].
- RETIÈRE, J.-N. (2003), « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, vol. 16, p. 121-143.
- REYNAUD, A. (1981), *Société, espace et justice*, Paris, PUF, coll. « Espace et Liberté ».
- RHEIN, C. (2002), « Intégration sociale, intégration spatiale », *L'Espace géographique*, 3, t. 31, p. 193-207.
- RIPOLL, F. (2005), *La Dimension spatiale des mouvements sociaux*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Caen, 3 vol.
- RODIER, C. (2018), « Le faux semblant des hotspots », *La Revue des droits de l'homme* [en ligne], 13.
- ROSA, E. (2014a), « La marginalité comme ressource, intégration, exclusion. Réflexions à partir des pratiques habitantes des migrants Roms en situation précaire », communication au workshop de l'ANR Marges *Les marges urbaines en question. Catégorisations, qualifications*, Tours, 9-10 janvier [non publiée].
- ROSA, E. (2014b), « Marginality as a resource. Roma migrant in Turin », in CALAFATI, A. (dir.), *The Changing Italian Cities: Emerging Imbalances and Conflicts*, GSSI Urban Studies, Working Paper 6, p. 95-102.
- ROSA, E. (2015), « Aménagement urbain et marginalisation socio-spatiale. L'exemple des migrants roms à Turin », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 27, p. 55-68.
- ROSE, G. (2001), *Visual Methodologies: An Introduction to the Interpretation of Visual Materials*, Londres, Sage Publications.
- ROSE, G. (2003), « On the Need to Ask How, Exactly, is Geography Visual? », *Antipode*, vol. 35, Issue 2, p. 212-221.
- ROSEMBERG, M. (2012), *Le Géographique et le littéraire. Contribution de la littérature aux savoirs sur la géographie*, HDR, Université de Paris 1.
- ROSEMBERG, M. (2016), « La spatialité littéraire au prisme de la géographie », *L'Espace géographique*, 4, t. 45, p. 289-297.
- ROUSSEAU, M. (2012), « La ville néolibérale, mode d'emploi », *La Revue du projet*, n° 17 [en ligne].
- ROYAUME DU MAROC, SECRÉTARIAT D'ÉTAT À L'HABITAT (2000), *Redéfinition des modes d'intervention en matière de lutte contre l'habitat insalubre. Analyse et diagnostic*, Rabat.
- RUSCONI, G.E. (1981), « Scambio politico », *Laboratorio Politico*, I, p. 65-87.
- SAFAR ZITOUN, M. (2008), « Mobilité résidentielle et mobilité sociale dans l'agglomération algéroise: quelques pistes de réflexion », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 16, p. 29-36.
- SAFAR ZITOUN, M. (2009), « L'ingénierie participative dans les programmes publics de logement social. Contenu et limites de l'expérience algérienne », in LE TELLIER, J. et IRAKI, A. (dir.), *Habitat social au Maghreb et au Sénégal. Gouvernance urbaine et participation en questions*, Paris, L'Harmattan, p. 171-193.
- SAFAR ZITOUN, M. (2011), *Les Politiques d'habitat et d'aménagement urbain en Algérie ou l'urbanisation de la rente pétrolière?*, Beyrouth, Unesco (MOST2).
- SAFAR ZITOUN, M. (2012a), « Le logement en Algérie: programmes, enjeux et tensions », *Confluences méditerranéennes*, n° 81, p. 133-152.
- SAFAR ZITOUN, M. (2012b), « Violence et rente urbaines: quelques réflexions critiques sur la ville algérienne d'aujourd'hui », *Insaniyat*, n° 57-58, p. 57-72.
- SAFAR ZITOUN, M. (2014), « La construction d'une "citadinité de combat" dans les opérations de relogement algéroises ou la stigmatisation détournée », in SEMMOUD, N., FLORIN, B., LEGROS, O. et TROIN, F. (dir.), *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, coll. « Villes et Territoires », p. 189-213.
- SAFAR ZITOUN, M. et HAFIANE, A. (2012), « L'entre-deux dans les opérations de relogement en Algérie », in NAVEZ-BOUCHANINE, F. (DEBOULET, A. [éd.]), *Effets sociaux des politiques urbaines. L'entre-deux des politiques institutionnelles et des dynamiques sociales*, Paris/Rabat/Tours, Karthala/CJB/EMAM, p. 219-256.
- SAÏD, E.W. (1980 [1978]), *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, coll. « Points Essai ».
- SAÏD, E.W. (2000), « Un homme moral dans un monde immoral. Albert Camus, ou l'inconscient colonial », *Le Monde diplomatique*, 11.
- SAÏD, E.W. (2008), *Réflexions sur l'exil et autres essais*, Arles, Actes Sud, coll. « Essais Sciences ».
- SANSOT, P. (1971), *Poétique de la ville*, Paris, Klincksieck.
- SAVIANO, R. (2006), *Gomorra. Viaggio nell'impero economico e nel sogno di dominio della camorra*, Milan, Mondadori [publié en français en 2007 sous le titre *Gomorra. Dans l'empire de la Camorra*, Paris, Gallimard].
- SAYAD, A. (1980), « Le rapport au logement moderne: les effets du relogement », *Panorama des Sciences sociales*, n° 4-5, p. 11-27.
- SCHUMAN, A. (2006), « Ghetto: un mot et son usage au xx^e siècle », in DEPAULE, J.-C. (dir.), *Les Mots de la stigmatisation urbaine*, Paris, Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme et Éd. de l'Unesco, p. 41-56.
- SCHWARTZ, O. (1998), *La Notion de « classes populaires »*, HDR en sociologie, Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.
- SCOTT, J.C. (1990), *Domination and the arts of resistance. Hidden transcripts*, New Haven, Yale University Press.
- SECCHI, B. (1996), « Un'interpretazione delle fasi più recente dello sviluppo italiano: la formazione della città diffusa et il ruolo delle infrastrutture », in CLEMENTI, A. (dir.), *Infrastrutture e piani urbanistici*, Rome, Palombi, p. 27-36.
- SECCHI, B. (2000), *Prima lezione di urbanistica*, Bari, Laterza.
- SEMMOUD, N. (2001), *Les Stratégies d'appropriation de l'espace à Alger*, Paris, L'Harmattan, coll. « Histoire et Perspectives méditerranéennes ».
- SEMMOUD, N. (2007), « Nouvelles polarités urbaines, nouvelles attractivités de la périphérie algéroise », in CHIGNIER-RIBOULON, F. et SEMMOUD, N., *Nouvelles attractivités des territoires et engagement des acteurs*, Clermont-Ferrand, PUBP, Ceramac, n° 24, p. 199-215.
- SEMMOUD, N. (2014), « Marginalisation et informalité: d'une domination à une autre. Cherarba au Sud-Est de la périphérie d'Alger », *Annales de géographie*, n° 699, p. 1146-1167.
- SEMMOUD, N. (2015a), « "Clair-obscur" de l'informel. Contrôle des polarités urbaines informelles à Cherarba, périphérie sud-est d'Alger », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 26, p. 103-123.
- SEMMOUD, N. (2015b), « Gouverner les urbanisations informelles ou la "gouvernance" en question. Cas des villes maghrébines », in BENNAFLA K. (dir.), *Acteurs et pouvoirs dans les villes du Maghreb et du Moyen-Orient*, Paris, Karthala, coll. « Hommes et Sociétés », p. 249-278.
- SEMMOUD, N. (2015c), « Les marges urbaines. Un analyseur privilégié de l'urbanisme à Alger? », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 27, p. 37-54.

- SEMMOUD, N. (2016), « Empowerment et "rebellité". Chronique bibliographique », in ERDI LELANDAIS, G. et FLORIN, B. (coord.), « Marges urbaines et résistances citadines », *Cultures & Conflits*, p. 171-180, n° 101.
- SEMMOUD, N., FLORIN, B., LEGROS, O. et TROIN, F. (dir.) (2014), *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, coll. « Villes et Territoires ».
- SEURAT, L. (2018), « La gestion de la "crise des ordures" à Beyrouth durant l'été 2015 : quelle police des foules ? », *Critique internationale*, n° 79, p. 181-202.
- SEWELL, W.H.Jr. (2001), « Space in Contentious Politics », in AMINZADE, R.R., GOLDSTONE, J.A., MCADAM, D., PERRY, E.J., SEWELL, W.H.Jr., TARROW, S. et TILLY, C., *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 51-88.
- SHAFIK, V. (2007), *Popular Egyptian cinema: gender, class, and nation*, Le Caire, The American University in Cairo Press.
- SHARP, D., PANETTA, C. (éds) (2016), *Beyond the square. Urbanism and the Arab Uprisings*, New York, Terreform/Urban Research.
- SIDI BOUMEDINE, R. (2016), *Bétonvilles contre bidonvilles. Cent ans de bidonvilles à Alger*, Alger, APIC.
- SIERRA, A. et TADIÉ, J. (2008), « Introduction. La ville face à ses marges », *Autrepart*, n° 45.
- SIGNOLES, P. (1988), « Place des médinas dans le fonctionnement et l'aménagement des villes au Maghreb », in TROIN, J.-F. (dir.), *Éléments sur les centres-villes dans le Monde arabe*, Tours, Publications d'Urbama, Fascicule de recherches n° 19, p. 231-274.
- SIGNOLES, P. (1994), « Actualité et centralité des médinas », *Monde arabe Maghreb-Machrek*, n° 143, p. 155-161.
- SIGNOLES, P. (dir.) (2009), « Urbanité et citadinité dans les grandes villes du Maghreb », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 18.
- SIGNOLES, P. (éd.) (2014), *Territoires et politiques dans les périphéries des grandes villes du Maghreb*, Paris, Karthala.
- SIGNOLES, P., EL KADI, G. et SIDI BOUMEDINE, R. (dir.) (1999), *L'Urbain dans le Monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*, Paris, CNRS éd.
- SIMMEL, G. (1897), « Comment les formes sociales se maintiennent », *L'Année sociologique*, p. 71-109 ; repris par SIMMEL, G., *Sociologie et épistémologie*, Paris, PUF, 1981.
- SIMMEL, G. (1995 [1905]), *Le Conflit*, Paris, Circé, coll. « Circé Poche ».
- SINGERMAN, D. (2003), « Réseaux, cadres culturels et structures d'opportunités politiques. Le mouvement islamiste en Égypte », in BENNANI-CHRAÏBI, M. et FILLIEULE, O. (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 219-242.
- SOJA, E. (2010), *Seeking Spatial Justice*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- SOJA, E. (2014), *My Los Angeles: From Urban Restructuring to Regional Urbanization*, Berkeley, University of California Press.
- SOMMA, P. (1991), *Spazio e razzismo: strumenti urbanistici e segregazione etnica*, Milan, Franco Angeli.
- SOMMIER, I. (1997), « Un nouvel ordre de vie par le désordre : histoire inachevée des luttes urbaines en Italie », CURAPP, *Le Désordre*, Paris, PUF, p. 145-159.
- SOUAMI, T. et VERDEIL, É. (dir.) (2006), *Concevoir et gérer les villes. Milieux d'urbanistes du Sud de la Méditerranée*, Paris, Economica Anthropos, coll. « Villes ».
- SOUIAH, S.A. et BENDRAOUA, F. (2009), « Entre amplification et réduction des marginalités urbaines. Pratiques sociales et actions de l'État algérien », in LE TELLIER, J. et IRAKI, A. (dir.), *Habitat social au Maghreb et au Sénégal. Gouvernance urbaine et participation en questions*, Paris, L'Harmattan, p. 73-94.
- STADNICKI, R. (dir.) (2015), *Villes arabes, cites rebelles*, Paris, Le Cygne, coll. « Recto-Verso ».
- STASZAK, J.-F., DEBARBIEUX, B. et PIERONI, R. (2017), « Frontières, identité, altérité », in STASZAK, J.-F. (dir.), *Frontières en tous genres. Cloisonnement spatial et constructions identitaires*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 15-36.
- STEINBECK, J. (1972 [1937]), *Des Souris et des hommes*, Paris, Gallimard, coll. « Folio ».
- TER MINASSIAN, H. (2013), *Changer Barcelone. Politiques publiques et gentrification dans le centre ancien (Ciutat Vella)*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail.
- THRIFT, N. (2008), *Non Representational Theory*, Londres et New York, Routledge.
- TILLY, C. (1984), « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, n° 4, p. 89-108.
- TILLY, C. (1986), *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique ».
- TILLY, C. (1992), « Réclamer Viva Voce », *Cultures & Conflits*, n° 5, p. 109-126.
- TILLY, C. (2000), « Spaces of contention », *Mobilization: An International Journal*, vol. 5, n° 2, p. 135-159.
- TITMUSS, R. (2017), « "L'esprit de Dunkerque", quand l'élite cède... », *Manière de voir*, n° 153 [« Royaume-Uni : de l'Empire au Brexit »].
- TOPALOV, C. (dir.) (2002), *Les Divisions de la ville*, Paris, Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme et Éd. de l'Unesco.
- TOPALOV, C., COUDROY DE LILLE, L., DEPAULE J.-C. et MARIN, B. (dir.) (2010), *L'Aventure des mots de la ville. À travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins ».
- TROIN, J.-F. (dir.) (2002), *Maroc. Régions, pays, territoires*, Paris/Casablanca, Maisonneuve et Larose/Tarik éd.
- TURCO, A. (2010), *Configurazioni della territorialità*, Milan, Franco Angeli.
- URBACONSULT (2004), *Évaluation du PNRQP. Rapport final de synthèse de l'évaluation du programme et des opérations*, Tunis, rapport établi pour l'Agence de rénovation et de réhabilitation urbaine (ARRU).
- UWAYS, S. (1989 [1985]), *L'Histoire que je porte sur mon dos. Mémoires*, Le Caire, CEDEJ.
- VAIREL, F. (2014), *Politique et mouvements sociaux au Maroc. La révolution désamorcée ?* Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique ».
- VALLAT, C. (1995), *Rome et ses borgate (1960-1980). Des marques urbaines à la ville diffuse*, Rome, École française de Rome (diffusion de Boccard).
- VANT, A. (dir.) (1986), *Marginalité sociale, marginalité spatiale*, Paris.
- VARDE (DE LA), M. (1955), *Casablanca. Ville d'émeutes*, Givors, André Martel.
- VERDEIL, É. (2011), « Villes arabes en révolution : quelques observations », *Métropolitiques* [en ligne].
- VERDEIL, É. (2015), *Écologie politique des énergies. Villes sud-méditerranéennes sous tension*, Mémoire pour l'HDR, géographie, vol. 3, Université Lyon 2.
- VERDEIL, É. (2017), « Des déchets aux remblais : imaginaire aménageur, corruption et dérèglement métaboliques à Beyrouth », *Jadaliyya Cities* [en ligne].
- VEYNE, P. (1971), *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie*, Paris, Seuil.
- VITALE, T. (2009), *Politiche possibili. Abitare le città con i rom e i sinti*, Rome, Carocci.
- VOLPE, S. (2015), *Quels droits politiques pour les non-citoyens ? Genèse de l'expérience de représentation à Rome (2000-2008)*, Thèse de doctorat en science politique, sous la dir. de J.-P. GAUDIN, Institut d'Études politiques d'Aix-en-Provence.
- VOLPE, S. (2019), « L'Esquilin, un quartier central de Rome objet d'un programme de réhabilitation urbaine (1990-2015). Un cas de gentrification en trompe-l'œil ? », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 31.

- VORA, N. (2013), *Impossible Citizens: Dubai's Indian Diaspora*, Durham, Duke University Press.
- WACQUANT, L. (2006), *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État. Une sociologie comparée de la marginalité sociale*, Paris, La Découverte.
- WACQUANT, L. (2008), *Urban Outcasts. A Comparative Sociology of Advanced Marginality*, Cambridge, Polity Press.
- WARF, B. et ARIAS, S. (éds) (2008), *The Spatial Turn. Interdisciplinary perspectives*, Londres, Routledge, coll. « Routledge Studies in Human Geography ».
- WEBER, M. (2003 [1919]), *Le Savant et le politique*, Paris, La Découverte, coll. « Sciences humaines et sociales ».
- WEE, B., DE PIERRE, A., ANTHAMATTEN, P. et BARBOUR, J. (2013), « Visual methodology as a pedagogical research tool in geography education », *Journal of Geography in Higher Education*, 37, 2, p. 164-173.
- WESTPHAL, B. (2007), *La Géocritique. Réel, fiction, espace*, Paris, Minuit.
- WILSON, W.J. (1987), *The Truly Disadvantaged. The Inner City, the Underclass and Public Policy*, Chicago, Chicago University Press.
- WIRTH, L. (2006 [1928]), *Le Ghetto*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- WOOLF, V. (2006 [1925]), *Mrs Dalloway*, Paris, La Pochothèque, Le livre de poche.
- YAHYAOU, M. (2009), « Action publique et processus de territorialisation dans la périphérie nord-est de Salé (Maroc). Autour du projet "Sidi Abdellah" : conflits pour le territoire et processus de construction d'une légitimité territoriale », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 19, p. 71-84.
- YIFTACHEL, O. (2009a), « Theoretical Notes on 'Gray Cities': the Coming of Urban Apartheid? », *Planning Theory*, n° 8 (1), p. 87-99.
- YIFTACHEL, O. (2009b), « Critical Theory and 'Gray Space'. Mobilisation of the Colonized », *City*, n° 13 (2-3), p. 240-256.
- YIFTACHEL, O. (2015), « From 'Gray Space' to Equal 'Metrozenschip' », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 39, p. 726-738.
- ZAKI, L. (2004), « Deux candidats en campagne : formes de propagande et répertoires de légitimation politique au bidonville », in BENNANI-CHRAIBI, M., CATUSSE, M. et SANTUCCI, J.-C. (dir.), *Scènes et coulisses de l'élection au Maroc. Les législatives 2002*, Paris/Aix-en-Provence, Karthala/IREMAM, p. 187-234.
- ZAKI, L. (2005), *Pratiques politiques au bidonville. Casablanca (2000-2005)*, Thèse de doctorat en Science politique, Institut d'études politiques, Paris.
- ZAKI, L. (2005-2006), « L'action publique au bidonville : l'État entre gestion par le manque, "éradiation" des *kariens* et accompagnement social des habitants », *L'Année du Maghreb* (Femmes, famille et droit).
- ZAKI, L. (2009a), « De la représentation du pouvoir aux pratiques atomisées d'appropriation de l'espace dans les bidonvilles marocains : l'omniprésence de la référence au(x) droit(s) », in BADUEL, P.R. (dir.), *Chantiers et défis de la recherche sur le Maghreb contemporain*, Tunis/Paris, IRMC/Karthala, p. 371-388.
- ZAKI, L. (dir.) (2009b), *Terrains de campagne au Maroc. Les élections législatives de 2007*, Paris/Tunis, Karthala/IRMC.
- ZAMORA, D. (2019), « Mieux répartir les revenus ou se libérer du marché ? Déplorer les inégalités, ignorer leurs causes », *Le Monde diplomatique*, n° 778, p. 12.
- ZANFI, F. (2008), *Città latenti. Un progetto per l'Italia abusiva*, Milan, Mondadori, 2008.
- ZANFI, F., CURCI, F. et FORMATO, E. (2015), « Sull'abusivismo edilizio. I nodi da sciogliere per riaprire la questione », *Parolechiave*, n° 2, p. 91-104.

Table des encadrés

Chapitre 2

- Encadré 2.1** Istanbul: récit et transformation d'une ville à travers l'histoire de Mevlüt 95
- Encadré 2.2** À travers les frontières. L'émigré dans le cinéma égyptien : un acteur aux marges de la Nation ? 96

Chapitre 3

- Encadré 3.1** Itinéraire de la famille d'Arezki, Cherarba, Ouled el Hadj, RN 61 (habitat non réglementaire) 135
- Encadré 3.2** Trajectoire d'Aïcha, bidonville Sahrawa à Temara (périphérie ouest de Rabat) 137
- Encadré 3.3** Mokhtar le Migrant ou l'identité enturbannée 161
- Encadré 3.4** Nouveaux territoires, sentiment d'appartenance et expression des solidarités (« douars » périphériques et quartiers non réglementaires) (Maroc) 169
- Encadré 3.5** Territoires et territorialisation du religieux à Sahrij Gnaoua (Fès) 170

Chapitre 4

- Encadré 4.1** Sulukule : la lutte des Roms pour leur maintien dans le quartier et pour la reconnaissance de leur identité 189
- Encadré 4.2** La création du quartier du 1er Mai à Istanbul : le contournement des interdictions de l'État sous la « protection » de groupes politiques radicaux 203
- Encadré 4.3** Manchiat Nasser, un quartier-refuge pour les chiffonniers du Caire 205
- Encadré 4.4** Le quartier comme une « grande famille » : la vallée de Dikmen à Ankara 206

Encadré 4.5 La fragilisation des luttes des chiffonniers de Manchiat Nasser à la suite de la désolidarisation du haut clergé copte	207
Encadré 4.6 Le quartier, échelle des « comités populaires » pendant la révolution égyptienne	208
Encadré 4.7 Un objectif fondamental à Lahraouiyine (Casablanca) : préserver les possibilités d'occupation et de construction illégale du sol	218
Encadré 4.8 Politisation et empowerment selon M.-H. Bacqué et C. Biewener (2013)	222
Encadré 4.9 Les « coupeurs de route » à Alger	226
Chapitre 5	
Encadré 5.1 Spéculation foncière et urbanisation dans la banlieue de Palerme : le cas du quartier Pizzo Sella	244
Encadré 5.2 Grand projet présidentiel et destruction de constructions illégales à Tunis	247
Encadré 5.3 Récit d'un ancien employé topographe, fondateur de l'association du douar Sahel de la commune de Dar Bouazza et élu membre du conseil communal depuis 2009	255
Encadré 5.4 Le député-maire de Tiflet à l'épreuve des mobilisations locales	258
Encadré 5.5 Rapports de force dans les QHNR de Lamkansa et Lahraouiyine (périphérie sud de Casablanca)	259
Encadré 5.6 Le coût pour la collectivité du traitement urbanistique des quartiers non réglementaires	266

Table des figures

Chapitre 1

Figure 1.1 Les <i>Campi nomadi</i> à Turin	28
Figure 1.2 Déplacements des principaux bidonvilles de Casablanca.	30
Figure 1.3 Sahrij Gnaoua, une marge de Fès.	53
Figure 1.4 L'une des voies d'accès à Sahrij Gnaoua (Fès) à travers le cimetière	54
Figure 1.5 Ville de Cagliari et quartier de Sant'Elia. Pour Sant'Elia : dates d'édification des différents ensembles d'habitat public	65
Figures 1.6 et 1.7 Panoramas de et depuis Sant'Elia Nuova (Cagliari)	68
Figure 1.8 « Grand ensemble en mouvement » [<i>Palazzoni in movimento</i>] à Sant'Elia (Cagliari)	69
Figure 1.9 « Crème fouettée » [<i>Panna montata</i>] à Sant'Elia (Cagliari)	70
Figure 1.10 « Le fantôme du quartier » [<i>Il fantasma del quartiere</i>] à Sant'Elia (Cagliari)	70
Figure 1.11 Travaux de réaménagement de la place Lalla Yeddouna et de dépollution de l'oued (Fès)	82
Figure 1.12 Jeux d'enfants sous les échafaudages de maisons menaçant ruine, quartier de Blida (Fès)	82
Figure 1.13 Un riad en médina de Fès	84
Figure 1.14 Ordures dans une rue d'Aïn Nokbi (Fès)	85
Figure 1.15 Corvée d'eau à Aïn Nokbi (Fès)	85
Figure 1.16 Mosaïque murale dans un atelier de poterie à Aïn Nokbi (Fès)	86

Chapitre 2

- Figure 2.1** L'expédition du juge (Au fond de la ville de Y. Idris):
une coupe du Caire à la fin des années 1950 101
- Figure 2.2** Les toponymes dans La Peste:
seulement 13, dont 11 parfaitement localisables. 109
- Figure 2.3** La fermeture et l'isolement sont-ils possibles
(*La Peste d'A. Camus*) ? 110
- Figure 2.4** Une journée dans la ville d'Oran atteinte par une
épidémie de peste 112
- Figure 2.5** Dans La Peste, une organisation solidaire, ici à l'origine
de la création de formations sanitaires 117
- Figure 2.6** Le spectre des couleurs répertoriées dans La Peste
fait apparaître la domination du jaune (lumière, espoir) et du gris
(peste, désespoir) 120

Chapitre 3

- Figure 3.1** Itinéraire de la famille d'Arezki (Cherarba)
et occupation de la maison familiale 137
- Figures 3.2 et 3.3** Évolution des façades à Souk El Kelb (Salé)
et à Cherarba (Alger) 149
- Figure 3.4** Étals de matériel de cuisine à même le trottoir à
Souk El Kelb (Salé) 151
- Figures 3.5 et 3.6** L'appropriation des espaces publics à Sidi Hammad
(wilaya de Blida): baraque de forgeron fabriquant des portes sécuritaire
et local abritant un commerce de tabac 159
- Figure 3.7** La « déportation » des populations bidonvilloises en
périphérie algéroise (et autres lieux cités dans le chapitre) 162
- Figure 3.8** Vue du bidonville d'Haï Remli (Alger) avant éradication. 164
- Figures 3.9 et 3.10** Vue générale du site de Sidi Hammad (wilaya de Blida)
et réinstallation des bidonvillois d'Haï Remli dans ce nouvel ensemble 164
- Figure 3.11** Relogement par quartiers d'origine dans la cité du
5 juillet 1962 (commune de Larbaâ, wilaya de Blida) 173

Chapitre 4

- Figures 4.1 et 4.2** Maisons de Sulukule avant et après
le projet de rénovation urbaine 187
- Figure 4.3** Le quartier des chiffonniers de Manshiat Nasser (Le Caire) 205
- Figures 4.4** Bretelle informelle d'accès au quartier Mu'tamadiya
depuis la rocade du Caire 220
- Figure 4.5** Un des hauts lieux de l'expression de la contestation
et de la représentation des martyrs de la révolution au Caire:
rue Mohamed Mahmoud, mur de l'Université américaine 228

Chapitre 5

- Figure 5.1** Quartier de Ciaculli (Palerme), au début des années 2000 237
- Figure 5.2** Destruction d'une partie des habitations à Zouaidia (Tunis) 248
- Figure 5.3** Manifestation contre la destruction de l'habitat
non réglementaire à Ischia et à Procida 252
- Figure 5.4** Titre d'un article rendant compte de la constitution
d'une liste électorale à l'initiative de propriétaires en situation
irrégulière à l'occasion des élections de 1986 253
- Figure 5.5** Urbanisation non réglementaire jouxtant un lotissement
réglementaire adjacent: Lahraouiyine (Casablanca) 267

Table des tableaux

Chapitre 1		
Tableau 1.1	Hors de la norme : quelques dénominations participant de la stigmatisation officielle	23
Tableau 1.2	Nommer la marge : désignation et catégorisation de Sant'Elia (Cagliari)	25
Tableau 1.3	Vocabulaire de la presse et des acteurs de l'urbanisme à Sant'Elia (Cagliari)	26
Tableau 1.4	Stigmatisation de l'espace, stigmatisation des populations	28
Tableau 1.5	Désignations stigmatisantes du quartier de Sahrij Gnaoua (Fès)	37
Chapitre 2		
Tableau 2.1	Différents comportements des humains confrontés au fléau	77
Tableau 2.2	Forces de répression	77
Tableau 2.3	Ni passé, ni avenir : le présent efface les temporalités	79

Table des matières

Introduction générale	7
Généalogie de la recherche	11
La notion de marges urbaines : utilité dans le débat scientifique	13
Organisation de l'ouvrage	15
Chapitre 1	
Les marges au prisme des représentations	19
<i>Mots, discours, images</i>	
1. La stigmatisation : dire et dédire les marges	21
De la territorialisation symbolique : nommer les marges	22
Les marges au prisme de la norme et de la normalisation	32
La marge entre résistances, subversions, radicalisations : comment dire la territorialité politique ?	46
2. Paroles et images d'habitants : la marge vue de l'intérieur	51
Sahrij Gnaoua à Fès : du quartier que l'on cache/qui se cache au territoire qui se revendique	52
Sant'Elia (Cagliari) vu par ses femmes : <i>ima@ges</i> et discours à partir d'une recherche visuelle	64
La spatialité de collégiens des marges de Fès à travers leurs récits photogéographiques	76
3. Conclusion	87
Chapitre 2	
Duo de marges en tandem littéraire	91
<i>Poursuite linéaire au Caire et exploration circulaire d'Oran</i>	
1. Le juge, l'officier et le demiurge : figures et figurations de la ville ancienne du Caire du milieu du xx^e au début du xxi^e siècle	97
L'expédition du juge : le pré-texte fondateur	98
Le périple de l'officier : normalisation et désillusion	101
La « vision » de l'Aga Khan : l'avènement du parc al-Azhar	103
Épilogue : la ville ancienne du Caire, un spectacle panoramique	105

2. La ville d'Oran, marge paroxystique dans <i>La Peste</i> de Camus	106
Fiction spatiale ou a-territorialité de la marge urbaine ?	107
Fermeture, marginalité et trajectoires	110
La dimension humaine et sociale du roman	113
La dimension sensible	117
3. Conclusion	121

Chapitre 3

La vie dans les marges	127
1. Usages, trajectoires, territoires	129
Les trajectoires des quartiers : réalités diverses et mouvantes	129
Les trajectoires des ménages : entre intégration et désaffiliation	134
Le quartier, un territoire-ressource	144
2. Constructions et reconstructions sociales des quartiers populaires	152
Significations du quartier	152
Normes et valeurs	155
Construction de la citoyenneté et de la citoyenneté	158
Déplacements massifs au Sud et ethnicisation au Nord	163
Mixité sociale, « brassage », « mélange » ou l'improbable cohésion sociale	164
Les marges, des territoires attractifs pour les couches moyennes	168
3. Conclusion	174

Chapitre 4

Marges : espaces contestés et contestations dans l'espace	177
1. Marges urbaines et droit à la ville	180
La ville, lieu et enjeu des contestations et mobilisations	181
Les habitants des marges urbaines face à la fabrique néolibérale de la ville	184
Revendiquer le droit à la ville depuis les marges urbaines	188
2. Quand les marges se mobilisent : des résistances ordinaires à la contestation ouverte	193
Héritages et nouveaux registres d'action des luttes récentes	194
Diversité des motifs, des formes et des acteurs des « luttes » dans les quartiers de marges	198

Le sentiment d'injustice, moteur de l'action des populations des marges	212
3. Les effets de retour des mobilisations dans les marges urbaines	215
Les effets des mobilisations sur la morphologie des marges	216
Les effets des mobilisations sur la politisation dans les marges	221
Marges mobilisées et nouveaux rapports à la cité	225
4. Conclusion	229

Chapitre 5

La fabrique de l'ordre politique dans les marges urbaines	233
<i>L'exemple de l'habitat non réglementaire (Maroc, Tunisie, Italie)</i>	
1. L'urbanisation non réglementaire : rapports de force et arrangements locaux	236
État des lieux	236
Les conditions de possibilité de l'habitat non réglementaire	241
Des habitants aux marges de manœuvre limitées	245
2. Accès aux équipements et régularisation foncière : des compromis sur fond de conflits	250
Les répertoires de l'action collective	250
Un ordre politique fondé sur l'intermédiation sociale	254
Les enjeux de la négociation politique	260
3. Conclusion. Les leçons de la comparaison	272
Conclusion générale	275
Bibliographie	285
Table des encadrés	311
Table des figures	313
Table des tableaux	316
Table des matières	317

